

سلا في الوطن

Les fins d'empres

# Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

JEUDI 23 JUILLET 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14769 - 7 F

BOURSE ★★

## M. Ghazali à Paris

**S**IMULTANÉMENT, l'Algérie et la France viennent d'annoncer qu'elles échangeaient de nouveaux ambassadeurs : M. Bernard Kessedjian, ancien directeur du cabinet de M. Roland Dumas, ira à Alger, tandis que M. Sidi Ahmed Ghazali, premier ministre algérien il y a encore deux semaines, s'installera à Paris.

La nomination du premier ne paraît pas avoir d'autre signification que celle qui découle de la routine administrative propre au Quai d'Orsay et au monde politique. M. Jean Audibert, l'ambassadeur sortant, aura atteint la limite d'âge à la fin de l'année. En le remplaçant, M. Kessedjian, qui, en février dernier, au moment de l'affaire Habache, avait été contraint à la démission, est, en quelque sorte, récompensé d'avoir accepté son sort avec stoïcisme et, surtout, en silence, contrairement à M. François Schœrer, secrétaire général du Quai, non « limogé », qui n'avait alors pas caché ce qu'il pensait de cette mauvaise manœuvre.

Le cas de M. Ghazali est, lui, un peu différent. M. Hamdani, actuel ambassadeur d'Algérie à Paris, était parti depuis deux mois, lorsqu'Alger, à la demande du président Boudiaf, avait décidé de remplacer une vingtaine de ses représentants jugés trop marqués par leur allégeance politique au FLN, l'ancien parti unique, par des diplomates de carrière. M. Ghazali ne s'attendait sans doute pas, alors, à lui succéder. Le sort en a décidé autrement avec l'assassinat du président Boudiaf, suivi de la démission de M. Ghazali.

Même si cette nomination fait la part belle aux nécessités du reclassement, l'arrivée à Paris de M. Ghazali ne manquera pas d'être politiquement interprétée. Malgré les rancœurs entretenues à l'égard de l'ancien colonisateur, Paris demeure la plaque tournante de la diplomatie algérienne. A tort ou à raison, l'Algérie voit dans la France la responsable d'une bonne partie de ses maux. Paris est non seulement accusé de mesurer son soutien économique, mais aussi de chercher à préserver sa « chasse gardée » en décourageant, par de sournoises manœuvres, d'autres pays d'investir en Algérie. Même si ce discours n'est pas exempt de démagogie, il faut bien admettre qu'aujourd'hui la France préfère la politique du goutte-à-goutte à l'injection massive de crédits, qui permettrait à l'Algérie de respirer, voire de repartir d'un autre pied. De même, malgré les constantes demandes d'Alger, et contrairement à l'attitude prise par Rome, Paris n'entend pas régler de façon bilatérale la lente question de la dette.

**D**ANS ces conditions, les Algériens sont convaincus que la France a pris son parti des difficultés de toute sorte qu'ils traversent. Et l'on soupçonne même Paris de ne pas voir d'un mauvais œil l'éventuelle arrivée au pouvoir des islamistes, qui pourrait stabiliser un pays à la dérive. Pour être formulé de façon extrême, ce point de vue abrupt, que la nomination de M. Kessedjian ne manquera pas de renforcer, est largement répandu dans les cercles dirigeants algériens.

Dans ces conditions, le nouvel ambassadeur d'Alger en France aura besoin de toute son expérience d'ancien chef de la diplomatie et d'ancien premier ministre pour réchauffer des relations franco-algériennes qui ont déjà connu des jours meilleurs.

Lire nos informations page 3

M0147 - 0723 0 - 7 00 F



## Le processus de paix au Proche-Orient

### Dialogue prudent entre Israël et l'Egypte

La visite du premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, mardi 21 juillet au Caire, n'a rien eu de spectaculaire, le président Hosni Moubarak se montrant très prudent. Mais elle a permis de renouer le dialogue pour donner peut-être à l'Egypte un rôle plus important dans le processus de paix. De son côté, le secrétaire d'Etat américain James Baker s'est rendu mercredi de Damas au Caire, d'où il devait repartir pour la Syrie afin d'y être reçu par M. Hafez El Assad.

LE CAIRE

de nos envoyés spéciaux

Le président égyptien, M. Hosni Moubarak, n'attendait « pas de miracle » de la première visite de M. Itzhak Rabin, mardi au Caire. Et, de fait, il n'y en eut pas. Le contact est rétabli. La capitale égyptienne sera peut-être choisie pour abriter de futures sessions du processus de paix (après celle prévue à Washington ou à Rome) et le rôle se rendra peut-être un jour en Israël. Pour le reste, profil bas. Ni fleurs ni grands discours. Mise à part une pauvre banderole isolée et relativement énigmatique le long d'une avenue - « Bienvenue à l'invité du président Moubarak », disait-elle sans plus de précision - c'est à peine si les Caireotes qui ne lisent pas les journaux auront pu noter qu'un Israélien était passé dans leur ville.

Une brève rencontre - trois heures au total, déjeuner compris - entre deux hommes aussi différents ne pouvait effacer treize années de « paix froide » entre deux pays qui, au fond, ne s'apprécient guère. Cela dit, les Israéliens estiment que Le Caire peut contribuer valablement à l'amélioration de l'atmosphère entre eux et le reste du monde arabe, tandis que les Égyptiens pensent qu'il s'agit là d'une excellente occasion de les ramener au centre de l'échiquier politique régional. Au surplus, ce n'est un secret pour personne que les États-Unis, parrains du processus de paix et principaux banquiers des deux protagonistes, souhaitent ardemment cette rencontre.

ALEXANDRE BUCCIANTI

et PATRICE CLAUDE

Lire la suite et l'article de FRANÇOISE CHIFFAUX page 3

## Selon lord Carrington Responsabilité partagée en Yougoslavie

A Belgrade, où il s'est entretenu avec le président serbe Slobodan Milosevic, le médiateur européen dans le conflit yougoslave, lord Carrington, a rejeté sur tous les camps la responsabilité des combats en Bosnie-Herzégovine.

A Zagreb, les présidents croate, M. Franjo Tudjman, et bosnien, M. Alija Izetbegovic, ont conclu un accord de coopération prévoyant, entre autres domaines, un renforcement de la coordination en matière de défense face à « l'agression serbe » contre la Bosnie et la Croatie.

Lire nos informations page 4

## « Lève-toi, Palerme ! »

Les funérailles de l'escorte du juge Borsellino transformées en manifestation contre « le terrorisme d'Etat de la Mafia »

PALERME

de notre envoyée spéciale

Dans la cathédrale transformée en forteresse, mardi 21 juillet, la rage avait éclaté bien avant la messe d'enterrement. Avec plus d'une heure de retard, le cardinal Salvatore Pappalardo put enfin célébrer les obsèques des cinq agents d'escorte assassinés dimanche avec le juge Paolo Borsellino.

A la fin du service funèbre, le président de la République, M. Oscar Luigi Scalfaro, et le président du Conseil, M. Giuliano Amato, bousculés parmi d'autres par la foule assistante,

quittèrent les lieux avec l'aide d'un haut magistrat de l'anti-Mafia, Giuseppe Ayala. Ce dernier fut acclamé par le public, comme le furent, selon le rite, les cadavres dans leurs cercueils.

La cathédrale n'était ouverte qu'aux familles des victimes et aux forces de l'ordre : quelques trois mille uniformes, bérets verts de la garde financière, casquettes noires des carabinieri et bérets bleus des policiers. Pour contenir une manifestation de mille fonctionnaires de Palerme, Rome avait dépêché des contingents quatre fois plus nombreux.

DANIELLE ROUARD

Lire la suite page 4

## Philippe Meyer



ÉDITIONS SEUIL

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 MZ ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Australie-Néon, 9 F ; Côte d'Ivoire, 488 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Italie, 1,20 L ; Liban, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

## Pas d'amélioration prévue avant la fin de 1993

### Trente millions de chômeurs dans les pays de l'OCDE

Dans son rapport annuel sur les « Perspectives de l'emploi », l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) prévoit trente millions de chômeurs pour 1992 et une légère baisse fin 1993, année où M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, pense que la reprise sera suffisante pour faire baisser sensiblement le chômage. Dans les vingt-quatre pays concernés, on retrouverait le niveau record de 1983. Selon l'OCDE, les difficultés sont « structurelles ».

Près de trente millions de personnes (29,9 millions) seront au chômage en 1992, prévoit le rapport annuel des « Perspectives de l'emploi » rendu public par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) mercredi 22 juillet. Pour l'ensemble des vingt-quatre pays membres de la zone OCDE, il s'agit du chiffre le plus important jamais atteint depuis 1983. Il tend à prouver que huit années de croissance, puis un ralentissement général, ramènent l'économie mondiale dans la situation que connaissait le marché du travail au plus fort de la crise. Selon les experts, la légère amélioration attendue pour 1993 (29,4 millions de chômeurs) n'interviendrait, au mieux, que vers la fin de l'année... Dans ce contexte déprimant, le sort de la France n'est pas différent : le taux de chômage par rapport à la popula-

tion active, qui avait commencé à augmenter en 1991, va se stabiliser en 1993 sur le sommet de 1992, soit 9,8 %.

Tel qu'il se présente, le rapport de l'OCDE est un constat d'échec pour tous. Une longue période d'expansion soutenue n'a pas permis de résorber vraiment le chômage, qui était tombé au plus bas à 24,4 millions en 1990, avec un taux de 6,2 %. Après la dégradation rapide de 1991, ce sont encore 2 millions de chômeurs supplémentaires qui devraient être enregistrés cette année, le taux passant à 7,5 %. L'aggravation a été particulièrement rapide pour l'Irlande, le Canada, la Suède et la Grande-Bretagne. Avec plus de 10 % de chômeurs en Australie, en Finlande et en Nouvelle-Zélande, le niveau est le plus élevé de toute l'après-guerre.

ALAIN LEBEAUE

Lire la suite page 14

L'éclatement de la FEN.  
Lire notre dossier page 9

■ A Avignon, Luis Pasquel et Alfredo Alcon raniment le regard franciscain de Federico Garcia Lorca ; le Théâtre de l'Unité monte l'Avion, relation amusée d'une catastrophe aérienne. ■ A Aix-en-Provence, la Compagnie Castafiore se moque des humains sur six petits rings de boxe.

Page 10

■ Un entretien avec Nikita Mikhaïlov, auteur des Yeux noirs et d'Urga. ■ L'adaptation du Souper, de Jean-Claude Brisville, par Edouard Molinaro. ■ Reprise de la Femme du sable, de Hiroshi Teshigahara. ■ La sélection de la semaine.

Pages 11 à 13

## Mort de Pierre Uri

Considéré comme un des fondateurs du Marché commun, l'économiste est décédé à l'âge de quatre-vingts ans.

Page 15

Le sommaire complet se trouve page 22



## Les trois erreurs du CSA

Cible de l'opposition, sans éviter les critiques de la majorité le Conseil supérieur de l'audiovisuel est en quête de crédibilité

par Yves Mamou

Un satellite qui tourne à vide, une télévision câblée qui se traîne avec 800 000 abonnés, une chaîne - La Cinq - aujourd'hui disparue, la présidence commune d'Antenne 2 - FR 3 qui tente une fusion en force des deux chaînes du service public : autant de signes de l'instabilité chronique du « paysage audiovisuel français ». Autant de rendez-vous manqués, aussi, pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Non seulement cette institution - en principe indépendante - n'a jamais su s'imposer comme expert face à ces ratés, mais elle est devenue la cible des députés

de l'opposition sans s'épargner pour autant les critiques de la majorité. Quant aux acteurs du secteur, présidents de chaînes de télévision ou de stations radio-phoniques, un mépris perce dans leurs propos - publics ou privés.

A y regarder de près, l'échec du CSA semble politique avant d'être technique. Car, sur bon nombre de dossiers, les circonstances sont réellement atténuantes : faute d'un réel pouvoir de régulation, le CSA doit gérer un carcan réglementaire. Ses pouvoirs vis-à-vis de Canal Plus ou des chaînes du service public sont limités. Sa capacité de sanction recoupe celle de l'autorité judiciaire...

Lire la suite page 15

FRANÇOISE ROBERT-DIARD



# LES FINES D'EMPIRES

A Thèbes l'égyptienne, un millénaire après Sargon d'Agadé. Le dernier grand pharaon meurt reclus et rongé d'inquiétude : l'empire peut-il survivre ? Méditation sur une Vallée des Rois menacée par la mer.

Par FRANCIS FÈVRE

À pied des falaises ocre bordant le Sahara, la vallée du Nil étend ses champs à perte de vue. En ce bas monde, tout appartient à Ramsès III, fils des dieux, dernier dynaste d'une longue cohorte de souverains en ce douzième siècle avant notre ère. L'écrin fragile de la vie se blottit entre les monts désertiques, même si les méandres du fleuve divinisé dispensent la vie sur plus d'un millier de kilomètres, fondant miraculeusement ce royaume unique par sa longévité - trois mille ans - et la continuité de ses modes de vie, des cataclysmes de Nubie au grand delta.

Au cœur de la vallée, sous l'imposante falaise de la Cime, prospère la capitale de ce pays de cocagne : Thèbes, la cité du pharaon Ramsès III, la ville du dieu tutélaire de l'empire, Amon. Elle a dominé sans conteste le deuxième millénaire, apogée de la civilisation égyptienne. La lignée des Thoutmosis, Akhenaton, Aménophis a régné ici : tous des dieux vivants dont les tombeaux, creusés dans la Vallée des Rois, aux portes du désert, nous content la gloire. Au temps de Ramsès III, leurs palais, vieux de deux siècles, ont été endommagés, mais le temple d'Amon veille à Karnak, sur l'autre rive, sans cesse embellie par les pharaons.

Après les règnes de ces grands souverains, le vent de l'Histoire avait pourtant soufflé vers le Nord et son delta, encore livré au millénaire précédent à d'innombrables marais. Le voilà devenu au troisième siècle le nouveau cœur du pays.

En gage de fidélité à la tradition des grands pharaons de l'apogée, Ramsès III avait décidé de revenir à Thèbes, délaissant le delta en un défi orgueilleux aux forces de destruction jetées sur les rives du Nord. Il était déjà un homme d'expérience lors de son intronisation : âgé d'une trentaine d'années, il savait combien le temps était précieux et s'était engagé avec fougue dans la rénovation de son royaume.

Trente ans plus tard, le vieux maître de la vallée régnait encore sur Thèbes. Le vaillant guerrier à l'allure robuste est devenu un patriarche empli, l'homme angoissé par l'avenir se prend son temps, mais le regard reste intraitable. Il a vaincu les hordes barbares, sauvé son pays de l'invasion et de la ruine, mené à bien l'œuvre de restauration dont il avait rêvé lors de son couronnement. En cette année 1168 d'avant notre ère, pouvait-on parler d'apogée de la civilisation égyptienne ?

Au pied de la falaise désertique, à contempler son palais de Médinet Habou, relié au Nil par un canal, son temple funéraire encastré dans les frondaisons des parcs et les centaines de mètres de remparts imposants, on jurait de sa puissance éternelle de souverain. Et pourtant le vieux pharaon ne sort plus depuis des mois, le trône semble déserté, les pires rumeurs courent dans le pays. Que signifie cette réclusion ?

Sur cette terre, à l'aube de l'Histoire, la personne royale se confondait en une union mystique avec l'existence même du pays. Pharaon était fils des dieux ; sans lui, la vie s'arrêterait. Le destin n'allait pas tarder à donner corps à cette crainte séculaire : la mort imminente de

**Le vieux pharaon est confronté à la pire des tortures : certains membres de sa famille ont tenté de le tuer. Le complot, préparé depuis longtemps, n'a été déjoué qu'au dernier moment.**

révolte du delta, enrichi, tourné vers les peuples commerçants de l'Orient, avait bien traduit ce rejet d'une immense Égypte dont il ne se sentait plus solidaire. Le dieu-roi était d'un autre temps, le souverain ne serait désormais plus là pour penser le monde et relayer les dieux, mais il administrerait un territoire de proximité, représentant visible et comptable d'une société changeante, sans cesse brassée. En cette fin du deuxième millénaire avant notre ère, le temps des cités-Etats

fois, ces pauvres héros que furent les Peuples de la Mer s'accrochèrent aux rives de l'Égypte septentrionale et l'obligèrent à jeter ses forces vives dans un nouveau combat décisif, en 1190 et 1187.

Ramsès III pouvait croire à la miséricorde des dieux : la menace des Peuples de la Mer disparue, l'Égypte ne se connaissait plus guère d'ennemis. Il restait au pharaon victorieux à prévenir les assauts d'autres peuples en réorganisant de fond en comble sa vallée blessée. La dizaine d'années qui suivirent connurent une période faste. Ramsès III relevait les ruines des temples, distribuait sans compter l'or de ses butins aux prêtres, tout au long de la vallée. Il voyageait sans cesse, honorait les statues des dieux pour mieux assurer par une piété sans faille la protection d'une destinée qu'il savait fragile. Le guerrier n'en prenait pas moins ses précautions, multipliant les forteresses à la frontière de la Palestine et le long du désert libyque. Ramsès sentait combien son siècle était lourd de menaces. Les gardiens de l'Orient - les grands empires rivaux - avaient disparu et les peuples de ce carrefour s'affrontaient dans une mêlée incessante. L'Égypte était dorénavant ouverte à toutes les migrations par le Sinaï. Replacée sur la haute vallée du Nil, elle ne résisterait pas à la prochaine tempête échouée sur les marges du delta.

Mais l'idée du grand œuvre venait de germer : il fallait repenser l'équilibre du royaume au profit du delta oublié jusqu'alors. Ce fils du Nord savait maintenant que sa tentative de régner en roi thébain pouvait mener son pays à une fin tragique. Modernité de ce règne, conscience aiguë du courant de l'Histoire, autant de traits de la pensée royale ! Encore fallait-il se donner les moyens d'une telle évolution. Ramsès III taxa donc les villes opulentes du delta, son armée enrôla les paysans, il fit même appel aux vaincus d'hier, les derniers clans des Peuples de la Mer installés sur les marges du delta. Un nouveau royaume paraissait naître : la haute vallée songeait à son glorieux passé, le delta aux belles récoltes, enrichi par le commerce méditerranéen, prenait la relève.

C'était sans compter avec l'évolution de la société égyptienne. Ramsès III avait bien senti la nécessité de rompre avec la tradition, mais que savait-il des paysans courbés devant lui, des scribes obséquieux ? Il ignorait même les jalousies de son harem frustré de pouvoir, tant il avait lui-même régné sur le tard, condamnant ses fils à vieillir dans le rôle ingrat d'administrateur d'une province, de chef d'armée relégué au rang de faire-valoir de la gloire paternelle. Trente années de pouvoir avaient forgé une nouvelle légende pharaonique, mais le pays avait changé et la magie de ce règne s'effaçait avec le déclin du souverain. Le vieillard fatigué paraît fragile, sa couronne ne le protégeait pas des atteintes de chacun, il n'inspirait plus la terreur due à un dieu vivant. Le complot de Tiye lui ouvrit soudain les yeux : l'Égypte se dérobait devant lui, ses sujets ne songeaient qu'à leur bien propre, les scribes se distinguaient par leur vénalité, les prêtres ambitionnaient des rôles bien temporels, une civilisation s'effritait. L'égoïsme forcé de chacun n'est-il pas la marque des empires sur le déclin ?

La mort soulagera la conscience meurtrie de Ramsès III. Il est le dernier sans doute à mériter sans hésitation le titre de pharaon, puisque la dimension divine du souverain allait de pair avec une maîtrise totale de l'exercice du pouvoir : commandement des Deux Terres - vallée et delta - mission exigeante du sacerdoce de grand prêtre, défense des frontières et enfin possession de la vallée-oasis dans son intégrité. Ramsès III connaît un temps la paix de son tombeau, dans la Vallée des Rois, mais son âme contempera avec effroi le destin de huit autres Ramsès, ses fils pour la plupart, aux règnes courts et insignifiants. Les tombeaux royaux seront profanés. La XXe dynastie s'éteindra en 1085, lorsque l'infortuné Ramsès XI sera évincé par son favori, Héhor, qui amorcera un règne chaotique, comme tous ceux de ses successeurs. Bientôt l'Égypte sera déchirée entre des dynasties concurrentes, dirigées de surcroît par des rois étrangers, nubiens ou libyens, les anciens esclaves de Ramsès III. Les grands prêtres d'Amon joueront les arbitres, puis les farouches Assyriens mettront en coupe réglée le pays, au septième siècle avant notre ère. Quelques rois parviendront à remettre un semblant d'ordre avant de voir déferler Perses et Grecs, l'Égypte achevant son agonie sous la domination hellénistique des Ptolémées qui prospéreront dans le sillage d'Alexandre. Rome finira la besogne en annexant la vallée à l'aube de notre ère, confisquant à Cléopâtre l'héritage déconsidéré de Ramsès III, mort plus d'un millier d'années avant l'ultime soubresaut d'un empire privé de son âme nilotique depuis bien longtemps. Le temps aura eu raison du courage d'un homme, assez crédule et courageux pour avoir confondu sa vie et celle de son royaume.

## POUR EN SAVOIR PLUS

- *Le Dernier Pharaon, Ramsès III ou le crépuscule d'une civilisation*, de Francis Fèvre, Presses de la Renaissance, 1992.
- *L'Histoire, « La migration des Peuples de la Mer »*, de Pierre Grandet, n° 132, avril 1990, p. 16-24.
- *L'Empire des Ramsès*, de Claire Lalouette, Fayard, 1985.
- *La Vie quotidienne au temps des Ramsès*, de Pierre Montet, Hachette, 1974.

## 3. - Le crève-cœur de Ramsès III



Ramsès III devant le dieu Isis. Fresque d'un tombeau de la vallée des Rois.

Ouvert sur une Méditerranée sans cesse enrichie de nouveaux royaumes et d'échanges fructueux. Pour contenir à la fois les menaces de souverains rivaux, profiter d'un empire égyptien désormais tenu par l'Orient, un pharaon s'était levé : Ramsès II. Ce fils éminent du dieu avait révélé un maître capable de maintenir la puissance internationale de l'Égypte, défi lancé depuis le quinzième siècle, lorsque la vallée avait choisi de sortir de son séculaire isolement désertique.

La gloire de Ramsès II avait été cependant bien éphémère : sa mort, à un âge fort avancé, avait laissé l'Égypte à d'insignifiants successeurs et la menace étrangère n'avait pas tardé à se faire sentir. Le douzième siècle s'annonçait mal, tant la Méditerranée résonnait de clameurs de guerre. Des hordes venues du nord de la Méditerranée, les Peuples de la Mer, elles-mêmes poussées par d'autres envahisseurs surgis des steppes de l'impénétrable réserve d'Eurasie, se heurtaient aux frontières des vieux empires installés. Celui des Hittites, pourtant fort guerrier, venait de succomber sous leurs coups, la Mésopotamie était déjà ruinée, les civilisations atteintes d'une langueur fatale périssaient devant la faim des nouveaux venus. L'Égypte connaîtrait-elle le sort de ces géants ? Par bonheur pour elle, un prince avait pris le pouvoir dans le sillage de son père, prématurément disparu : Ramsès III, ainsi prénommé en honneur au grand souverain, avait saisi d'une main ferme les rênes de son pays et retardé la ruine.

Ramsès III avait d'entrée clamé la pérennité du royaume. L'Égypte avait alors repris espoir. Le pillage par les nomades cesserait peut-être ?

Ramsès III allait sonner le glas de l'empire égyptien et amorcer la lente décomposition de sa civilisation. Les princes ne manquaient pourtant pas dans l'entourage, et, en ces temps reculés, la mort du patriarche était dans l'ordre des choses, les fils prenant la relève. Pourquoi la fin d'un pharaon serait-elle le cataclysme historique qui précipiterait l'Égypte dans le néant ? Ramsès III, à l'agonie dans ses appartements désertés, y songe sans cesse.

Le vieillard est confronté à la pire des tortures : des membres de sa famille ont tenté de l'assassiner ! Le complot vient d'échouer... au dernier moment. Quelques félons s'étant ouverts de leur projet à leurs proches, les fidèles du pharaon ont pu agir et le prince aîné, le futur Ramsès IV, se charge de châtier les régicides. Le complot de 1168 se tramait sans doute depuis des années. La révolte récente du vizir félon du delta, qui avait entraîné derrière lui les habitants de la cité d'Athribis, aurait dû alerter le souverain sur les visées de ses proches, mais une fois inébranlable dans l'avenir de son pays l'avait poussé à considérer ce fâcheux épisode de la fin de son règne comme la défaillance d'un vieillard. L'Égypte, elle, serait éternellement stable.

Le drame n'avait pas tardé à éclater dans toute son horreur : sa seconde épouse, Tiye, son fils, Pentaur, avaient demandé aux magiciens des philtres d'envoûtement afin d'ôter toute liberté d'action au courageux patriarche. Ils avaient soudoyé des officiers, obtenu de plusieurs concubines délaissées par un pharaon fatigué de corrompre

n'était plus loin. Il y aurait bien sûr d'autres empires - le faste de la Perse en témoignera - mais les fondements historiques de la Méditerranée s'effaçaient.

Tout souffrance de Ramsès III au seuil de la mort ! Songer à l'échec de son œuvre, au néant bien plus difficile à accepter que la fin de sa chair. Cet homme avait entièrement voué trente ans de sa vie à édifier une légende bâtie pour l'immortalité. Il reste à Ramsès III le souvenir de sa gloire. Il repense à l'angoisse qui l'étreignait en cette cinquième année de son règne - 1193 avant notre ère - lorsque son destin allait se jouer : les Peuples de la Mer, foule hétéroclite de tous les damnés du Vieux Monde, donnaient l'assaut au delta. Pharaon accourait à la tête de centaines de chars de guerre, des bataillons de grands Nubiens, de ses archers nilotiques. Face à eux les Shardanes, Danouanas et autres Turushs se groupaient, horde barbare où pointaient les casques à cornes et les lances, traces mêlées des épopées guerrières de Grèce, des rivages de l'Anatolie d'où ces armées avaient dû fuir. Mais la hargne des Shardanes n'avait pas eu raison de la tactique des Nilotiques. Ramsès III avait fait donner sa charrette, et bientôt les fantassins de ses corps d'armée tranchaient les mains des vaincus, les amoncelant en tas sanglants.

Une bataille majeure de l'Antiquité venait d'avoir lieu à l'ouest du delta du Nil. Du moins, c'est ce que Ramsès III, soulagé, devait penser en menant le cortège triomphal à Thèbes, traînant derrière son char les colonnes de milliers de captifs destinés aux terres des temples d'Amon. Le destin lui réservait d'autres surprises... Par deux

Prochain épisode : « L'incendie de Persépolis », par Pierre Chuvin

Sous la direction de Jean-Pierre Rioux

150



سكنا في المرحل

# ÉTRANGER

La visite du secrétaire d'Etat américain à Amman et à Damas et la rencontre entre M. Rabin et M. Moubarak au Caire

## M. James Baker rappelle que « toutes les colonies » israéliennes « sont des obstacles à la paix »

Alors que le secrétaire d'Etat américain James Baker poursuivait, à Amman et à Damas, sa tournée au Proche-Orient, les dirigeants de l'OLP, réunis à Tunis, ont, mardi 21 juillet, invité Washington à « entreprendre de plus grands efforts pour amener le gouvernement israélien à décider l'arrêt total des colonies de peuplement » dans les territoires occupés. M. Baker a rappelé qu'à son avis « toutes les colonies sont des obstacles à la paix ».

### DAMAS

de notre envoyé spécial

C'est en définitive deux nuits que M. James Baker passera à Damas, après le report de vingt-quatre heures de son entretien avec le président syrien Hafez El Assad, en raison de la mort, mardi, de la mère de ce dernier. Arrivé mardi soir dans la capitale syrienne, M. Baker s'est entretenu mercredi matin avec son homologue syrien, M. Farouk Al Charaf, puis est parti pour Le Caire, avant de revenir à Damas.

A Amman, première étape arabe de sa nouvelle tournée au Proche-Orient, M. Baker, qui a rencontré pendant plus de trois heures le roi Hussein et le premier ministre jordanien, M. Zaid Ben Chaker, semble avoir surtout cherché à rassurer ses interlocuteurs sur la poursuite du processus de paix tel qu'il a été engagé à Madrid et le maintien des engagements américains. Interrogé à ce sujet au cours d'une conférence de presse commune avec le roi Hussein, M. Baker a affirmé que ce processus se poursuivait « suivant la formule de Madrid », c'est-à-dire sous forme de négociations bilatérales qu'il a qualifiées de « processus de paix à deux voies », et qu'il « les termes de référence » n'avaient pas changé pour la recherche d'une paix globale basée sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU. Quant à la distinction faite par le

premier ministre israélien, M. Yitzhak Rabin, entre colonies de peuplement « de sécurité » et colonies « politiques », M. Baker l'a nettement rejetée. Pour les Etats-Unis, « toutes les colonies sont des obstacles à la paix », a-t-il dit.

Si le secrétaire d'Etat américain s'est bien félicité de la « disponibilité » qu'il a sentie chez le roi Hussein à aller de l'avant, pour profiter des nouvelles circonstances créées par l'arrivée de M. Rabin au gouvernement, il n'a rien révélé de concret pour appuyer ce sentiment. Interrogé, par exemple, sur la levée éventuelle du boycott arabe d'Israël, M. Baker a affirmé qu'il trouve toujours « bonne » la proposition — acceptée en son temps par l'Egypte et l'Arabie saoudite, (rejetée par les Israéliens) — d'arrêter le boycott d'Israël en échange du gel des colonies dans les territoires occupés. Comme le roi Hussein, pour sa part, s'est contenté de dire prudemment que le boycott relevait d'une décision de la Ligue arabe, c'est dans ce cadre que l'affaire devrait être étudiée.

### La question de l'aide

En réponse à une question sur l'éventuelle reprise des négociations bilatérales à Washington, M. Baker a déclaré que des suggestions avaient été faites pour que celles-ci reprennent aussitôt que possible et que, si toutes les parties étaient d'accord, les Etats-Unis les accueilleraient avec plaisir. Le changement du lieu des négociations était une exigence du gouvernement israélien sortant de M. Itzhak Shamir, et en mai dernier, Rome avait été choisie comme prochain lieu de rencontre. Mais M. Rabin a déjà fait savoir que son gouvernement ne perdrait

pas de temps à discuter sur ce point.

M. Baker a en tout cas profité de son passage à Amman pour mettre un terme à la querelle américano-jordanienne sur le respect des sanctions à l'égard de l'Irak. « Nous voulons des mesures beaucoup plus fortes et efficaces (à l'égard de Bagdad) et il y a une amélioration significative », a affirmé le secrétaire d'Etat, qui a tenu à souligner que la Jordanie avait pris ces mesures sans même attendre les demandes américaines. Le roi Hussein, qui avait refusé de placer, comme le voulait Washington, des observateurs de l'ONU le long de la frontière, a réitéré l'engagement de son pays de respecter les résolutions de l'ONU.

Aussi, M. Baker n'a-t-il pas exclu que le Congrès américain puisse revoir la question de l'aide américaine à la Jordanie. Reste à savoir si le Congrès se satisfera de ces assurances.

FRANÇOISE CHIPAUX

## M. Shimon Pérès pourrait se rendre prochainement à Paris

A peine installé au pouvoir, le gouvernement israélien, et singulièrement le ministre des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, ont établi des contacts avec la France, dont les relations avec le gouvernement sortant de M. Itzhak Shamir n'ont pas toujours été au beau fixe. M. Pérès, qui a eu un entretien téléphonique, vendredi 17 juillet, avec son homologue français, M. Roland Dumas, pourrait effectuer une visite à Paris très prochainement, « peut-être même avant la fin du mois », a-t-on appris de source bien informée à Paris.

Le chef de la diplomatie israélienne est un ami de longue date du Parti socialiste français et du président François Mitterrand. Outre un message de félicitations à M. Itzhak Rabin, à la suite de la formation de son gouvernement, la France en avait adressé un autre à M. Pérès lui-même pour sa nomination au ministère des affaires étrangères.

Paris milite pour la participation de l'Europe au processus de paix au Proche-Orient, alors que la CEE n'a osé à ce jour qu'à un stade préliminaire. Cela tenait d'une part au refus des Etats-Unis de partager l'organisation des négociations de

paix, mais aussi, et peut-être surtout, au refus du gouvernement de M. Shamir d'associer plus étroitement la Communauté européenne à ces pourparlers, en raison de ses positions jugées plus favorables aux Arabes qu'à l'Etat juif. Il n'est pas dit que le gouvernement de M. Rabin accèdera aux vœux des Européens de ne pas se voir constamment confinés au seul rang de partenaires économiques, « la CEE est le premier partenaire commercial de l'Etat juif » — mais l'avènement en Israël d'un gouvernement « ami » peut mettre de l'huile dans les rouages des relations franco-israéliennes et favoriser, dans une phase ultérieure du processus de paix, une participation plus active de la CEE aux pourparlers multilatéraux, notamment sur le désarmement.

La dernière visite à Paris de M. Pérès en tant que ministre des affaires étrangères — mais d'un gouvernement de coalition avec le Likoud — remonte à septembre 1988. M. Dumas s'était rendu pour sa part en Israël en janvier dernier, pour la première fois depuis trois ans.

MOUNA NAIM

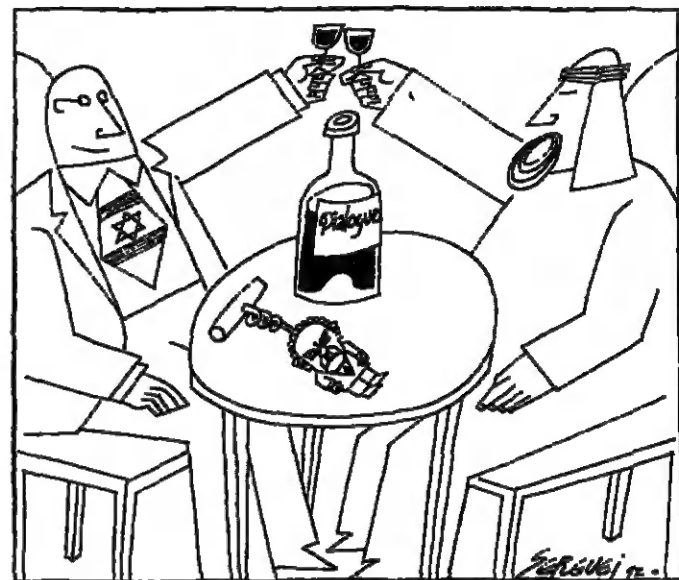
## Dialogue prudent

Suite de la première page

L'Egypte « a apprécié » comme il se doit l'annonce, par le nouveau gouvernement israélien, du gel d'une partie de la colonisation juive dans les territoires occupés. Mais, sans ce geste, il est douteux que le premier sommet israélo-egyptien depuis six ans, le dix-huitième depuis la visite historique d'Anouar El Sadate à Jérusalem, aurait pu avoir lieu. S'abstenant délibérément d'entrer dans la querelle américano-arabe à propos des garanties bancaires que l'administration Bush s'appropriait à accorder à l'Etat juif — « c'est leur affaire, je ne veux pas m'en mêler »,

démentir la rumeur selon laquelle M. Rabin aurait décliné au raïs un message personnel à faire suivre au président Assad. Le chef de l'Etat égyptien ne tient pas particulièrement à jouer les télégraphistes. « Tout ce que nous allons faire, a consenti M. El Baz, c'est informer les deux camps de leurs positions réciproques ».

Cela peut paraître limité. Mais M. Rabin, qui avait déjà rencontré son interlocuteur en 1989 en tant que ministre de la défense, ne demande apparemment pas plus. « Les traités de paix, a-t-il dit, doivent être négociés entre ceux qui sont



M. Moubarak a dit que l'Egypte « a besoin de beaucoup plus », avant d'aller plus loin dans la voie du réchauffement avec Israël. Le raïs a d'ailleurs fait savoir à son interlocuteur qu'il n'avait pas l'intention, « pour le moment », de « changer sa position » et de demander aux pays frères de mettre un terme au boycott économique-politique de l'Etat juif.

Dans la même veine, faite de prudence et de circonspection, le président Moubarak, s'il a officiellement accepté le principe d'une invitation en Israël que lui a transmise son hôte, s'est bien gardé de retenir une date. « J'ai, a-t-il précisé, lorsque je le jugerai opportun. » Après la conférence, M. Ousama El Baz, le plus proche conseiller du raïs pour les affaires étrangères, laissait entendre que c'est lui qui, à défaut, le chef de la diplomatie, M. Amr Moussa, qui pourrait se rendre à Jérusalem.

« Nous sommes désormais plus confiants dans l'éventualité de parvenir à un accord, qui permettrait aux négociations (entre les parties concernées) de commencer sérieusement », a ajouté le conseiller, précisant qu'il son avis « des progrès tangibles » pourraient être accomplis « dans les prochaines semaines ». Révélant pour sa part qu'il avait été invité à rencontrer M. Itzhak Shamir, dix jours avant l'élection israélienne (le 23 juin), M. Moubarak a précisé qu'il ne s'y était pas opposé pour que « quelque chose puisse être conclu entre nous, quelque chose qui donnerait l'espoir aux peuples du Proche-Orient ». On sait ce qu'il advint.

En fait, bien qu'il se soit rendu une fois en Israël en tant que vice-président d'Anouar El Sadate — deux ans — « le raïs, laissait-on entendre dans son entourage, préférerait sans doute conserver sa virginité en la matière, au moins jusqu'à ce que les choses bougent vraiment dans la région ». L'Egypte, il faut s'en souvenir, fut frappée pendant près d'une dizaine d'années de l'ostracisme du monde arabe, pour avoir signé un traité de paix séparée avec l'Etat juif en 1979.

Or le président est connu pour son extrême prudence en toute chose. Son désir de remplacer Le Caire au centre de l'échiquier proche-oriental est ardent, mais il a des limites. Ainsi, s'il a accordé son feu vert pour que les négociations bilatérales entre Israël et ses ennemis arabes se déroulent dorénavant dans la capitale égyptienne — « Vous êtes le bienvenus », a-t-il dit à M. Rabin, lequel a répondu qu'après Washington il n'avait « rien contre » l'idée de négocier en Egypte — le raïs n'a pas pour autant l'intention de « faire pression sur la Syrie ».

« Nous avons des contacts des deux côtés, a encore dit M. Moubarak, et nous essayons d'apporter notre aide aux deux parties », sous-entendu, sans nous mêler de trop près de leurs différends. Contrairement à ce que la presse israélienne laissait entendre, M. El Baz devait d'ailleurs

en guerre. L'Egypte peut aider à rapprocher les parties, elle peut, a ajouté M. Rabin, « servir d'exemple aux autres Etats arabes ». Le Caire restait aujourd'hui encore la seule capitale de la région abritant une ambassade israélienne.

Pour le reste, expliquant en quel- que sorte l'absence officielle de tout document, accord ou communiqué conjoint entre les deux parties, le premier ministre a souligné qu'il n'avait aucunement « l'intention de signer quelque accord que ce soit ». « L'objectif de ma visite, a-t-il ajouté, était d'échanger des points de vue. C'est fait. Reste, comme l'a dit, un peu énigmatique, son conseiller de presse, M. Gad Ben Ari, que ce n'est « évidemment pas une coïncidence si la première sortie internationale du premier ministre a eu Le Caire comme destination ».

Moins d'une semaine après la constitution de son gouvernement, M. Rabin a voulu démontrer qu'il n'était pas aussi isolé que son prédécesseur et convaincre un important partenaire du monde arabe du sérieux de ses projets en matière de négociations de paix.

A en juger par les manchettes des journaux égyptiens, mercredi matin, l'objectif n'était pas complètement atteint. Al Ahram, le grand quotidien officiel, résumait la tendance générale en soulignant que, si le gel partiel de la colonisation constituait « un bon début », il faudrait non seulement que l'essai soit transformé pour « créer un véritable climat de confiance », mais que « les prisonniers politiques palestiniens » soient également libérés. Plus magnanime M. Moubarak avait conclu : « Il faut laisser le temps au gouvernement Rabin de s'installer ».

ALEXANDRE BUCCIANTI et PATRICE CLAUDE

## Rapport accablant d'Amnesty International sur la Syrie

Dans un rapport publié mercredi 22 juillet à Londres, Amnesty International dresse un bilan accablant de l'état des droits de l'homme en Syrie et affirme que la libération, fin 1991, de 2 000 détenus, n'a été qu'un faux espoir. Depuis ces libérations, « des centaines de suspects politiques, parmi lesquels des militants des droits de l'homme ont été arrêtés » et des « milliers d'opposants restent détenus sans procès », certains depuis plus de vingt ans, indique Amnesty, selon laquelle « en dépit de son interdiction officielle, la torture reste la règle ».

L'organisation humanitaire « exhorte » le régime syrien à mettre sur pied « une institution indépendante pour enquêter sur la torture et les décès en détention » et à libérer « immédiatement les prisonniers d'opinion et les détenus politiques ». — (AFP.)

PASCAL ROBERT-DIARD

# AFRIQUE

SOUDAN : l'armée ayant utilisé un avion portant leurs couleurs

## Les Nations unies interrompent leurs vols vers le sud du pays

Selon des sources sûres à Khartoum, les Nations unies ont décidé, vendredi 17 juillet, de suspendre une partie de leurs vols au départ de Khartoum vers le Sud-Soudan, prévus dans le cadre de l'opération « Lifeline Sudan ». Cette mesure fait suite à l'utilisation d'un avion portant les couleurs de l'ONU, par le gouvernement soudanais afin d'acheminer dans le Sud des militaires et du matériel de guerre.

Des témoins avaient affirmé avoir vu, sur l'aéroport de Khartoum, des militaires embarquer dans un avion portant l'inscription « UN ». L'ONU avait immédiatement demandé aux autorités de mettre un terme à cet état de fait. Mais, malgré les excuses des responsables, en fin de semaine dernière l'avion était toujours utilisé par les militaires, à raison d'une ou deux rotations par jour vers l'aéroport de Juba, capitale du Sud-Soudan.

Des employés de l'ONU sont eux-mêmes allés enlever dimanche les marques « UN » qui se trouvaient sur cet avion, un Ilyouchine 76 loué jusqu'en avril à une compagnie basée en CEI. Rentré en Russie, cet avion serait revenu au Soudan récemment à la demande des autorités soudanaises, portant toujours les marques de l'ONU. Cette affaire intervient au moment où la gérance concerte ses efforts sur Juba, dont elle n'a jamais pu prendre le contrôle depuis le début de la guerre, en 1983.

L'Armée populaire de libération du Soudan, qui tente de faire cesser l'aide internationale afin d'accentuer la pression sur la capitale du Sud-Soudan, pourrait y trouver prétexte pour prendre pour cible un Ilyouchine, craint-on dans les milieux proches de l'ONU. — (AFP.)

TUNISIE : à la demande de la défense

## Le procès des islamistes d'Ennahdha est suspendu pour une semaine

TUNIS

de notre correspondant

Le tribunal militaire de Tunis a suspendu, jusqu'au 30 juillet, l'examen de l'affaire du « complot » contre la sûreté de l'Etat dont est accusé le mouvement islamiste Ennahdha (le Monde des 10 et 21 juillet). Les avocats de la défense avaient demandé un délai supplémentaire pour étudier les derniers de leurs clients et préparer leurs plaidoiries.

Le président du tribunal, M. Kdouss, a également annoncé qu'il avait désigné l'un des quatre juges qui assisteront pour procéder à un « complément d'instruction ». La défense, qui a bien accueilli cette initiative, avait, durant les débats, relevé des « anomalies, incohérences ou imprécisions » dans le rapport d'instruction. Les avocats demandent en outre l'audition de témoins, la confrontation des accusés qui se sont mutuellement mis en cause, ainsi que l'examen médical de ceux qui se sont plaints d'avoir été torturés.

Alors que, depuis le début de ce procès, le recours à la torture a été constamment évoqué par les accusés, le très officiel Comité supérieur des droits de l'homme et des libertés fondamentales vient de publier, à la

demande du président Ben Ali, un nouveau rapport sur les suites données à « certains abus » relevés il y a un an par une « commission d'enquête ». Selon ce rapport, cent seize agents de la sûreté nationale sont impliqués dans cent cinq affaires dont la nature exacte n'est toutefois pas précisée. L'un d'entre eux a été condamné à cinq ans de prison et révoqué, cinquante-cinq ont été condamnés « à des peines variables selon le degré de gravité de l'abus commis » et une cinquantaine d'autres sont encore sous le coup d'une information judiciaire. Des enquêtes sont encore en cours à propos de « décès suspects » de sept personnes. Mais cinq cas auraient déjà été expliqués par le ministère de l'Intérieur : suicide, fusillade entre la victime et les forces de l'ordre au moment de son arrestation, accident de la route, crise cardiaque.

Le Comité, qui s'en tient à des généralités, déclare avoir constaté que le ministère de l'Intérieur « a pris un train de mesures importantes propres à sauvegarder les droits de l'homme » mais qu'il est nécessaire de poursuivre « la parfaite prise de conscience par le corps de la sûreté des devoirs qui lui incombent dans la consolidation des structures de l'Etat de droit ».

MICHEL DEURÉ

gouvernementaux lors de cette attaque étaient ceux des victimes d'armes chimiques. — (AFP.)

M. Nelson Mandela en visite à Téhéran. — Arrivé mardi 21 juillet à Téhéran pour une visite officielle de deux jours, M. Nelson Mandela a remercié l'Iran pour « son soutien au mouvement anti-apartheid » et a rendu hommage au fondateur de la République islamique, l'imam Khomeiny. Le président du Congrès national africain s'est rendu au mausolée de l'imam et a rencontré son fils, l'homme d'Etat Ahmad Khomeiny. — (AFP.)

ALGERIE

## Les sabotages se multiplient

Concentrées auparavant sur les installations électriques dans l'Est de l'Algérie, les actions de sabotage se sont étendues aux télécommunications, a rapporté, mardi 21 juillet, l'agence de presse APS. Deux centraux téléphoniques ont été incendiés la nuit de lundi à mardi à Batna, dans les Aurès. Mardi, les services de sécurité de la ville ont désamorcé deux bombes à retardement déposées devant une agence d'assurances et dans le centre universitaire. L'APS a également fait état de « grandes perturbations » depuis le 12 juillet dans les liaisons téléphoniques et télégraphiques à Skikda, important port d'exportation de pétrole dans l'Est du pays, en raison de la coupure de « principal câble » reliant la ville à Constantine. Dans cette ville un policier a été tué, mercredi 22 juillet, par des inconnus.

La Société nationale d'électricité et de gaz (Sonelgaz) avait annoncé dimanche une recrudescence des actes de sabotage de ses installations dans l'Est algérien. Dans un communiqué, la compagnie avait indiqué que « ces derniers jours, ces actes ont connu une ampleur plus grave que celle enregistrée depuis quelques mois, dans la mesure où sont désormais visés des ouvrages électriques d'une importance capitale pour l'alimentation du pays ».

(Reuter, AP.)

LIBERIA : les rebelles progressent vers Monrovia. — Les maquisards du Mouvement uni de libération pour la démocratie (ULIMO) ont progressé au cours des derniers jours vers Monrovia, ont indiqué mardi 21 juillet des voyageurs ayant fui, à une cinquantaine de kilomètres de la capitale, des combats entre des soldats de l'ULIMO et des rebelles du Front national patriotique du Liberia (FNPL) de Charles Taylor. Cette avancée des soldats de l'ancien dictateur Samuel Doe, cantonnés jusqu'à présent à la frontière avec la Sierra-Leone, a été confirmée par la force onusienne d'interposition (ECOMOG). — (AFP.)



## EUROPE

## La situation en Bosnie-Herzégovine et dans l'ex-Yougoslavie

- Lord Carrington rejette sur tous les camps la responsabilité des combats
- Les présidents croate et bosniaque concluent un accord de coopération militaire

Les combats se sont poursuivis, mardi 21 juillet, en Bosnie-Herzégovine, où l'aéroport de Sarajevo a de nouveau été fermé pendant près d'une heure (nos dernières éditions du 22 juillet). Le médiateur européen, lord Carrington, de même que le chef des «casques bleus» dans la capitale bosniaque, le général canadien Lewis Mackenzie, ont rejeté sur tous les camps la responsabilité de l'échec du cessez-le-feu qui aurait dû entrer en vigueur dimanche. De leur côté, les responsables bosniaque et croate ont conclu un accord de coopération, notamment militaire, entre leurs deux pays.

L'ONU a «la preuve que chaque camp tire sur lui-même afin de donner de l'autre l'image de celui qui lance les attaques», a déclaré le général Mackenzie, tandis que lord Carrington a souligné, lors

d'une conférence de presse à Belgrade, que, selon les informations dont il dispose, les trois protagonistes (musulmans, serbes et croates) avaient violé la dernière trêve, ajoutant que les «musulmans violent autant, si ce n'est plus le cessez-le-feu». Le général Mackenzie a, d'autre part, estimé qu'une force d'interposition de l'ONU à Sarajevo nécessiterait le déploiement d'au moins 40 000 hommes. «C'est la première fois qu'une force de maintien de la paix est déployée à un endroit où il n'y a pas de paix à maintenir», a-t-il encore dit.

Par ailleurs, le président croate, M. Franjo Tudjman, et son homologue bosniaque, M. Alija Izetbegovic, ont signé, mardi à Zagreb, un accord «sur l'amitié et la coopération» entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine. M. Izetbegovic avait dû retarder de vingt-quatre heures sa visite à Zagreb, à l'occasion de laquelle les deux pays ont également établi des relations diplomatiques.

Selon la télévision croate, les deux présidents sont convenus que

l'organisation future de la Bosnie-Herzégovine serait fondée «sur le principe de l'égalité des trois peuples constitutifs qui y vivent : musulmans, Croates et Serbes». L'ordre constitutionnel et politique de la République sera basé «sur des unités constitutives qui tiendront compte notamment des aspects nationaux, historiques, culturels et économiques de chacune», ont-ils encore décidé.

Sur les questions de défense, l'accord précise que les éléments armés de la population croate de Bosnie sont une «composante des forces armées unies de la Bosnie-Herzégovine» et que «le Conseil de défense croate aura des représentants dans le commandement commun des forces armées de la Bosnie-Herzégovine». «Les autorités civiles temporaires créées dans les conditions de guerre dans le cadre du Conseil croate de défense se mettront en accord au plus tôt avec l'ordre constitutionnel de la Bosnie-Herzégovine», précise le communiqué commun publié à l'issue des discussions entre MM. Tudjman et Izetbegovic.

«Tenant compte du fait que l'agression des forces militaires serbes et monténégrines se poursuit contre la Bosnie-Herzégovine, mais également contre la Croatie», les deux Etats lancent un appel à la Communauté internationale pour qu'elle entreprenne «des mesures efficaces pour empêcher l'agression». Cependant, la coopération et la coordination entre les deux Etats dans la défense des zones frontalières, «qui se déroulent jusqu'à présent avec succès», seront poursuivies, indique le communiqué. Si les efforts de la communauté internationale restent sans résultats, les deux Etats examineront et entreprendront toutes les formes nécessaires d'une «coopération plus large dans le domaine militaire et dans la coordination des opérations militaires».

L'accord porte aussi sur la coopération future dans de nombreux domaines : économie, social, justice et culture, ainsi que sur le problème des réfugiés. Enfin, les deux Etats permettront à leurs citoyens d'obtenir la double nationalité. — (AFP, Reuters)

## Belgrade refuse toute «internationalisation» de la question du Kosovo

BELGRADE

de notre correspondant

Lord Carrington, le président de la Conférence européenne sur la Yougoslavie, ne pouvait sans doute pas toucher corde plus sensible que la question du Kosovo pour le président serbe Slobodan Milosevic et le chef de l'Etat fédéral, l'écrivain nationaliste Dobrica Cosic. Tous deux — l'un comme dirigeant politique et l'autre comme intellectuel dissident — ont fondé leur action de «renaissance serbe» sur la reconquête de cette province sud, berceau médiéval de la Serbie, mais aujourd'hui peuplée à 90 % d'Albanais de souche. Son autonomie, concédée sous Tito, fut supprimée en 1989 par M. Milosevic, qui imposa un régime de fer sur la population albanaise.

Le sommet d'Helsinki de la CSCE a souligné qu'il «régnait» au Kosovo «une situation extrêmement dangereuse nécessitant une action préventive immédiate». Que M. Carrington soit allé à Belgrade proposer à MM. Milosevic et Cosic l'ouverture d'une négociation internationale sur le Kosovo dans le cadre de la Conférence sur la Yougoslavie ne pouvait être ressenti que comme une provocation. D'autant que le médiateur européen a avancé le nom de l'écrivain Ibrahim Rugova, le principal dirigeant de l'opposition albanaise du Kosovo, comme participant à cette table ronde. Au

cours de leur entretien, à l'atmosphère qualifiée d'«exécrable» par un diplomate européen, M. Milosevic a «catégoriquement» exclu l'«internationalisation» d'un «problème exclusivement intérieur» à la Serbie. Il n'existe pas, selon lui, dans cette province serbe «une situation particulière» qui mériterait qu'on lui accorde une attention internationale. Et d'ailleurs : «Il y règne la paix».

Avec M. Cosic, qui a écrit que «les racines de l'être national serbe se trouvent au Kosovo», l'accueil fut encore plus glacial. «Cela serait sans précédent qu'un problème de minorité puisse se régler ainsi», a-t-il dit. Ce qui a suscité un commentaire de lord Carrington : «Pour ma part, je ne vois pas la différence entre les Albanais du Kosovo et les Serbes de Croatie». Il est vrai que, pour les autorités de Serbie, le sort des Serbes en Croatie et en Bosnie-Herzégovine n'a jamais été considéré comme une simple question de minorité mais présent comme un problème de peuples opprimés, le mot même de minorité ayant, à leurs yeux, une connotation péjorative et non une signification purement quantitative.

Bilan tiré, sur un ton déçou, par lord Carrington de ses conversations sur le Kosovo : «Les positions de M. Milosevic et Cosic ne nous mènent malheureusement nulle part, ce qui est décevant.» — (Interim)

## M. Loukianov accuse M. Gorbatchev de passivité consentante lors du putsch d'août 1991

Dans un entretien donné en prison et publié, mardi 21 juillet, par la Pravda, l'ex-président du Parlement soviétique, Anatoli Loukianov, a déclaré que les auteurs du putsch raté d'août 1991 ne peuvent être accusés d'avoir «comploté», car ils «avaient prévenu d'avance le président» Gorbatchev, lequel «n'a rien fait pour les empêcher». Comme seule précision, l'ami de jeunesse de M. Gorbatchev affirme qu'il avait lui-même expliqué à ce dernier que le traité d'Union sur le point d'être signé contredisait les résultats d'un récent référendum pan-soviétique.

A l'approche du premier anniversaire du putsch, M. Loukianov est le troisième des onze ex-dirigeants de l'URSS inculpés pour tentative de coup d'Etat à tenter d'impliquer M. Gorbatchev : M. Ievanov, ex-vice-président de l'URSS, a souligné que ce dernier «avait une politique le matin et une autre le soir», mais avait lui-même ordonné la préparation de documents pour l'instauration d'un état d'urgence. Pour sa part, l'ex-chef du KGB, Vladimir Krioutchiov, a déploré, comme les autres putschistes, l'échec de leur action, qui aurait pu prévenir les «milliers de tués, dizaines de milliers de blessés et centaines de milliers de réfugiés» apparus après la dislocation de l'URSS. — (AFP, Itar-Tass)

## EN BREF

■ BULGARIE : grève d'avertissement du syndicat Podkrepa. — Le plus puissant syndicat bulgare, Podkrepa (anticommuniste), a organisé, mardi 21 juillet, une grève d'incendies et a dénoncé la politique économique du premier gouvernement anticommuniste de l'Union des forces démocratiques (UFD). Cet «avertissement» suit une grève des transports publics à Sofia, organisée le samedi précédent par Podkrepa, qui a été accusé de déstabiliser le gouvernement. — (UPI)

■ GRANDE-BRETAGNE : incidents entre des jeunes et des policiers dans des cités populaires. — Une cinquantaine d'adolescents ont attaqué des policiers, à coups de pierre, de cocktails Molotov et de bouteilles, dans la nuit du lundi 20 au mardi 21 juillet, dans une cité populaire de Burnley (nord-ouest de l'Angleterre), a indiqué la police. Lundi, un centre social et trois voitures ont été incendiées au cours d'incidents comparables à Carlisle (nord). — (AFP, Reuters)

■ KARABAKH : raids aériens sur Stepanakert. — Un nouveau palier dans le conflit arméno-azérbaidjanais pour le contrôle du Haut-Karabakh aurait été franchi avec le bombardement, annoncé mardi 21 juillet par l'agence Tass mais démenti par Bakou, du chef-lieu arménien de la région, par un Su-26 et un MiG-25 et un L-29 dans la nuit de lundi à mardi. Neuf bombes auraient fait «un grand nombre» de victimes, selon l'agence Interfax, mais «aucun mort», selon le ministère arménien de la défense. — (AFP)

■ LITUANIE : M. Abichala souven premier ministre. — Le Parlement a approuvé, mardi 21 juillet, la nomination de M. Alexandras Abichala au poste de premier ministre. Agé de trente-sept ans, né en Sibirie dans une famille de prisonniers politiques et membre de la minorité «radicale» (proche du président Landsbergis) du Parlement, M. Abichala a indiqué qu'il gardera la plupart des anciens ministres dans son cabinet, qui restera en place jusqu'aux législatives anticipées du 25 octobre. — (AFP)

■ TURQUIE : dix militaires tués dans le Sud-Est anatolien. — L'agence de presse semi-officielle turque Anatolie a annoncé, mardi 21 juillet, que dix militaires ont été tués lundi, à la frontière turco-iranienne, lors d'une attaque de rebelles kurdes tirant, à partir du territoire irakien, sur des gendarmes qui s'apprêtaient à partir en patrouille. D'autre part, la police a annoncé avoir tué quatre militants d'une organisation amie de gauche, dimanche et lundi, à Istanbul. — (AFP)

■ UKRAINE : une frégate de la CEI déroute vers Odessa. — L'équipage d'une frégate de la flotte de la mer Noire a quitté, mardi 21 juillet, son port d'attache en Russie et hisse le drapeau ukrainien à bord avant d'être intercepté par trois bâtiments et un avion de la CEI à 18 kilomètres d'Odessa, en Ukraine. Des négociations ont été engagées, selon Tass, avec les marins et les commandements russes («CEI») et ukrainiens de la flotte. — (Itar-Tass)

## CORRESPONDANCE

## Une lettre de M. Robert Badinter

M. Robert Badinter, président de la commission d'arbitrage de la conférence pour la paix en Yougoslavie nous écrit :

C'est avec étonnement que j'ai pris connaissance de l'article «Paris face au conflit yougoslave» publié en première page du Monde le 16 juillet. Il est écrit en effet, à propos de la définition du droit des minorités : «La commission d'arbitrage dirigée par M. Badinter n'était-elle pas chargée de cela et n'a-t-on pas, à la demande de la France, attendu des mois qu'elle remette ses conclusions avant cette reconnaissance?»

Je tiens à ce sujet à préciser que la Commission d'arbitrage n'a jamais été chargée de définir le sta-

tut des minorités en Yougoslavie. Elle n'a à cet égard pour mission que de s'assurer que les textes constitutionnels et législatifs des Républiques demandant à être reconnues par les Etats membres de la Communauté européenne respectent les droits des minorités, tels qu'ils ont été définis dans les dispositions du projet de traité soumis le 4 novembre 1991 à l'approbation des représentants des six Républiques issues de l'ex-RFSY. Saïsa à ce sujet par lord Carrington, le 16 décembre 1991, la commission a rendu ses avis concernant la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Macédoine, la Slovénie, le 13 janvier 1992.

## L'Allemagne entrouvre ses portes aux réfugiés bosniaques

BERLIN

de notre correspondant

Le gouvernement et les Länder allemands ont décidé, d'un commun accord, de prendre en charge un premier contingent de 5 000 réfugiés de Bosnie-Herzégovine qui attendent un pays d'accueil aux frontières de l'ex-Yougoslavie. Cette décision a été confirmée, mardi 21 juillet à Bonn, lors du conseil des ministres qui a également annoncé le déblocage d'une nouvelle aide financière pour la construction d'abris en Croatie, par où transite le flot des réfugiés. Le montant de l'aide humanitaire allemande consacrée aux populations affectées par la crise s'élève, pour le moment, à 150 millions de deutschemarks.

Le ministre allemand de l'intérieur, M. Rudolf Seiters, a souhaité

que l'Autriche et l'Italie s'engagent à accueillir un nombre identique de réfugiés. Il a appelé tous les pays de la CEE à faire preuve de solidarité face à l'épreuve que traversent les populations de l'ex-Yougoslavie et souhaité un accord sur la répartition des réfugiés entre les pays européens.

Depuis le début de la crise, l'Allemagne, où vit déjà une communauté yougoslave importante (près de 700 000 personnes en 1990), a vu affluer les demandeurs d'asile venant des zones de conflit. Ils constituaient le premier contingent des 256 000 demandeurs d'asile enregistrés en 1991. Ils étaient déjà cette année près de 80 000. Le dépôt d'une demande d'asile permet l'obtention d'une allocation de subsistance.

H. de B.

## ITALIE : après l'assassinat du juge Borsellino

## Plusieurs magistrats annoncent leur démission

Après l'attentat qui a coûté la vie au juge Paolo Borsellino et à cinq gardes du corps, à Palerme, une vague d'indignation continue de submerger l'Italie. A la suite d'une conversation téléphonique avec le président de la République, M. Oscar Luigi Scalfaro, M. Aldo Rizzo, le maire «indépendant» de Palerme, ancien magistrat lui-même, a repris sa démission, qu'il avait annoncée mardi 21 juillet,

afin de «rappeler chacun à ses responsabilités et par solidarité avec la police et la magistrature «durement frappées», par égard, aussi, à «la révolte morale de la cité». M. Rizzo voulait attirer l'attention sur les problèmes de Palerme, qui demandent «de rapides réponses institutionnelles et sociales».

Sept magistrats de la ville ont, pour leur part, annoncé leur démission. D'autres pourraient suivre.

L'un des magistrats démissionnaires, M. Vittorio Teresi, substitut du procureur de Palerme, a réclamé «avec force les démissions du ministre de l'intérieur, du chef de la police et du préfet de Palerme», qui se sont montrés, selon lui, incapables de protéger le juge Borsellino. «Ce n'est pas un signe d'abandon», a affirmé M. Teresi à propos de sa démission. Mais aujourd'hui le rapport

entre les risques personnels et les résultats des enquêtes est trop déséquilibré. Nous risquons de mourir sans avoir obtenu aucun résultat sur le plan judiciaire.»

Comme il l'avait fait au moment de l'assassinat du juge Falcone, le FBI américain a annoncé mardi qu'il avait proposé son aide au gouvernement italien. Les funérailles prévues du juge Borsellino devaient avoir lieu jeudi 23 juillet.

du général assassiné dans les années noires du terrorisme. Le public réclame «la même mobilisation pour l'affaire Moro». Lament, la place se vide, et les rues s'animent. Visages tendus. Discussions indignées.

## Le silence de la veillée

Au nom de la sécurité, on a «voté» ses morts à la ville. De sa part, craignait-on le pire? Deux mois auparavant, le juge Falcone avait été enterré officiellement et avec faste dans cette même cathédrale. Les plus hauts dignitaires de l'Etat y avaient été convoqués. «Bujoni», s'étaient-ils vu injurier.

Paolo Borsellino, le plus proche collègue de Falcone et son ami depuis les temps d'université, vient à son tour d'être liquidé. «La Mafia a complété son sale boulot», Entre la cathédrale et le palais de justice, Palerme a vécu les deux jours qui ont suivi la tuerie avec une rage inégale. Pour sa part, le maire indépendant, Aldo Rizzo, avait voulu démissionner le matin même des funérailles. Sur cette scène sicilienne, où précisément le magistrat défunt affirmait encore, récemment, vouloir combattre la Mafia «sur ses propres terres», l'Italie intègre se voit aujourd'hui comme un miroir, avec ses rouages, ses divisions, ses contradictions. Cette fois-ci encore, Palerme n'accepte pas de se taire.

Pourtant, tout au long de la veillée funèbre, dans la chapelle

## «Lève-toi, Palerme!»

Suite de la première page

Pour interdire aux habitants de la ville l'accès à leurs lieux sacrés, Rome avait employé des grands moyens. C'est cette défiance, bien au-delà d'un malentendu, qui mit ici le feu aux poudres.

Première incident : les policiers en civil tentent de forcer la porte bloquée de la cathédrale. L'un d'eux est frappé; très vite, le cordon cède sous la pression. Sur les marches de l'autel, se massent les «exclus» : «Pour vous, nous ne sommes que chair à tuer, un simple numéro», hurle-t-il à la face de l'assistance. Prêts au coup de force, ils s'opposent à l'entrée de tous les policiers accusés d'être «corrompus, complices de Cosa Nostra». Sous le porche, la veuve du juge appelle à l'aide, ne pouvant, elle non plus, franchir le seuil. Enfin, les familles réussissent à atteindre le chœur, où les cinq cercueils sont regroupés. Le cardinal entonne le requiem, avant d'exhorter les citoyens à la résistance civile contre la Mafia. «Lève-toi, Palerme! Ne te résigne pas au fatalisme et à la défiance. La défense de la démocratie est l'affaire de tous, insiste-t-il.

M<sup>me</sup> Rosaria Schifani, veuve de l'un des trois agents assassinés en même temps que le juge Falcone, en mai, s'approche du prêtre et

s'empare de son micro : «Vous devez leur dire qu'ils ont fait. Vous devez leur dire, parce que moi, je n'oublie pas, je n'oublie pas...», crie-t-elle en pleurant. Mais, curieusement, l'intensité de la sono s'affaiblit. Nouvelle et violente protestation des collègues de son époux défunt, toujours en rangs serrés autour de l'autel. Rapidement, l'orgue couvre la fin de leurs imprécations. Des hommes se lèvent pour porter les cercueils.

A ce moment, le chef de la police, M. Vincenzo Parisi, jusqu'alors discret, se manifeste imprudemment. Il est hué à tel point qu'il doit précipitamment être escorté jusqu'à une porte dérobée. Enfin, le cortège des cercueils débouche sur le parvis, attendu, ovationné par des milliers de Palermitains. Des banderoles sont prestement déployées : «Nous voulons Aylas pour ministre de l'intérieur», ou encore, à un balcon en surplomb : «Vous n'avez pas tué leurs idées; elles feront leur chemin sur nos propres jambes». La foule scande sans relâche : «Mafia : hors de l'Etat!»

De la cathédrale, sortent les rares civils de l'assistance, que la foule, à l'évidence, respecte. Parmi eux : M. Bruno Trentin, dirigeant de la CGIL, syndicat proche de l'ex-PC; Nando Dalla Chiesa, fils

150



## ASIE

CHINE : sur fond de rivalité entre M. Deng Xiaoping et les « gauchistes »

### Le réformiste Bao Tong a été condamné à sept ans de prison

M. Bao Tong, ancien bras droit de M. Zhao Ziyang - secrétaire général du PC chinois limogé lors de la répression du « printemps de Pékin » en juin 1989, a été condamné, mardi 21 juillet, à sept ans de prison et deux ans de privation de droits civiques par un tribunal de Pékin, a indiqué sa famille. Cet économiste de cinquante-neuf ans était accusé de « divulgation de secrets d'Etat » et d'« incitation à des activités contre-révolutionnaires ». Il s'agit du plus important procès politique sur le continent depuis celui de la « bande des quatre ».

Attendue, sinon prévue, la condamnation de M. Bao Tong, cette victime expiatoire, semble avoir eu pour principal objectif de paver la voie à un retour sur la scène politique de M. Zhao à l'occasion du XIV<sup>e</sup> congrès du PCC, prévu avant la fin de l'année. Mis à l'écart depuis plus de trois ans, M. Zhao bénéficierait ainsi de la nouvelle offensive réformatrice lancée au début de l'année par M. Deng Xiaoping. En faisant porter tous les péchés du mouvement démocratique de la place Tiananmen sur M. Bao, le « patriarche » dédouane son ancien « successeur désigné », voué aux gémonies par l'aile « gauchiste » du parti.

M. Zhao a-t-il « lâché » son plus fidèle collaborateur de son propre chef - comme il l'avait fait avec son prédécesseur à la tête du PCC, Hu Yaobang (le Monde du 16 juillet) - ou bien a-t-il été contraint de fournir un gage ? Toujours est-il que les « gauchistes » ont profité du procès pour repartir à l'attaque contre les réformistes regroupés sous le manteau de M. Deng.

Si Pékin en Chine est traditionnellement consacré à des débats entre dirigeants, la perspective du XIV<sup>e</sup> congrès a provoqué la lutte entre les deux lignes qui se disputent la direction du parti, au point qu'elle transparaît désormais jusque dans les médias. En s'en prenant, au début juillet, à la presse de Hongkong qui se fait régulièrement l'écho d'informations ou de rumeurs occultées par les journaux du continent, le Quotidien du pe-

ple avait mis le débat sur la place publique. Selon lui, des personnes « plus venimeuses que des serpents venimeux », les mêmes que celles qui seraient à l'origine des « troubles » de 1989, ont colporté des rumeurs sur une prétendue lutte pour le pouvoir entre « factions réformatrice et conservatrice ».

Et pourtant, il ne s'agit pas de rumeurs quand M. Deng critique la stratégie filieuse du premier ministre Li Peng - porte-drapeau des conservateurs partisans d'une économie planifiée - limitant à 6 % le taux de croissance, et préconise un taux de 9 à 10 %. Ni quand on entend certains vieux conservateurs dénoncer le « droitisme » comme principal danger pour le régime, tandis que les dengistes mettent en avant le « gauchisme » comme menace primordiale. Un « gauchisme qui est en fait un droitisme déguisé », selon le Quotidien de l'armée.

#### Faire feu de tout bois

Sentant le vent tourner, le directeur du Quotidien du peuple, M. Gao Di, a fait volte-face et signé le 22 juin dernier un éditorial affirmant que « le principal était de se prémunir contre le gauchisme ». Il faut dire que, selon des sources à Pékin et à Hongkong, M. Gao, tout comme l'idéologue du conservatisme Deng Lijun, le chef de la propagande du comité central Wang Renshi et plusieurs « princes héritiers » (fils de vieux dirigeants du parti), ne sont pas parvenus à se faire élire comme délégués au congrès. Ils n'auraient donc aucune chance de faire partie du prochain comité central.

M. Deng Lijun, qui avait déjà été battu lors de l'élection des membres du comité central du XIII<sup>e</sup> congrès, et qui a mené les multiples offensives conservatrices contre les réformes et les réformateurs, a été privé, comme M. Gao, de sa chaire de lecteur à l'École centrale du parti. Car, après avoir longtemps reculé face aux coups de boutoir des partisans de l'orthodoxie idéologique et de la planification économique, et après avoir échoué à se concilier les bonnes grâces - ou du moins la neutralité - de son principal rival conservateur Chen Yun, le « vieux Deng » semble décidé à faire le ménage.

Il l'a fait au début de l'année à Shenzhen en relançant une réforme économique de plus en plus édulcorée ; il a ensuite étendu son offensive sur le plan politique, en s'attaquant aux « gauchistes » qui contrôlent la propagande et en mobilisant tous ses partisans. En premier lieu les réformistes avérés et les technocrates de la « deuxième génération », les anciens des équipes de Hu Yaobang ou de Zhao Ziyang ; puis en lançant sur la brèche les réformistes plus timorés, comme M. Qiao Shi, le « patron » de la sécurité.

Il a enfin fait donner ses vieux camarades, dans l'armée comme dans le parti. Du vétéran conservateur Bo Yibo jusqu'au chef de l'Etat et numéro deux de la commission militaire du parti, le général Yang Shangkun, et son frère le commissaire politique en chef des armées Yang Baibing. Des hommes dont on connaît pourtant le rôle dans la répression de la place Tiananmen mais dont la fidélité est acquise à M. Deng.

A deux ou trois mois de l'ouverture du XIV<sup>e</sup> congrès, la lutte entre deux lignes s'étend désormais à tous les domaines. C'est dans ce contexte que M. Bao Tong apparaît comme le pion à sacrifier pour obtenir une réhabilitation de M. Zhao Ziyang qui tirerait officiellement un trait sur l'ère Tiananmen. M. Zhao constitue en effet un symbole de la pérennité des réformes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Chine.

PATRICE DE BEER

□ Pékin cherche à rassurer ses voisins sur la question des Spratleys. - Pékin a tenté, mardi 21 juillet, de rassurer ses voisins d'Asie du Sud-Est préoccupés par ses revendications sur l'archipel des Spratleys, en mer de Chine méridionale (le Monde du 22 juillet). Lors de la réunion de l'ASEAN à Manille, M. Qian Qichen, chef de la diplomatie chinoise, a affirmé que Pékin « s'opposait à l'usage de la force » pour résoudre le différend territorial sur l'archipel et souhaitait une coopération sur l'exploitation de ses ressources présumées. La Chine, a-t-il affirmé, « ne cherche pas l'hégémonie ni à remplir un prétendu vide » dans la région. - (AFP)

CAMBODGE : pour les contraindre à appliquer les accords de paix

### Le Conseil de sécurité de l'ONU suspend l'aide aux Khmers rouges

Le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé à l'unanimité, mardi 21 juillet, de suspendre l'aide internationale aux Khmers rouges tant que ceux-ci continueront de bloquer le processus de paix au Cambodge. La résolution 768 demande au secrétaire général de « s'assurer que l'assistance au relèvement et à la reconstruction du Cambodge bénéficie dès à présent aux seules parties qui remplissent leurs obligations au titre des accords de Paris [d'octobre 1991] et coopèrent pleinement avec l'Autorité provisoire de l'ONU (APRONUC) ». Une aide de 880 millions de dollars avait été décidée le mois dernier à la conférence internationale de Tokyo.

C'est à l'unanimité que le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé, mardi 21 juillet, de suspendre l'aide internationale aux Khmers rouges afin de les contraindre à appliquer les accords de paix au Cambodge. La résolution 766, qui rappelle l'obligation de coopérer avec l'Autorité provisoire de l'ONU (APRONUC), souhaite parallèlement que soit « accéléré le déploiement des composantes civiles de l'APRONUC, tout particulièrement celle assurant la supervision des organes de l'administration civile », et rappelle que l'APRONUC doit pouvoir vérifier « le départ de toutes les forces étrangères ». Ces dispositions visent à rassurer les Khmers rouges, qui refusent de reconnaître l'existence de l'administration de Phnom-Penh et dénoncent - sans fournir de preuves - une présence militaire vietnamienne au Cambodge.

Enfin, le Conseil appelle les signataires, et « en particulier les pays voisins », à assister l'APRONUC. Il s'agit en particulier de la Thaïlande, par où transite la contrebande de rubis et de bois qui assure aux Khmers rouges de confortables revenus, avec la complicité de militaires locaux. M. Pol Pot disposerait toujours d'une résidence en territoire thaïlandais, non loin de la frontière.

La résolution cite nommément les Khmers rouges dans son préambule, qui déclare que « la partie du Kampuchéa démocratique a jusqu'à présent refusé d'appliquer les accords ».

Il s'agit de la première sanction prise par les cinq membres permanents du Conseil - dont la Chine - contre les Khmers rouges, qui bloquent un accord qu'ils ont pourtant signé. La suspension de l'aide avait été proposée par la France, ses suggestions précédentes pour une action plus « musclée » - blocus des zones rouges, mise hors service de leur radio, gel de leurs avoirs à l'étranger - n'ayant pas obtenu l'agrément de ses partenaires.

#### Manière forte

ou mécanismes diplomatiques

De même que les déclarations fracassantes du général Michel Lorrion, numéro deux militaire de l'APRONUC jusqu'à la fin du mois, sur la nécessité de frapper du poing sur la table pour faire comprendre aux Khmers rouges la détermination de l'ONU n'ont pas convaincu les responsables de l'opération. A commencer par son supérieur direct, le général australien John Sanderson, qui pourtant accusait récemment les Khmers rouges de « mettre en danger le processus de cessez-le-feu ».

Deux logiques s'opposent donc, celle qui veut assurer à tout prix l'autorité de l'ONU, et celle, plus traditionnelle, qui entend suivre des mécanismes diplomatiques, rodés certes, mais qui sont loin d'avoir partout fait leurs preuves. En ce qui concerne le Cambodge, l'expérience montre, comme l'a martelé le général Lorrion s'appuyant sur des documents attribués à Pol Pot (1), le peu de cas que celui-ci, désireux de gagner du temps dans l'espoir de reprendre le pouvoir, fait des recommandations de la communauté internationale.

Le dialogue étant bloqué, l'approche graduelle pourrait céder la place à des pressions directes sur les Khmers rouges et sur leur dernier sas sur le monde extérieur, la Thaïlande. Sinon, le beau et coûteux mécanisme mis en place avec tant de peine par l'ONU risque de patiner.

P. de B.

(1) Cité par Christophe Peschoux dans les « Nouveaux » Khmers rouges, L'Harmattan, 304 p., 150 F.

□ AFGHANISTAN : cessez-le-feu à Kaboul. - Un cessez-le-feu a été signé, mardi 21 juillet, à Kaboul, après plusieurs journées de violents affrontements entre factions moudjahidines, a annoncé l'ayatollah Mohammed Asef Mohseni, porte-parole du Conseil des moudjahidins qui dirige officiellement le pays. Selon l'ayatollah, « les combats n'ont pas commencé sur l'ordre des chefs des deux parties, mais à un niveau moins élevé (...). C'est une paix permanente et les deux parties ont juré de respecter le cessez-le-feu ». - (AFP, Reuters)

## AMÉRIQUES

Selon le « New York Times »

### M. Baker va quitter le département d'Etat pour diriger la campagne de M. Bush

Le secrétaire d'Etat M. James Baker devrait quitter son poste le mois prochain pour diriger la campagne électorale du président George Bush, a rapporté le New York Times, dans son édition du mercredi 22 juillet. Selon le journal, qui cite sans les nommer des responsables de l'administration Bush et des stratèges du Parti républicain, M. Baker quitterait le département d'Etat à la mi-août, peu après la visite que doit effectuer aux Etats-Unis le premier ministre israélien Itzhak Rabin.

Dans ses nouvelles fonctions - qu'il avait déjà occupées, avec succès, en 1988, alors qu'il était auparavant secrétaire au Trésor - M. Baker aura pour tâche de replacer son ami George Bush en position d'offensive, après des mois de recul dans l'opinion, souligne le New York Times, en rappelant que le candidat démocrate à la Maison Blanche, M. Bill Clinton, devance largement le président dans les principaux sondages. - (Reuters)

En visite à Paris

### Le ministre des affaires étrangères du Venezuela estime que « le pire est passé » à Caracas

La chaise vide du président Carlos Andres Perez au second sommet ibéro-américain, qui doit rassembler, jeudi 23 et vendredi 24 juillet à Madrid, les chefs d'Etat des pays latino-américains, de l'Espagne et du Portugal, rappellera que le Venezuela continue de vivre des moments difficiles. M. Perez s'est vu interdire, par un vote de Sénat, de quitter son pays, mal remis de la tentative de coup d'Etat perpétrée en février par un groupe de jeunes officiers « boliviariens ».

En visite officielle à Paris, le ministre vénézuélien des affaires étrangères, le général Fernando Ochoa Antich, s'est, quant à lui, efforcé de convaincre que « le pire était passé ».

Reçu mardi par M. Roland Dumas, M. Ochoa, premier général nommé (récemment) à la tête de la diplomatie vénézuélienne en trente-quatre années de démocratie - a expliqué que le putsch manqué avait agi comme un électrochoc, qui a conduit le Venezuela à entreprendre de profondes réformes politiques et constitutionnelles. « Nous avions oublié que le peuple ne se nourrit pas de chiffres macro-économiques », a-t-il déclaré, tout en réaffirmant que son pays ne remettrait pas en question le plan d'ajustement néo-libéral adopté en 1989.

M. Dumas a félicité le général, qui était ministre de la défense en février, pour « son courage et sa détermination » à rester fidèle aux principes démocratiques, aux côtés d'un président dont l'opposition continue de réclamer - en vain - la démission.

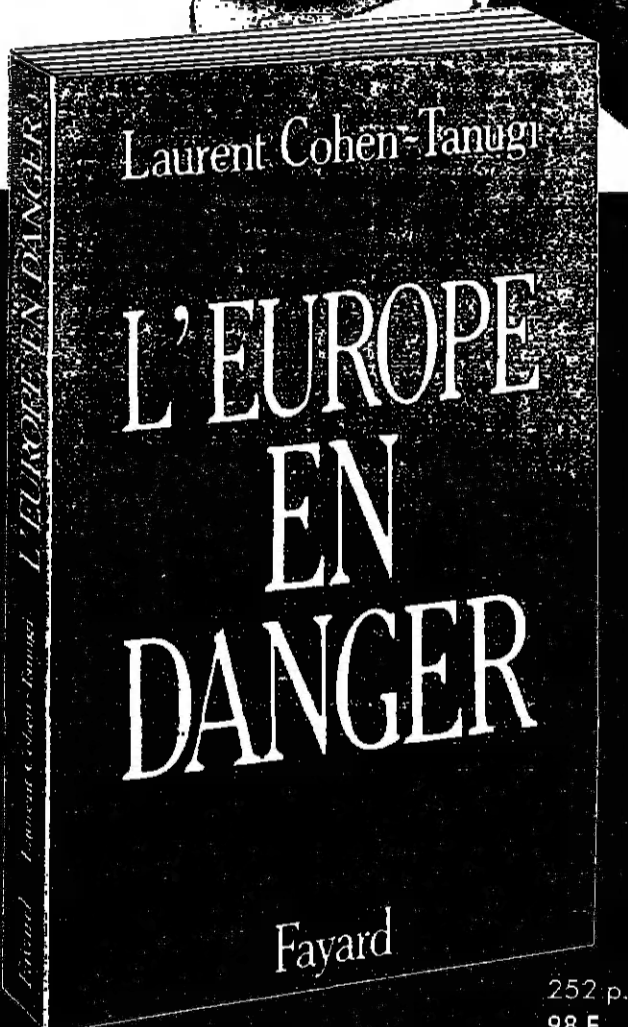
Pour accélérer le retour à Haïti du président élu Jean-Bertrand Aristide (renversé en septembre dernier par l'armée), le Venezuela souhaite une intervention rapide des Nations unies alors que la France préfère laisser à l'Organisation des Etats américains le soin de gérer la crise.

Côté commercial, enfin, les exportations françaises vers le Venezuela ont baissé de 10 % en 1991 (1,5 milliard de francs contre 1,3 milliard pour les importations en provenance de ce pays). La France n'a guère investi l'an passé au Venezuela, mais Elf Aquitaine et Total sont sur les rangs pour la mise en valeur du pétrole lourd de l'Orénoque notamment.

MARTINE JACOT



## Laurent COHEN-TANUGI



252 p.  
98 F

Rarement ouvrage aura paru à un moment plus opportun, et pourtant, la justesse de la réflexion et la qualité du style en font beaucoup plus qu'un ouvrage de circonstance.

Alain Lamassouire, *Lu*

« L'Europe en danger » dénonce avec beaucoup d'a-propos les menaces, désigne les écueils, mais place également les adversaires de l'intégration face à leurs contradictions. Aux hésitants enfin l'ouvrage montre l'enjeu d'une entreprise dont il édicte tous les aspects.

Frank de Bondt, *Sud Ouest*

Une analyse lucide et contrastée de la construction européenne.

Pierre Hoski, *Libération*

Un livre excellent d'un partisan de l'Europe. Je ne suis pas d'accord avec ses conclusions, mais c'est un livre tout à fait remarquable.

Max Gallo, *L'Heure de Vérité*

Un livre courageux... La réflexion de Laurent Cohen-Tanugi permet d'aider à cadrer un débat qui ne pourra longtemps encore s'apparenter à l'arlésienne.

Pierre Druvin, *Le Monde*

Juriste renommé et essayiste déjà reconnu..., Laurent Cohen-Tanugi est un Européen exigeant, et surtout un Européen troublé. Il explique donc pourquoi, avec sobriété, avec probité, mais aussi avec acuité.

Alain Duhamel, *Le Point*

Ce livre est certainement celui qui, avant les débats sur la ratification des accords de Maastricht, permet le mieux de comprendre ce qu'Europe veut dire.

Michel Drancourt, *Le Quotidien de Paris*

The best discussion of these issues I know of is by Laurent Cohen-Tanugi.

Stanley Hoffmann, *The New York Review of Books*

FAYARD



## AMÉRIQUES

## Variations latino-américaines

## III. - Des riches toujours plus riches

Après avoir abordé, dans le premier volet de cette série, les relations entre les États-Unis et leurs voisins du Sud puis, dans le deuxième volet, les menaces pesant sur la démocratie, avec laquelle la plupart des pays ont renoué (le Monde du 21 et du 22 juillet), nous esquissons un portrait de la haute bourgeoisie et des « nouveaux riches », à travers les exemples argentins, brésiliens et mexicains.

« Je l'écris en français car je suis très pressé. » Quand, au début du siècle, Victoria Ocampo, figure légendaire de la littérature argentine, écrivait à une amie, la française, de la reconnaissance de l'oligarchie traditionnelle, qui tirait son pouvoir économique et politique de la propriété de la terre, « ils vivaient comme des princes. Dans la demeure de mon grand-père, Joaquín, chaque repas comprenait cinq plats et trois desserts, servis dans de la porcelaine de Limoges par des domestiques en gants blancs. Le chef était français. Les enfants avaient une nurse anglaise et une institutrice française. Tous les ans, la famille au grand complet se rendait à Paris, sans oublier d'emmener une vache pourvoyeuse de lait frais pendant la traversée en bateau ».

La quarantaine chaleureuse et décontractée sous des allures BCBG, M<sup>me</sup> Teresa de Anchorena a hérité d'un des noms illustres des pères fondateurs de la patrie, qui figure en lettres d'or au Jockey Club de Buenos-Aires, mais pas de la fortune. L'époque de « riches gras et du triomphe de la prospérité - viande, laide, bête - est révolue pour cette aristocratie de la terre.

L'arrivée au pouvoir du général Juan Domingo Peron et le processus d'industrialisation des années 50 ont permis la naissance d'une nouvelle bourgeoisie qui jouit de nouveaux privilèges et de solides

amitiés politiques. Des empires se sont édifiés, qui ont depuis disparu, comme celui des di Tella (famille de l'actuel ministre des affaires étrangères, M. Guido di Tella), qui avaient réussi à commercialiser une automobile de fabrication argentine. D'autres ont survécu et sont aujourd'hui des holdings diversifiés, qui sont implantés aussi bien dans le pétrole, l'électronique, les banques, que dans l'élevage (Fortabat, Bulgarelli, Soldati).

Cette haute bourgeoisie existait déjà dans le pays depuis deux ou trois générations, comme les Born (d'origine belge), les Bemberg (d'origine allemande) ou les Mendez Beahy (d'origine espagnole) qui possèdent encore une étendue de plus de 60 000 hectares en Patagonie. Les entreprises familiales du départ sont parfois devenues des multinationales, comme Bunge y Born. Parmi les capitaines d'industrie, figurent des noms apparus plus récemment mais non moins puissants, comme Macri. La légende veut que M. Francisco Macri soit arrivé sans un sou en poche, à l'âge de dix-neuf ans dans le port de Buenos-Aires. Aujourd'hui encore, il parle l'espagnol avec un accent italien. A soixante ans, ce brillant manager multimillionnaire est à la tête d'un groupe industriel qui domine notamment le marché automobile avec Sevel (Fiat, Peugeot).

Si l'on entend par haute bourgeoisie le pouvoir que confère l'argent, les aléas politiques et économiques ont vu surgir pendant la dictature militaire (1976-1983) une classe de « nouveaux riches » qui se distingue par une ascension ultrarapide. Profitant d'un système économique basé sur la spéculation, sachant jouer de l'hyper-inflation, ces fortunes ont jailli dans les banques et sur les marchés financiers de la City de Buenos-Aires. Connue sous le nom de « patrie financière », elle a aussi permis aux groupes déjà constitués de continuer à s'enrichir, même si ces gains

n'avaient rien à voir avec la productivité de la terre ou des usines.

« Une des caractéristiques de cette haute bourgeoisie est sa faculté de s'adapter à tous les régimes politiques, civils ou militaires, et d'avoir beaucoup d'amis bien placés, ce qui lui permet de maintenir son pouvoir, quel que soit le gouvernement en place », explique le sociologue Manuel Mora y Arsujo. Pour eux les idéologies n'existent pas. Pendant la dictature militaire, par

déjà ancienne. La formation de fortunes rapides a une vieille histoire au Brésil. La réforme fiscale n'a toujours pas été mise en place, alors que les mauvaises habitudes d'une corruption largement répandue sont loin d'avoir disparu.

Beaucoup d'élus connaissent ainsi un enrichissement proportionnel à leur temps de passage à des postes de responsabilité. Le cas de l'ancien ministre du travail, M. Antonio Rogerio Magri,

l'unionniste institutionnel (PRI), figurait dans cette anthologie, photos à l'appui et visiblement heureux de faire étalage de leurs biens.

Cela allait provoquer un véritable débat national et un profond malaise dans ce pays où la révolution de 1910 était censée avoir fait disparaître cette « richesse insupportable », selon l'expression utilisée par le président José Lopez Portillo au cours d'une conférence de presse consacrée en grande partie à l'« affaire » provoquée par la parution de ces articles. « On ne peut évidemment pas nier que la richesse continue d'être injustement répartie au Mexique, avait-il alors reconnu. La concentration des ressources est un défi à notre processus révolutionnaire ».

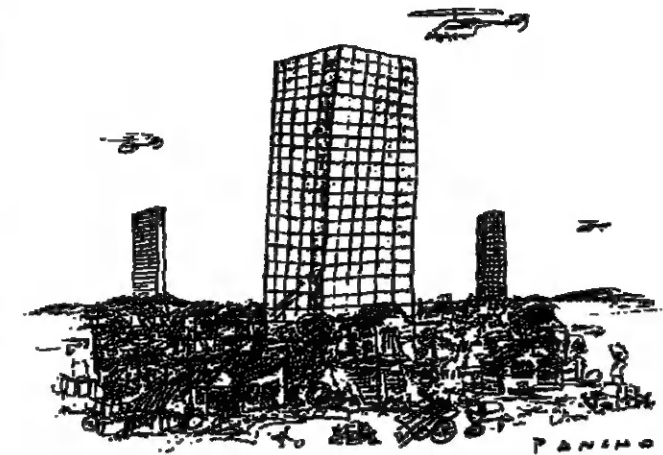
## Les « amis du président » au Mexique

Deux ans plus tard, la situation n'a pas changé, et tout indique même que les riches se sont encore enrichis : un peu plus de mille familles contrôlent à elles seules 50 % de la richesse nationale. Quelques nouveaux venus ont fait fortune grâce au trafic de la drogue destinée au gigantesque marché des États-Unis, et la haute bourgeoisie a renforcé ses positions grâce à la politique de privatisation menée par le président Carlos Salinas depuis sa prise de fonctions en 1988. L'économie a progressé de 4 % en 1991, mais la Bourse a fait un bond de plus de 100 %, favorisant l'apparition de quelques nouveaux riches, tous considérés comme des amis du président de la République.

Monterrey, la capitale économique du nord, près de la frontière avec les États-Unis, détient toujours le record mondial d'antennes paraboliques. Le clan des Garza Sada (bière, sidérurgie, banques) reste sans doute la famille la plus riche du Mexique, cloîtrée dans ses somptueuses résidences de la banlieue de Monterrey.

La richesse est plus insolente dans la capitale, Mexico, où les contrastes sont saisissants. Très pauvres et très riches se côtoient dans le centre-ville, entre les tours de verre du Paseo de la Reforma - l'équivalent des Champs-Élysées - et les magasins de luxe de la Zona Rosa. Le soir, les plus démunis, qui vivent des miettes de la consommation effrénée des mieux nantis, étalent quelques cartons pour dormir, suscitant tout au plus l'indifférence.

La convivialité entre les deux extrêmes est caractéristique de la société mexicaine, contrairement aux autres pays d'Amérique latine, où l'hostilité est beaucoup plus évidente. Mexico, la ville la plus peuplée du monde avec près de vingt millions d'habitants, ne connaît pas les problèmes de sécurité des autres capitales. Les somptueuses résidences des Lomas de Chapultepec, de San-Ángel ou de Coyocacán ne sont pas toujours entourées de murs d'enceinte, et l'on voit rarement, à l'entrée, des gardes armés de fusils-mitrailleurs, comme c'est le cas en Amérique centrale, y compris dans la capitale du paisible Costa-Rica. Sans doute les riches Mexicains ne se sentent-ils



exemple, l'établissement, qui est traditionnellement anticommuniste, n'a eu aucun problème pour que l'Union soviétique devienne le principal partenaire économique de l'Argentine.

Les « nouveaux riches » courtisent le pouvoir en place, flirtent avec les hommes politiques et ont souvent des visages qui ressemblent à des sagas d'or. Les scandales ne sont pas absents. Si la haute bourgeoisie traditionnelle vivait les yeux tournés vers l'Europe, formant un cercle fermé et arrogant où l'argent devait conserver un charme discret, il est désormais de bon ton de ponctuer les conversations de mots en anglais, d'envoyer ses fils se former dans les universités américaines et de faire étalage de sa richesse. Les membres de cette nouvelle classe « sont plus ouverts, plus tolérants, plus démocratiques, dit un proche de la famille Macri. Plus que le statut social, ils valorisent l'argent et le succès. Ils ont une mentalité de gagnants ».

## Corruption au Brésil

Les vedettes du show-business ou les grands sportifs font, à ce titre, partie de leur cercle d'amis. Leur niveau de vie est très élevé. Somptueuses demeures à Palm-Beach, New-York, ou en Grèce, confortables maisons de campagne dans les environs de Buenos-Aires avec piscine, terrain de golf, courts de tennis. Et l'indispensable : une propriété à Punta-del-Este, où tout le jet-set se retrouve pendant l'été austral. Un rendez-vous obligé où l'on peut montrer et exhiber son argent. Dix ans après les États-Unis, les yuppies ont fait leur apparition à Buenos-Aires avec le jogging et le téléphone portable. Le vieux café de la Biela, repère de l'oligarchie, n'est plus l'endroit à la mode, mais le quartier chic de la Recoleta reste un haut lieu, avec des restaurants de style new-yorkais. La nuit venue, on court d'une fête à l'autre. Il y a quelques mois, il fallait se montrer à celle du « clan Macri » à l'occasion du mariage de la fille aînée. Le président Menem y disputait la vedette à un chanteur de charme à la mode dont le cachet se montait à 60 000 dollars.

Au Brésil, 10 % des 150 millions d'habitants détiennent la moitié des richesses. Le pays « produit une récolte de nouveaux millionnaires qui ne craignent plus de s'exhiber », titrait il y a quelques mois l'hebdomadaire *Veja*. Pour illustrer l'imposant article consacré à cette évolution, les photographes de *Veja* ont eu tout le loisir de faire poser leurs vedettes devant leur hélicoptère personnel, un château de 2 200 mètres carrés, ou un overcraft... trônant au milieu d'une gigantesque piscine.

L'industrie du luxe a ainsi confortablement prospéré. L'ouverture des importations s'est, dans ce domaine, traduite par un véritable boom des voitures de prestige. Les Mercedes-Benz, dont le prix, alourdi de taxes considérables, dépasse allégrement 100 000 dollars, trouvent chaque jour de nouveaux acquéreurs.

Cette caricature de la classe des nouveaux riches reflète une réalité

« Ils sient dans les Roches, jouent dans les casinos de Las Vegas et font des affaires à Londres », écrivait de son côté la luxueuse revue nord-américaine *Town and Country* en 1980 dans un numéro spécial consacré aux « riches Mexicains ». À leurs demeures somptueuses et aux fêtes extravagantes organisées par ces quelques milliers de privilégiés (sur une population de 85 millions d'habitants), qui vont faire leurs courses, avec leur avion personnel, à Houston ou Miami, inservent leurs fils dans les plus prestigieuses universités américaines et envoient leurs filles apprendre les « bonnes manières » en France ou en Suisse.

Ces reminiscences d'une époque officiellement révolue avaient d'autant plus irrité les autorités mexicaines que certains dirigeants politiques et les descendants de plusieurs présidents de la République, tous liés à la formation au pouvoir depuis 1929, le Parti révo-

pas responsables de la misère de leurs compatriotes et estiment-ils donc n'avoir rien à craindre.

Cette haute bourgeoisie s'est constituée autour de l'État, qui lui a accordé toutes sortes de privilèges (monopoles, prébendes, crédits en dollars remboursables en pesos dévalués) en échange de sa loyauté. Selon l'un des principaux dirigeants de l'opposition de gauche, M. Heberto Castillo, « la modernisation de l'économie et la privatisation décidées par Salinas s'inscrivent dans la même logique, la vente des sociétés nationales se faisant essentiellement en faveur de ceux qui appuient son gouvernement ».

Les adversaires du PRI (la formation au pouvoir) parlent désormais de « privatisation » et dénoncent le renforcement - derrière un discours modernisateur en faveur d'un traité de libre-échange avec les États-Unis et le Canada - de la « République des copains », pour lesquels le délit d'initiales et le trafic d'influence n'existent pas. Les exemples ne manquent pas, qu'il s'agisse de la vente au secteur privé, au cours des derniers mois, des dix-huit banques nationalisées en 1982, des deux compagnies aériennes, Aeroméxico et Mexicana, ou de la compagnie de téléphone Telcel.

Un autre « ami du président », M. Emilio Azcárraga, possède le réseau de télévision Televisa. Ce Robert Maxwell mexicain, né au Texas il y a soixante ans et surnommé « le Tigre », fuit la presse et interdit formellement à ses 15 000 employés de fournir des informations sur son entreprise, un empire évalué à plus d'un milliard de dollars.

En échange de ce monopole (90 % des foyers regardent uniquement une des trois chaînes de Televisa) accordés dans les années 50 à son père par le président Miguel Alemán, M. Azcárraga observe une loyauté absolue à l'égard du gouvernement (le journal télévisé « 24 heures » ignore totalement l'opposition) et contribue à la dépolitisation des télé-spectateurs mexicains en produisant des feuilletons très populaires, y compris à l'étranger. Un des plus suivis porte un titre révélateur de l'ambivalence des Mexicains à l'égard des plus fortunés : « Les riches pleurent aussi ». La révolution de 1910 est décidément bien loin, et les riches peuvent encore compter sur l'« effusion » et la solidarité de leurs compatriotes moins bien nantis, qui ont découvert, grâce au « Tigre », à quel point il était dur d'être riche.

BERTRAND DE LA GRANGE,  
DENIS HAUTIN-GUIRAUT  
et CHRISTINE LEGRAND

Prochain article :  
Une Eglise  
en perte de vitesse  
par Jean-Michel Caroit,  
Bertrand de la Grange  
et Denis Hautin-Guiraut

M<sup>me</sup> Amalia Lacroze de Fortabat : la femme la plus fortunée d'Argentine

Son anniversaire, le 15 août, est le grand événement social de la saison pour l'établissement. Parmi les centaines d'invités qui se pressent dans le luxueux petit hôtel de Buenos-Aires aux murs tapissés de tableaux de maître (Gauguin, Van Gogh, Monet, etc.) et de portraits réalisés par Andy Warhol, des hommes politiques, des ambassadeurs, des militaires, des ecclésiastiques, sans oublier le président Carlos Menem...

A soixante-neuf ans, M<sup>me</sup> Amalia Lacroze de Fortabat (« Amalia » pour les intimes) est la femme la plus riche du pays et l'un des chefs d'entreprise les plus dynamiques. La fortune dont elle a hérité en 1978, à la mort de son mari, Alfredo Forta-

bat, grand ami du général Peron, est évaluée aujourd'hui à plus de 2 milliards de dollars et repose essentiellement sur le ciment et l'élevage. Ses usines produisent plus de 50 % du ciment utilisé en Argentine et ses estancias comptent 174 000 hectares et 160 000 têtes de bétail. Elle a su diversifier son empire de béton : exportation de fruits, industrie alimentaire, pétrole, immobilier, et s'intéresse désormais aux privatisations en cours (chemins de fer, gaz et compagnie des eaux).

Propriétaire d'une radio, présidente de l'Alliance française de Buenos-Aires, M<sup>me</sup> Fortabat s'enorgueillit d'être dans ses principaux mécènes du pays. Sa fortune, ses allures de star et sa vie remplie de romance et de

rumours ont fait d'elle une figure mythique de la haute bourgeoisie. Amie de MM. Henry Kissinger et David Rockefeller, elle a de nombreuses relations en Argentine, qui lui ont permis de faire prospérer ses affaires, quel que soit le gouvernement en place. Ses talents de femme du monde et son inconditionnel soutien à la politique néo-libérale du président Menem lui ont valu d'être nommée « ambassadrice itinérante », ce qui lui laisse encore le temps de satisfaire un de ses luxes avoués : passer deux fois par an au soleil, l'un à Punta-del-Este et l'autre dans sa propriété en Grèce, pendant l'hiver austral argentin.

C. L.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 40-85-25-89  
Tél. : 206.806F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Tél. : 261.311F

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »,  
Société anonyme  
des locataires du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie  
de « Le Monde »  
12, rue de Valenciennes  
75013 PARIS CEDEX 13  
Tél. : 339.52.37

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Reproductions sur les microfilms  
et Index du Monde au (1) 40-85-25-33

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président  
Michel Cus, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Arlé  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : 40-46-52-72  
Tél. : MONDUPUB 634 128 F

Tél. : 40-46-70-72 - Société LEMONDE  
de la S.A.R.L. Le Monde et du Monde et Régies Europe SA.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composées 36-16 - Types LEMONDE  
ou 36-16 - Types LM

Reproduction interdite de tout article,  
sans accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEX
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris RP 201 MON 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

150 000 000



150

## POLITIQUE

La polémique après la commémoration de la rafle du Vel' d'Hiv'

### Le chef de l'Etat ne ferait plus fleurir la tombe de Philippe Pétain

Selon M. Serge Klarsfeld, M. François Mitterrand aurait désormais décidé de ne plus fleurir, le 11 novembre, la tombe de Philippe Pétain. Le président de l'Association des fils et filles de déportés juifs de France (FFDJF) a précisé, mardi 20 juillet, que cette indication lui avait été communiquée verbalement par « un proche » du président de la République. « J'espère que cette décision éteindra la polémique qui aurait pu naître si M. Mitterrand avait maintenu la tradition instaurée par le Général de Gaulle », a déclaré M. Klarsfeld en estimant qu'il y avait « incompatibilité entre le fait d'honorer les victimes des persécutions et celui de faire un geste envers l'homme qui a assumé la responsabilité des rafles ».

Le service de presse de l'Elysée a toutefois démenti, mercredi 22 juillet, au terme des délibérations du conseil des ministres, que la présidence de la République ait été à l'origine de l'information donnée la veille par M. Klarsfeld. Il a répondu aux questions de la presse que, « contrairement aux déclarations de Serge Klarsfeld, la présidence de la République n'était en aucune manière à l'origine de l'information diffusée par celui-ci ». A la question de savoir si M. Mitterrand avait néanmoins pris une décision en ce sens, le service de presse s'est refusé à tout commentaire.

L'annonce faite par M. Klarsfeld a cependant provoqué, dès mardi après-midi, une vive réaction de la part de l'Association nationale Pétain-Verdun, qui a « protesté solennellement » contre ce qu'elle a appelé « une pression inadmissible », en demandant à M. Mitterrand de « ne pas céder au diktat d'une minorité de Français sectaires qui refusent la réconciliation nationale » et de « refuser qu'une poignée d'extrémistes continue à servir des intérêts de guerre civile en accusant d'infamie quarante millions de Français ».

Revenant, d'autre part, sur la controverse ouverte sur la rafle du Vel' d'Hiv' et sa continuité administrative après la guerre, la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) estime que M. Mitterrand « a eu raison de rappeler que la République française ne peut être tenue pour responsable des crimes de Vichy », mais elle plaide pour l'ouverture « au plus vite » des procès de Paul Touvier, Maurice Papon et René Bousquet.

« Abandonné par Pétain, le flambeau de la République a été repris par le général de Gaulle, par les Français libres, par la Résistance et par les Français qui ont refusé la collaboration. Il faut rappeler que le

maréchal Pétain, chef de l'Etat français, a été jugé par la Haute Cour de justice et condamné à mort et, avec lui, le régime qu'il a instauré, a notamment souligné son président, M. Jean Pierre-Bloch. Mais il est légitime, a-t-il ajouté, de demander que, pour l'administration, dont l'administration préfectorale, la magistrature, la police, l'université, etc. - c'est-à-dire l'Etat français demeuré en place (...) - toute la lumière soit faite sur son rôle (...) particulièrement lors de la promulgation et la mise en application des lois anti-juifs et leurs conséquences tragiques ».

Enfin, M. Robert Covo, responsable de l'association Restructuration du judaïsme français, a critiqué, lundi, la position défendue



par M. Robert Badinter lors de l'anniversaire de la rafle du Vel' d'Hiv', en jugeant que le président du Conseil constitutionnel, dans son discours, avait tendu à « donner la responsabilité des gouvernements qui se sont succédés depuis la Libération ».

Selon M. Covo, « les gouvernements qui se suivent sont responsables, sinon solidaires, des actes des gouvernements auxquels ils ont succédé. De 1940 à 1944, la France n'était pas gouvernée par des extraterrestres, mais bel et bien par des Français de très bon aloi. Pour ce qui est de la légitimité de la nomination de Pétain à la tête de l'Etat, ajoute-t-il, l'historien et le spécialiste Badinter devrait, mieux que quiconque, savoir que la même Chambre qui, en 1936, porta le Front Populaire au pouvoir, vota les pleins pouvoirs à Pétain, en 1940 ».

Remous au « Figaro »

### M. Philippe Villin refuse de désavouer M. Yann Clerc

Le Figaro est-il un journal pétainiste ? Depuis le 9 juillet, date à laquelle l'Express a publié une enquête d'Eric Conan consacrée au « retour d'une idéologie », en l'occurrence le pétainisme, la question agite la rédaction du journal dirigé par M. Robert Hersant.

Dans son minutieux travail journalistique, l'Express reproduisait les propos de M. Yann Clerc, secrétaire général de la rédaction du Figaro, ex-candidat du Front national au premier tour des législatives de 1988 dans la troisième circonscription d'Ille-et-Vilaine, puis candidat sur la liste Union des droites à Versailles aux municipales de mars 1989, et enfin responsable de l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain (ADMP). C'est à ce dernier titre que M. Clerc s'était félicité de n'avoir travaillé au Figaro que sous « les ordres de patrons authentiquement et sincèrement pétainistes » (Pierre Brissot, Jean Prouvost, Raymond Bourguin et Robert Hersant). Il ajoutait en outre : « Nous (sous entendu l'ADMP) assumons tout ce que Pétain a assumé. C'est-à-dire Vichy en bloc. » Y compris la « légitimité » du statut des juifs, ajoutait alors l'Express.

De tels propos ont provoqué

d'embellir un émoi certain au sein de la rédaction du Figaro. Des lettres ouvertes de quelques journalistes scandalisés étaient rendues publiques et les élus Forces ouvrières, estimant que « l'honneur et l'indépendance politique de la rédaction » étaient mis en cause, demandaient la réunion d'un comité d'entreprise extraordinaire : sa séance du mardi 21 juillet a illustré le malaise, plus qu'il ne l'a dissipé. M. Clerc, qui est venu s'expliquer, n'a nié aucun des propos reproduits par l'Express. Il a rappelé qu'à Lyon, où la rédaction du Figaro s'était repliée pendant la guerre, un portrait de Pétain ornait le hall du journal. Citation livresque à l'appui, il a assuré que Pierre Brissot portait un réel respect au maréchal. Il a cependant précisé que la phrase sur le statut des juifs allait au-delà de sa pensée. M. Clerc a également regretté de n'avoir pas demandé au journaliste de l'Express de ne pas faire état de ses fonctions au Figaro.

#### Ni blâme ni reproche

Ni blâme ni reproche ne lui ont été adressés par M. Philippe Villin, vice-président-directeur général du Figaro : M. Clerc n'exerce aucune fonction rédactionnelle, ne signe pas d'éditoriaux, par conséquent ses positions politiques publiques

On a crié « Mitterrand à Vichy ! » C'était le jeudi 16 juillet, à l'angle du boulevard de Grenelle et de la rue Nélaton, à Paris, où l'on commémorait la rafle du Vel' d'Hiv'.

On a dit que M. Mitterrand n'était pas « tout à fait clair » car « on ne peut pas à la fois condamner Vichy et en avoir été un personnage influent ». C'était le dimanche 19 juillet à Tourves (Var) et le propos venait de M. Jean-Marie Le Pen.

On a relevé que M. Mitterrand avait commis un article, en décembre 1942, dans France, revue de l'Etat nouveau, un « mensuel à forte relente antisémite ». C'était dans l'enquête consacrée par l'Express du 9-15 juillet à la résurgence de l'idéologie pétainiste.

On a envoyé au Monde un pli rappelant que le nom de François Mitterrand figurait dans l'Annuaire de la francisque parmi les titulaires de cette décoration accordée « pour services rendus à l'Etat français ». C'était, pour la troisième fois, un courrier anonyme.

On a évoqué, ici et là, l'existence de relations « amicales » entre le président de la République et l'ancien secrétaire général de la police sous Vichy, René Bousquet, inculpé depuis un an de crimes contre l'humanité.

On a jugé que « même s'il a eu un itinéraire honorable dans la Résistance », M. Mitterrand « ne peut pas renier le jeune homme qu'il a été ». C'était dans les colonnes du Parisien, encore le 16 juillet, un sentiment exprimé par M. Serge Klarsfeld.

On polémiquait aujourd'hui autour de la question qu'a posé M. Mitterrand, selon le même M. Klarsfeld, de ne plus fleurir désormais, le 11 novembre, la tombe de Philippe Pétain.

Ainsi s'est actualisée, ces derniers jours, la plus vile des vieilles rumeurs colportées sur le passé du président de la République. Revêtu donc François Mitterrand le suspect, tel que l'aime surtout l'extrême droite ! Le génie du double jeu qui aurait poussé à pervertir la nature jusqu'à s'évader - en décembre 1941, à la troisième tentative - du stigmate qu'il avait emprunté après avoir été blessé dans les combats de juin 1940 pour devenir ensuite un vrai vichyste camouflé sous un faux résistant et qui aurait machiavéliquement trompé tout le monde et les siens jusqu'à nos jours...

Dans sa Lettre ouverte aux hommes politiques, en 1976, l'ancien chef du service politique du Monde, Pierre Vianon-Ponté, écrivait à ce sujet, en s'adressant à M. Mitterrand : « Votre participation à la Résistance est bien connue, établie, mais déjà l'ambiguïté d'une

position qui était le fait de beaucoup d'hommes, mais d'une couverture officielle a facilité les premières colonnes. Fonctionnaire de Vichy et en même temps fondateur d'un réseau, il vous fallait feindre de servir l'Etat du maréchal Pétain en plein jour afin de mieux contribuer à le détruire la nuit. Ce n'est jamais facile ni agréable. Tandis que vous étiez sous le masque à Londres, puis à Alger en 1943, vous heurtiez d'ailleurs avec les gaullistes au point que leur chef songeait un moment à vous faire arrêter parce que vous l'agaciez déjà, vos amis de l'heure bord vous inscrivaient à votre insu et d'office parmi les titulaires de la francisque, l'Ordre de Saint-Louis créé pour les serviteurs par le vieux maréchal. Ah ! Cette francisque ! Vous ne l'aviez bien entendu ni demandée ni acceptée et elle n'avait d'ailleurs, dans votre cas et dans ces conditions, aucun caractère compromettant (...).

Pendant que vous étiez à Londres et à Alger sous le masque du « capitaine Monier », votre pseudonyme, vous auriez pu aussi bien être, par Vichy, condamné à mort devant quelque tribunal militaire et déchu de la nationalité française que décoré et honoré (...). La vérité est que vous étiez un des chefs de la Résistance et qu'aucun véritable résistant n'a pu en douter une seconde (...). Seulement voilà, un jour, plus tard, des adversaires dans une bataille politique feindront de découvrir que vous aviez été décoré par Vichy. Ils tenteront de jeter la suspicion sur votre appartenance à la Résistance (...). Pensez donc : agent de la Résistance mais suspect à de Gaulle et en même temps serviteur de Pétain décoré pour sa fidélité : un procès en or qui ne finira jamais !

Pierre Vianon-Ponté ne se trompait pas : ce procès continue. Charles de Gaulle lui-même a pourtant déjà fait litière de la colonnie dans les combats de guerre, il citait François Mitterrand, qu'il avait rencontré pour la première fois à Alger, en décembre 1943, parmi les « chargés de mission » faisant la navette entre la France

occupée et la France libre, pour le tenir au courant de l'évolution de la situation dans le pays. C'est dans ces circonstances que, en août 1944, en tant que fondateur du Mouvement national des prisonniers de guerre, déportés et réfugiés dans le gouvernement provisoire, M. Mitterrand participa au premier conseil de gouvernement de la France libre, sous la présidence du général de Gaulle.

#### « J'ai toujours refusé d'être anti »

Peut-être M. Mitterrand paie-t-il aujourd'hui le prix politique de la pudeur qu'il a toujours observée sur cette période de sa vie. Chaque fois qu'on tente de l'amener sur ce terrain historique, il fait comprendre qu'en paix avec sa conscience, il ne reconnaît à personne le droit de lui réclamer quelque justification que ce soit sur sa francisque ou ses écrits de l'époque, qu'il a lui-même rendus publics dans ses recueils de textes (1). Quant à sa prétendue bienveillance pour le pétainisme, elle trouve sans doute une explication dans le regard que M. Mitterrand a toujours porté sur... le général de Gaulle : « Moi qui n'ai jamais été gaulliste, j'ai toujours refusé d'être anti (...) Je n'ai jamais été gaulliste à la façon du moins dont, à quelque époque que ce soit, il fallait, pour lui, mériter cette appellation. La figure singulière du chef de la France libre me séduisait et me glaçait. Je considérais notre résistance sur le territoire national, au contact intéressant de la torture et de la mort, comme d'une autre nature que la résistance extérieure et ne reconnaissais pas à celui-ci la primauté dont elle se privait. Je considérais que la résistance était à appliquer au combat mené de Londres et d'Alger, épisode d'une guerre traditionnelle. J'admirais cette poignée d'hommes qui, autour de Char-

les de Gaulle, affirmait la présence française sur tous les fronts à la fois dans le moindre des instants de nos alliés. Mais je me sentais différent et j'avais l'impression d'un combat dont je pensais que la gloire était confisquée au peuple dont j'étais » (2).

Car, si rien n'autorise à prétendre que M. Mitterrand ait été pétainiste alors qu'il œuvrait dans la Résistance, en prenant ses distances vis-à-vis du général de Gaulle, tout porte à croire qu'il n'a jamais été non plus farouchement anti-pétainiste pour la raison que son propre vécu d'ancien combattant a de toute évidence entretenu le respect du héros de Verdun qui faisait partie, pour sa génération, du glorieux héritage des Poilus de 14-18. Et sans doute fait-il également, dans le regard qu'il porte sur cette tranchée de l'histoire de la France, une certaine différence politique entre les hommes qui, tel René Bousquet, crurent un moment qu'on pouvait collaborer avec l'occupant allemand sans y perdre l'âme et ceux qui, tel Marcel Déat et Jacques Doriot, épousèrent sans ambages le national-socialisme.

Devenu président de la République, M. Mitterrand a voulu tirer un trait politique sur ce passé-là, comme il l'a fait en amnistiant, contre l'avis de certains des dirigeants socialistes, les anciens généraux putschistes de l'Algérie française. Si cette conception du rôle du président de la République appelle peut-être un débat, elle ne mérite sûrement pas la réouverture maladroite d'un faux procès que l'histoire, de toute façon, a déjà rangé au rayon des aberrations politiques.

ALAIN ROLLAT

(1) Dans le premier tome de son ouvrage intitulé *Politique* (Fayard, 1977) M. Mitterrand a notamment reproduit le texte paru en 1942 dans la revue *France*, revue de l'Etat nouveau.

(2) Extrait de *La Paix et le Grain*, Flammarion, 1975.

La campagne du référendum du 20 septembre

### M. Séguin, pédagogue austère

M. Philippe Séguin, député (RPR) des Vosges, qui mène campagne en faveur du « non » au référendum sur la ratification du traité de Maastricht, a animé mardi 21 juillet, une réunion d'information à Nogent-sur-Maine (Val-de-Marne), dans la banlieue parisienne, à l'invitation du maire de la ville, M. Roland Nungesser (RPR), président de Carrefour du gaullisme et en présence de M. Marie-France Garaud.

M. Philippe Séguin prévient d'emblée le millier de personnes venues, mardi 21 juillet, l'écouter au pavillon Balthard de Nogent-sur-Maine : il sera « peut-être ennuyeux » à l'image, précise-t-il, du texte dont il va parler. Car le député des Vosges, co-président avec M. Charles Pasqua (RPR) du Rassemblement pour le non au

référendum sur la ratification du traité de Maastricht, n'a pas l'intention de rechercher un succès facile. Il est là pour expliquer : « Votez « oui », votez « non », mais votez en connaissance de cause ».

Didactique, M. Séguin brosse un tableau historique de la construction européenne et n'hésite pas à évoquer la querelle de la Communauté européenne de défense (CED) : « Certains disaient déjà, à l'époque : « si on dit « non », on va tout casser. Et trois ans plus tard, le traité de Rome était signé ».

Reprenant la thèse qu'il défend sans relâche depuis le débat à l'Assemblée nationale, M. Séguin dénonce la « dérive » des institutions européennes et le pouvoir renforcé des « technocrates qui n'auront de comptes à rendre à personne ».

Contrairement à ses « amis de l'opposition », qu'il a tenu à « mettre en garde », le maire d'Epinal ne croit pas que « Maastricht est un peu comme une amorce espagnole

dans laquelle on mettra ce qu'on voudra ». Ce traité, ajoute-t-il, « sera bel et bien ce qu'il est, un carcan qui imposera un modèle politique, économique et social unique, sur lequel ni les élus, ni les gouvernements nationaux n'auront réellement de prise ».

Mais les piques lancées par M. Séguin sont rares : plus que condamner, l'orateur veut surtout expliquer, « imposer le débat ».

Pour les partisans du « non », le temps est compté et aucune explication ne saurait être négligée. M. Séguin sait qu'au mois de septembre, pendant la campagne officielle, les opposants au traité ne disposeront « que d'un sixième du temps de parole ». Aussi compte-t-il sur chacun de ses auditeurs pour relayer sa campagne contre Maastricht, « en famille, auprès de vos amis, dans votre entreprise ». Et il veut croire que la victoire est « possible », convaincu que si les « non » continuent de progresser au même rythme que ces deux derniers mois, « il ne restera plus de voix pour le oui ».

F.-X. R.

### « La classe politique est en train de faire de l'Europe une affaire foireuse » affirme M. Brice Lalonde

Le fondateur de Génération Ecologie, M. Brice Lalonde, a présenté, mardi 21 juillet, à Paris, sous le titre de « Génération Europe », le comité national pour le « oui » à l'Europe qu'il a constitué avec le concours d'une quinzaine de relais locaux, et qui se propose d'organiser cet été plusieurs réunions, en particulier dans le Var, l'Hérault, la Gironde, les Bouches-du-Rhône et la Finistère. Pour justifier cette initiative, l'ancien ministre de l'environnement a notamment déclaré : « Nous sommes inquiets d'une certaine dérive politicienne. Nous avons l'impression que la classe politique française est en train de faire de l'Europe une affaire foireuse. Nous rendons hommage à nos aînés, Jean Monnet et les autres, qui ont donné naissance à l'Europe, mais maintenant nous avons envie de nous emparer de

cette Europe et de la donner aux citoyens ».

En marge de sa conférence de presse, M. Lalonde a également évoqué ses contacts avec les dirigeants des Verts pour regretter que ces discussions en vue d'un éventuel accord électoral pour les législatives de mars 1993 « entraînent » en longueur et pour s'interroger sur la volonté d'aboutir de M. Antoine Waechter. « J'ai fait des propositions, a-t-il notamment déclaré, il n'y a pas l'air d'avoir envie. J'attends une réponse. Je ne comprends pas ce qu'il veut. Je crois qu'il veut être au gouvernement ». Alors qu'on lui demandait quand pourrait aboutir ces conversations entre les deux formations, l'ancien ministre a lâché : « Demandez à Waechter ! Il est franc comme un âne qui recule ».

Le RPR critique les « réponses partielles » du gouvernement aux agriculteurs. - L'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), dont le président, M. Pierre Cormorèche, avait participé aux négociations sur le plan d'accompagnement de la réforme de la politique agricole commune (PAC), considère que les mesures du gouvernement (le *Monde* du 22 juillet) représentent « une avancée ». Mais elle attend que l'action engagée soit « rapidement amplifiée ». Le MODEP qualifie les mesures de « ridicules » et assure que certaines ne sont que « la reconduction des aides de l'an passé ». Le syndicat agricole de tendance communiste revendique une « PAC fondée sur des prix agricoles rémunérateurs et garantis ». Du côté des partis politiques, le RPR considère que les aides sont très en deçà des attentes des agriculteurs et des besoins réels de ce secteur : Le gouvernement socialiste (...) n'a apporté que des réponses partielles (...) laissant à ses successeurs le soin de trouver des financements, ajoute le RPR.

PARISCE ROBERT-DIARD



# SOCIÉTÉ

A la conférence internationale d'Amsterdam

## Controverse sur l'énigme des cas de «sida sans virus»

La deuxième journée de la conférence internationale sur le sida, qui réunit environ dix mille participants à Amsterdam, a été marquée par deux importantes polémiques mettant en cause le système de santé et de surveillance épidémiologique américain. Tandis que scientifiques et journalistes se passionnaient pour les cas de déficits immunitaires «sans virus» révélés par *Newsweek*, un vif débat portait sur la définition même du sida opposait les responsables du centre de contrôle des maladies (CDC) d'Atlanta aux groupes activistes américains.

### AMSTERDAM

de notre envoyé spécial

Le docteur James Curran, directeur de la division sida du CDC d'Atlanta, ne pensait pas, en arrivant au congrès mardi 21 juillet, qu'il allait passer une aussi inoubliable journée. Entre-temps, l'édition datée du 27 juillet, de l'hebdomadaire américain *Newsweek* avait commencé à circuler parmi les milliers de congressistes et les centaines de journalistes présents à Amsterdam (le Monde du 22 juillet).

Était-on revenu à 1981, lorsque des cas inexplicables de déficit immunitaire frappant essentiellement des homosexuels avaient été diagnostiqués sur la Côte ouest des États-Unis ? Le possible nouveau virus évoqué par *Newsweek* allait-il replonger le monde dans la situation où il était entre 1981 et 1985, avant la mise en place des tests de dépistage ?

Dès 9 heures, l'assistance fut informée qu'une session spéciale serait organisée à l'heure du déjeuner pour évoquer ces mystérieux cas de déficit immunitaire, cliniquement semblables au sida, mais chez lesquels — différence essentielle — il est, semble-t-il, impossible de retrouver la moindre trace du VIH-1 ou du VIH-2.

A 13 h 30, le vaste amphithéâtre de la Grote Zaal était plein à craquer. A la tribune, se trouvaient deux des principaux responsables de la recherche sur le sida aux États-Unis, les docteurs Anthony Fauci (directeur de l'Institut national de l'allergie et des maladies infectieuses, Bethesda) et James Curran. Nullement impressionné, le docteur Jeffrey Laurence (Cornell University Medical College, New York) détailla les cinq cas auxquels il s'appuyait à l'appellation dans la revue médicale britannique *The Lancet*.

Il s'agit de deux homosexuels, d'un hétérosexuel, d'une femme d'origine hispanique et de quelqu'un travaillant en milieu sanitaire. Tous ont un déficit immunitaire caractérisé par un faible taux de lymphocytes T4. Cliniquement, leur tableau s'apparente à un sida, avec en particulier des infections opportunistes «classiques» (pneumocystose, candidose, sarcome de Kaposi). Dans les cinq cas, il a été impossible de retrouver la moindre trace des virus HIV-1 ou HIV-2, ni même de tout virus susceptible d'induire un déficit immunitaire (HTLV 1 et 2 en particulier). Le docteur Laurence précisait qu'un cas semblable avait été publié l'an dernier, au congrès de Florence, dans l'indifférence la plus totale.

### Publier au plus vite

Il insistait sur le fait que ces cinq cas isolés, d'apparence sporadique, ne devaient en aucun cas provoquer de panique, mais qu'il semblait normal, étant donné l'énigme qu'ils représentent, de les évoquer devant les congressistes. Le docteur Curran expliqua ensuite qu'il avait eu connaissance de six autres cas semblables (dont deux survenus chez des personnes ayant subi une transfusion sanguine). Ces six cas, ajouta-t-il, ne peuvent être considérés comme des cas de sida dans la mesure où aucune trace du virus n'a pu être retrouvée : «Il s'agit juste de déficits immunitaires», expliqua-t-il, ajoutant qu'il était impossible, dans l'état actuel des choses, de parler de l'émergence d'une nouvelle épidémie. Enfin, il s'avoua incapable de donner des pistes concernant un éventuel agent causal, précisant simplement qu'il pourrait s'agir également d'une souche mutante, indétectable, de VIH.

Plusieurs scientifiques rapportèrent alors, à commencer par le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur, Paris), des cas semblables. L'un d'eux en profita pour interroger le docteur Curran : «Puisque vous étiez au courant de six cas

semblables, n'auriez-vous pas dû les publier immédiatement dans la revue du CDC ?». Surpris de voir la salle applaudir, le docteur Curran répondit qu'il s'engageait à les publier au plus vite. Pour sa part, le docteur Fauci lança un appel aux scientifiques ayant eu connaissance de cas semblables pour qu'ils les publient sans tarder. «Il y va de votre responsabilité de scientifiques», s'exclama-t-il.

Mais que se serait-il passé à Amsterdam si *Newsweek* n'avait pas révélé ces cas mystérieux ? Cette question, James Curran se l'entendit poser une dizaine de fois au cours de la conférence de presse. Il eut beau expliquer qu'il n'avait pas grand-chose à voir avec les cas de 1981 (qui avaient été révélés par le même CDC), qu'ils étaient isolés, rien n'y fit. «Puisqu'il s'agit apparemment d'un syndrome non détectable mais transmissible, comment allez-vous faire pour mettre au point un test de dépistage ?», demanda un journaliste. Le docteur Fauci répondit que tout était mis en œuvre pour limiter le risque transfusionnel, en particulier grâce à l'exclusion des donneurs à risque. Un instant, on se serait cru revenu en 1983, la conscience exacerbée du risque en plus.

### Une nouvelle définition ?

Cet épisode est significatif du nouvel état de vigilance des chercheurs et des journalistes. Il y a onze ans, quand furent publiés les premiers cas de sida, un tel incident dans l'enceinte d'un congrès de pneumologie ou de cancérologie (les pneumocystoses et les sarcomes de Kaposi relèvent également de ces deux disciplines) aurait été impensable. Cette fois, le lien entre, d'une part, la recherche fondamentale et la recherche clinique, et d'autre part, l'épidémiologie et la santé publique s'est fait en quelques heures. «Sur ce problème, expliquait le docteur Curran, j'en ai appris plus en quelques heures qu'en quelques années».

Cet épisode est significatif aussi du malaise, sinon de la crise, que traversent les États-Unis du fait du sida. Considérée par les Américains, selon un récent sondage, comme le problème numéro un, l'épidémie se développe rapidement parmi les couches les plus défavorisées de la population. Les Noirs et les personnes d'origine hispanique des deux sexes sont parmi les plus touchés. Cette grave situation sanitaire — officiellement le cas des deux cent mille malades atteints de sida — a été largement dépassée — met en lumière les limites de la protection sociale aux États-Unis.

Il s'ensuit entre les groupes activistes comme Act Up et les pouvoirs publics une tension grandissante, les premiers accusant les seconds de négliger les malades économiquement défavorisés. Dernièrement, les groupes féministes sont eux aussi entrés dans la polémique, accusant le CDC et l'administration Bush de sexisme parce qu'ils sous-estiment le nombre de femmes malades.

Ce débat sur l'accès aux soins aux États-Unis s'est exprimé de manière inattendue à Amsterdam, à l'occasion d'une séance consacrée à la définition du sida. Cette question, a priori d'ordre purement scientifique et épidémiologique, fait l'objet aux États-Unis d'une polémique intense. Les activistes réclament en effet une nouvelle définition qui permettrait d'inclure dans la catégorie «malades du sida» soit des personnes séropositives asymptomatiques mais ayant un faible taux de lymphocytes T4, soit des malades séropositifs ayant des infections opportunistes ne figurant pas sur la liste établie en 1987 par le CDC.

Pour les personnes les plus défavorisées, cette mesure pourrait avoir des conséquences positives dans la mesure où certaines agences américaines de financement des soins n'acceptent de prendre en charge que le traitement des malades «officiellement» atteints de sida. En revanche, les épidémiologistes, non seulement du CDC mais également d'Europe occidentale, sont plutôt défavorables à une nouvelle définition du sida qui, disent-ils, serait forcément moins spécifique, ce qui rendrait la surveillance épidémiologique moins efficace. «Ce n'est pas en changeant la définition du sida que nous parviendrons à régler un problème aussi fondamental que celui de l'accès aux soins», a déclaré le docteur Jean-Baptiste Brunet, directeur du Centre européen de lutte contre le sida. C'est aux responsables politiques d'exercer, comme ailleurs, leurs responsabilités.

FRANCK NOUCHI

Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris

## Les «stocks» du docteur Habibi

Le docteur Bahman Habibi, ancien responsable de la diffusion des dérivés sanguins au Centre national de la transfusion sanguine (CNTS), a longuement témoigné devant la 16<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris, mardi 21 juillet, en fin d'après-midi. M. Jean Weber, ancien haut fonctionnaire, le professeur Jean Bernard, et le journaliste Anne-Marie Casteret avaient auparavant déposé.

On attendait le témoin Jean Weber. On eut un terrible accusateur, frémissant et indigné, la voix claquant dans la prétoire. Mardi 21 juillet, cet ancien responsable de la direction de la pharmacie et du médicament jusqu'en 1982, aujourd'hui banquier, n'était pas venu à la barre pour déposer sagement mais pour dire leur fait au chef de service de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), à un conseiller ministériel et à deux ministres.

Mais d'abord, droit comme un i, strictement habillé dans un complet bleu nuit, M. Weber, cité par le bâtonnier Gérard Cahn (Colmar), prit la défense du docteur Robert Netter, ancien directeur du Laboratoire national de la santé aujourd'hui assis sur le banc des prévenus : «Personne n'a compris son inculpation, au ministère de la santé».

Et le témoin s'en prit au rapport de l'inspecteur général Michel Lucas, remis en septembre 1991, suggérant que le docteur Netter aurait dû alerter personnellement le ministre des dangers encourus par les hémophiles. «Je suis tout à fait ému, monsieur le Président, mais c'est complètement faux», lança M. Weber. Le ministère de la santé ne fonctionnait pas comme ça. On ne peut pas prétendre qu'un fonctionnaire du niveau du docteur Netter pouvait se présenter dans l'antichambre d'un ministre. S'il l'avait fait, on l'aurait renvoyé sur M. Claude Weisselberg, conseiller technique.

### Lettre sans réponse

La charge de cet ancien inspecteur des finances ne faisait que commencer. Car il indiqua bientôt au tribunal qu'il était en réalité de la responsabilité du docteur Michel Garretta, «le fabricant», ou du ministre, en vertu de la loi de 1983 sur la consommation, d'interdire la vente aux hémophiles des concentrés sanguins infectés par le virus du sida. «Le docteur Weisselberg était complètement informé, beaucoup plus informé que moi, de la mort des risques», affirma-t-il.

Passionné et retenu, vibrant et contrôlé, M. Weber devait encore expliquer dans le détail l'étonnant feuilleton de l'enregistrement retardé des tests de dépistage du sida proposés par la firme américaine Abbott et l'Institut Pasteur, dont il était devenu le PDG en 1984-1985. Car le témoin eut à cœur de rectifier plusieurs commentaires du rapport Lucas et plu-

sieurs informations avancées par d'autres témoins. Ainsi souligna-t-il que l'Institut Pasteur fut tout autant victime de la haute administration et du ministère des affaires sociales que la firme Abbott.

«Contrairement à tout ce qui a pu se dire, nous avons eu au milieu de l'année 1984 que nous serions capables de fournir nombre de tests à la mi-1985. J'ai adressé une lettre à M. Edmond Hervé [secrétaire d'État à la santé], mais je n'ai pas reçu de réponse». Et M. Weber comme — alors que le test Pasteur est autorisé en RFA dès le mois d'avril 1985 — les différents obstacles auxquels il se heurta, comment ses propositions verbales et écrites s'évaporaient le plus souvent dans les couloirs des ministères.

Ce n'est que plusieurs années après qu'il apprendra que le ministère des affaires sociales chiffrait la généralisation du dépistage à 200 millions de francs au minimum tandis qu'il avançait, à juste titre, un coût de 80 millions au maximum. «On voulait tellement éviter la mise en place du test...», soupire-t-il.

Ainsi l'enregistrement du test Pasteur fut-il retardé de mois en mois, jusqu'au 21 juin 1985, pour des raisons financières et prétendument éthiques, chacun se demandant s'il faudrait ou non annoncer aux personnes séropositives leur état. La voix grave, l'ancien PDG exprime alors un regret, celui d'avoir trop longtemps espéré en une réponse rapide du ministère dirigé par M. Georgina Dufour : «J'ai eu tort de maintenir mon offre puisque le ministère des affaires sociales n'en voulait pas. Dans le même temps, monsieur le Président, on me demandait des tests à l'étranger et les patients étrangers sont aussi respectables que les patients français».

En regard, la déposition du professeur Jean Bernard, qui resta président de la Fondation de la transfusion sanguine jusqu'en décembre 1984, fut de la musique de chambre. Le professeur rappelle que les conseils d'administration étaient tout entier consacrés aux problèmes financiers et à l'équilibre budgétaire du CNTS. Le sida ? «Je n'ai pas souvenir qu'il ait été question une fois», dit-il.

En revanche, deux choix qui ont profondément influencé la politique du CNTS et avec lesquels il prend ses distances. Le premier concerne la stratégie tournée vers la production à la chaîne de concentrés non chauffés à partir de 1983. «Je pense qu'il valait mieux consacrer l'argent à la recherche qu'à de nouvelles installations techniques», critique-t-il.

Le second a trait à la nomination du docteur Garretta à la tête du CNTS, en octobre 1984, en dépit de «ses exposés fréquents et excellents sur les problèmes de gestion». «J'ai défendu la candidature du professeur Salmon et je n'ai pas été suivi», note Jean Bernard. Or le remplacement des hospitalo-universitaires par des gestionnaires était l'une des mesures craintes pour le CNTS. Ce n'est un

secret pour personne. Anne-Marie Casteret, journaliste à l'Événement du jeudi, auteur du livre *À la recherche du sang* (éditions La Découverte), vint à son tour témoigner qu'il y avait tous les éléments pour décider le retrait de la vente des produits non chauffés mais qu'une véritable désinformation fut organisée au cours des années 1984 et 1985. Et le témoin remit au tribunal un document original du Centre national de la transfusion sanguine (CNTS) révélant, dès le 13 mars 1984, que, sur un «échantillon» de cent trente-trois hémophiles, 60 % étaient séropositifs.

### Sur fond de murmures

Or ces résultats, indique Anne-Marie Casteret, furent communiqués au cours d'une réunion aux médecins et aux scientifiques du CNTS (le docteur Garretta n'y participait pas). «Toutes les raisons étaient réunies pour prendre les mesures les plus draconiennes», ponctua le journaliste.

Plus tard, M. Sabine Paugam, partie civile, lui demanda comment il était possible d'interpréter la distinction opérée par le docteur Bahman Habibi, ancien responsable de la diffusion des dérivés sanguins au CNTS, entre «produits sanguins contaminés» et «produits sanguins contaminés». «Je pense que Coluche en aurait fait un sketch», cingla Anne-Marie Casteret avant de s'étonner de la présence du docteur Netter parmi les inculpés et de l'absence du docteur Habibi.

Ce fut précisément bientôt à son tour de déposer devant le tribunal. «Docteur Habibi, vous jurez de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité. Vous levez la main droite et vous dites : Je le jure», lui demanda le président Jean-Louis Mazères. Le docteur Habibi, levant la main droite : «Monsieur le Président, je jure de dire toute la vérité qui est accessible à ma connaissance».

Vous dites : Je le jure, le reprend le président.

«Je le jure».

Sur fond de murmures, le docteur Habibi va répondre durant plus de deux heures aux questions en posture d'accusé, arguant fréquemment de sa «perplexité» durant les années 1984 et 1985 et de l'impossibilité de trancher parmi les nombreuses incertitudes scientifiques. Systématiquement, il retient les hypothèses les plus favorables à son attentisme d'alors.

«Comment réagissez-vous lorsque le docteur François Pinon vous prévient, le 17 décembre 1984, que le taux de contamination des donneurs de sang sur Paris est de 5 pour 1 000 ?», lui demande M. Caroline Betti, partie civile.

«Ma réaction est simple : ce taux était beaucoup trop élevé pour être vrai. Ces prélèvements sanguins avaient été réalisés dans des lieux à hauts risques, et ces conclusions étaient manifestement exagérées».

«Quel que soit le taux, ne fallait-il pas prendre des mesures

d'urgence en raison du mélange de ces dons dans des pools de sang ?

«Mais quelle signification pouvait-on donner à cette séropositivité ? Il faut savoir que, en 1985, il existe un optimisme relatif à ce sujet».

«Avec un taux de 100 %, on se serait inquiété», coupe ironiquement le président.

Le tribunal s'intéresse alors longuement au rapport adressé le 30 mai 1985 par le docteur Habibi à M. Hervé. Un rapport présenté comme l'œuvre d'un groupe de trente-quatre experts et dans lequel la très grande majorité d'entre eux ne se retrouvent pas. C'est son rapport, je l'assume, intervient le témoin. Il faut un maître d'œuvre pour arriver à des conclusions claires.

Mais, précisément, un reproche pesait sur le docteur Habibi, accusé d'avoir brouillé les conclusions soumises au ministre. En réajoutant quelques lignes dans ce rapport avant de le remettre, n'en a-t-il pas faussé le sens ? N'a-t-il pas plaidé contre «le rappel de tous les produits non encore utilisés et l'arrêt de toute distribution» des produits non chauffés ? La seule lecture du rapport par le président Mazères en offre la démonstration. La veille, le docteur Pinon, spécialiste de la transfusion, s'en était indigné au cours de sa déposition.

Le docteur Habibi, en mauvaise posture, se défend : «Je n'ai pas le sentiment d'avoir travestie les conclusions du groupe d'experts. Le point capital qu'il faut souligner, c'est l'inefficacité du chauffage des concentrés pour lutter contre les hépatites non A non B. Le danger du chauffage était donc réel. Et celui du sida ? Le problème était beaucoup plus stratégique et politique que médical», répond-il.

### «Une association de consommateurs»

L'ancien responsable de la diffusion des produits dérivés du sang au CNTS doit alors s'expliquer sur les termes de sa note interne du 3 juillet 1985. Une note devenue célèbre où il est question de vendre les concentrés non chauffés aux hémophiles «jusqu'à épuisement des stocks». Comme un fanfreluche, le docteur Habibi avance à pas comptés : «Cela n'avait pas pour but d'épuiser les stocks mais de gérer une période de pénurie. Il fallait jongler avec les produits existants».

Que ce discours trahisse davantage le souci d'un représentant commercial de choc que celui d'un médecin, le docteur Habibi n'en semble pas réellement conscient. Du reste, il résume en une formule ahurissante la vocation de l'Association française des hémophiles : «C'est une association de consommateurs». Et, sans doute pour que ses survivants n'éprouvent pas trop le regret d'avoir «consommé» jusqu'en octobre 1985 des produits infectés par le sida, il insiste : «Le maximum de la contamination a eu lieu en 1982 et 1983».

LAURENT GRELSAMER

Au tribunal administratif de Paris

## La révocation de l'inspecteur Gaudino est confirmée

Le tribunal administratif de Paris a confirmé, le 9 juillet, la sanction prise à l'encontre de M. Antoine Gaudino par l'ancien ministre de l'Intérieur Philippe Marchand, qui, le 18 mars 1991, avait révoqué l'inspecteur de la police nationale pour manquement à l'obligation de réserve.

Cette exclusion faisait suite à la publication, en octobre 1990, du livre de l'ancien inspecteur — *Enquête impossible* — racontant par le détail l'enquête de la brigade financière du SRPJ de Marseille sur l'affaire des fausses factures du Sud-Est, qui avait révélé les méthodes de financement occulte du PS.

Le 27 mai 1991, M. Gaudino avait saisi le tribunal administratif de Paris d'un recours en annulation de la révocation. L'ex-inspecteur estimait notamment que le conseil de discipline ayant proposé cette sanction au ministre, le 14 mars 1991, avait en recours à une «mesure discriminatoire exceptionnelle» : la remise en vigueur du système de la voix prépondérante accordée au président (en qualité de représentant de l'administration) de cette instance paritaire où siègent

les syndicats et l'administration. Malgré le soutien apporté à M. Gaudino par les représentants syndicaux, un avis d'exclusion avait ainsi pu être émis par le conseil de discipline. Or, si le recours à la voix prépondérante est bien prévu par un décret du 24 janvier 1968, son usage avait été abandonné à la suite d'un engagement du ministre de l'Intérieur rendu public le 14 mars 1990.

Le jugement du tribunal administratif a considéré que M. Gaudino a méconnu l'obligation de discrétion professionnelle ainsi que l'obligation de réserve, en mettant en cause diverses autorités de police et de justice tout en portant des appréciations critiques sur l'attitude de ces autorités et sur le fonctionnement de ces services publics.

«Un gouvernement crédible ne peut tout à la fois reconnaître la nécessité de lutter contre la corruption politique qui gangrène le pays et sanctionner très lourdement celui qui a été à l'origine de la prise de conscience de ce fléau économique», a commenté M. Gaudino, qui a décidé d'engager un nouveau recours devant le Conseil d'État.

### SCIENCES

#### Accord pour la mise au point d'un réacteur international de fusion thermonucléaire

Les États-Unis, la Russie, le Japon et l'Europe (à laquelle s'est associé le Canada) ont décidé d'aller de l'avant dans la mise au point d'une machine qui devrait leur permettre d'étendre enfin la maîtrise de la fusion thermonucléaire contrôlée (le Monde du 4 décembre 1991). Ces pays ont signé, mardi 21 juillet à Washington, l'accord sur «l'étude d'ingénierie détaillée» d'ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor), réacteur de recherche commun, dont le projet fut lancé en février 1988.

Cette étude sera menée sur six ans. Elle sera supervisée par M. Paul-Henri Rebut, directeur (français) du JET (Joint European Torus, le réacteur expérimental de fusion européen), qui sera aidé d'une «équipe centrale de coordination» répartie entre trois centres «d'importance équivalente» situés à Garching (Allemagne) pour l'Europe, Naka pour le Japon, et San-Diego (Californie), pour les États-Unis. Les

travaux de recherche et de développement se feront dans les laboratoires nationaux et les entreprises industrielles des pays concernés.

### INTÉMPÉRIES

#### Quatre morts et deux blessés graves en raison des orages

Quatre personnes sont mortes, deux autres ont été gravement blessées à la suite des orages qui ont traversé toute la France lundi et mardi. A Arches (Haute-Savoie), un gargon de treize ans a été emporté par un torrent lundi en fin d'après-midi. Son corps n'a été retrouvé que le lendemain. A Beaune (Côte-d'Or), un couple de campeurs néerlandais est mort dorénavant par un saut, dans la nuit de lundi à mardi. En Charente-Maritime, dans la même nuit, la chute d'un autre arbre a provoqué un accident de la circulation sur la N 137. Deux véhicules sont entrés en collision, faisant un mort et un blessé grave. Enfin, une personne a été gravement blessée dans un accident provoqué par des pluies diluviennes à Fontainebleau (Seine-et-Marne).

JP 11-62 1520



150

## POINT / L'ÉCLATEMENT DE LA FEN

### De l'unité au tribunal

Le tribunal de grande instance de Paris a rendu, mercredi 22 juillet, son jugement dans l'affaire qui oppose deux syndicats de la Fédération de l'éducation nationale à la direction de la Fédération. Le SNES (Syndicat des enseignants du second degré) et le SNEP (Syndicat national de l'éducation physique) - soutenus par cinq syndicats et tendances minoritaires - qui contestaient, en effet, la mesure d'exclusion prise contre eux au mois de mai par le conseil fédéral ont obtenu gain de cause. Le tribunal a annulé la

décision du conseil fédéral de la FEN, prise le 6 mai, qui aboutissait à l'exclusion immédiate des deux syndicats minoritaires. Le tribunal a estimé, en substance, que seul un congrès de la FEN pouvait prendre une telle décision car, à ses yeux, le conseil fédéral n'a qu'un pouvoir d'administration à la FEN. Cet épilogue judiciaire, qui risque de peser lourd sur l'avenir de la FEN, ponctue une crise qui couvait depuis longtemps mais qui a éclaté de façon brutale et irrémédiable depuis quatre mois.

La guerre est désormais ouverte entre la majorité de la fédération, proche des socialistes et dominée par les enseignants du primaire, et ses minorités, animées notamment par des enseignants communistes et qui rassemblent principalement des professeurs du secondaire. La rupture de l'unité de la FEN, qui faisait son originalité et sa force depuis près d'un demi-siècle, bouleverse le paysage syndical du monde enseignant et va peser, au-delà, sur l'avenir du syndicalisme français.

## La forteresse à l'agonie

Depuis trois mois, la FEN n'est plus la FEN. Les masques sont tombés. De menace rituelle et rhétorique, la rupture est devenue réalité. Le numéro deux de la nébuleuse enseignante, le SNES (Syndicat national des enseignants du second degré), ainsi que le SNEP (Syndicat national de l'éducation physique) ont été exclus par la majorité. Les proscrits et les minoritaires en ont appelé aux tribunaux. Et la direction fédérale joue désormais son avenir sur un coup de dés : ça passe ou ça casse.

Comment en est-on arrivé là ? Depuis près d'un demi-siècle, la FEN vivait de ses querelles internes. Elle se vivait même plutôt bien. Les disputes de congrès, les campagnes de tendances, les « retiens-moi-on-le-fait-un-malheur » avaient même fini par façonner son histoire, sa culture, sa doctrine. Au point que la fédération semblait tirer sa force et son originalité, dans le paysage syndical français, de cet équilibre fragile entre les différentes familles de la gauche française, comme entre les multiples corporations du monde éducatif - instituteurs ou professeurs, enseignants et non-enseignants.

L'aventure avait commencé dans le bouillonnement de l'après-guerre. Sur un coup de dés. Forte du mouvement social de la Libération, du tout nouveau statut de la fonction publique (1946), des projets de réforme du système éducatif (le plan Langevin-Wallon date de 1947), la Fédération générale de l'enseignement, qui regroupait 114 000 enseignants au sein de la CGT, change de nom en 1946, devient la Fédération de l'éducation nationale, s'ouvre aux non-enseignants et crée la Mutualité générale de l'éducation nationale (MGEN) pour administrer toute la sécurité sociale des personnels de l'éducation nationale.

Cet empire naissant est immédiatement confronté à son destin, à la charnière de l'année 1947. La rupture du tripartisme en France, les enjeux du plan Marshall de reconstruction de l'Europe sous la houlette américaine, l'enseignement de la guerre froide, obligent chacun à choisir son camp : les communistes poussent la CGT aux grèves dures de l'automne, Léon Jouhaux démissionne de son poste de secrétaire général et crée une nouvelle centrale syndicale, la CGT-Force Ouvrière. Somme de rejoindre les uns ou les autres, la FEN - et sa principale composante, le Syndicat national des instituteurs, qui regroupait à l'époque 80 % des adhérents de la fédération - choisit une troisième voie, celle de l'autonomie et de l'unité du monde

enseignant au-delà des divergences politiques. Cela n'est possible qu'au prix du compromis acrobatique sur lequel elle vivait depuis : le maintien, à l'intérieur de chaque syndicat national, de l'affiliation individuelle de l'adhérent à une tendance représentative d'un courant de pensée. Ainsi se constitue les vifs la tendance « autonome », proche des socialistes, majoritaire depuis quarante-cinq ans et rebaptisée Unité, indépendance et démocratie (UID), à la fin des années 60. De l'autre côté, les enseignants proches des communistes se regroupent dans la tendance Unité et action, tandis que le vieux courant anarcho-syndicaliste rejoint par l'extrême gauche trotskiste, se rassemble à l'École émancipée.

Dans le même temps, la FEN réussit une autre prouesse : rassembler sous le même toit toutes les composantes du monde éducatif. Les gros bataillons d'instituteurs, bien sûr, mais aussi les professeurs des collèges et lycées, les universitaires et les chercheurs, les chefs d'établissement et les inspecteurs, les personnels administratifs et les ouvriers de maintenance, les bibliothécaires et les médecins scolaires. Au total, une étonnante nébuleuse de plusieurs dizaines de syndicats, comptant plusieurs centaines de milliers d'adhérents pour le SNI des années 60, ou

seulement quelques dizaines comme le minuscule Syndicat des personnels de l'Alliance française, fort de ses vingt-cinq adhérents en 1991 (voir notre schéma).

Pendant trente ans, jusqu'à la fin des années 70, cette diversité a été une force et un facteur de développement. Partie en 1947 avec un peu plus de 100 000 adhérents, la FEN atteint son apogée en 1978 avec plus de 550 000 syndiqués, et son secrétaire général de l'époque, M. André Henry, évoque, sans rire, le cap des 600 000 membres. Cette expansion impressionnante résulte d'abord de l'explosion du système scolaire français et, en particulier, de l'enseignement secondaire et supérieur qui accompagne la vague démographique de l'après-guerre. Entre 1960 et 1980, le nombre des instituteurs passe ainsi de 215 000 à près de 300 000 ; celui des professeurs du second degré de 100 000 à 300 000. Cette explosion des effectifs masque longtemps les divergences idéologiques et les antagonismes et ses hiérarchies.

En second lieu, la FEN a longtemps profité de la situation politique française pour surmonter ses divisions idéologiques. La création de la V<sup>e</sup> République, l'installation durable de la droite au pouvoir, puis l'aventure du programme commun

de la gauche permettent à la fédération des enseignants de développer un syndicalisme de contestation, cimenté d'une unité minimale, au-delà des divergences persistantes. Enfin, la FEN tire bénéfice de sa puissance croissante, de son hégémonie sur le monde enseignant et de sa primauté dans la fonction publique pour devenir, dans le même temps, un partenaire incontournable des pouvoirs publics. Sa participation aux négociations de Grenelle, en juin 1968, symbolise cette accession au rang de quatrième centrale syndicale française.

### Dégringolade et divisions

Tout commence pourtant à basculer à l'aube des années 80. Jusqu'à la dégringolade et aux désillusions actuelles. Les chiffres sont cruels et sans appel : en douze ans, alors que le nombre des enseignants continue à croître, la fédération aura perdu, inexorablement, 40 % de ses forces, passant de 550 000 adhérents en 1978-1979 à 330 000 au début de l'année 1992. Le syndicat le plus touché est celui de l'enseignement supérieur, le SNEP, qui perd près de 60 % de ses adhérents. Mais l'érosion la plus spectaculaire, parce que massive, est celle qui a affaibli le Syndicat national des instituteurs : ce dernier comptait 300 000 adhérents au congrès de Toulouse en 1980, il se retrouve aujourd'hui un peu au-dessus de 150 000.

Cette désyndicalisation massive, à l'image du processus qui affecte l'ensemble du mouvement syndical français, résulte d'une triple perte d'identité. Politique tout d'abord. Après avoir espéré, pendant vingt ans, l'arrivée de la gauche au pouvoir, la FEN et, de façon plus générale, les enseignants n'en récoltent que les fruits amers après quelques mois d'état de grâce. Hausse des effectifs par classe, baisse du pouvoir d'achat et surtout échec du gouvernement dans l'affaire de l'école privée en 1984 marquent, au fil des années 80, la déception profonde du monde enseignant. Dans sa grande majorité, celui-ci reposait sur deux ambitions : le socialisme et la laïcité. L'une et l'autre sont sévèrement déçues. La signature récente d'un accord entre le gouvernement socialiste et l'enseignement catholique n'est qu'un symptôme supplémentaire de l'écroulement du vieux idéal laïque.

Perte d'identité sociale, d'autre part. Le fossé s'est peu à peu creusé entre la FEN et le reste de la société. On n'en retient que deux exemples. La décentralisation a pris à con-

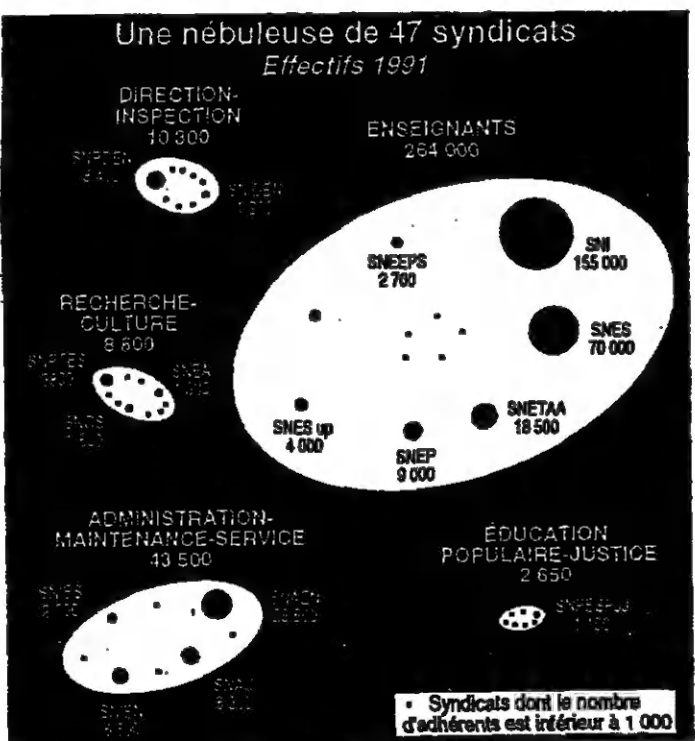
tre-pied une fédération dont l'organisation était calquée sur l'administration centralisée de l'éducation nationale, laissant l'appareil national souvent déphasé par rapport aux attentes de sa base. De même, la FEN n'a pas su prendre en compte la mutation profonde liée à la féminisation de la profession d'enseignant. Alors que les femmes représentent les trois quarts des instituteurs et près des deux tiers des professeurs, elles restent pour l'essentiel absentes des instances de direction.

Enfin les années 80 ont déstabilisé l'équilibre et l'identité syndicale de la FEN. Non seulement le mythe de la réunification du mouvement syndical, sur lequel s'était construite la fédération à l'origine, a fait long feu, mais surtout la politique éducative lancée en 1985, et visant à conduire jusqu'au niveau du baccalauréat la grande majorité des jeunes, a bousculé toutes les frontières catégorielles au sein du monde enseignant. Tant que les différents ordres d'enseignement (école, collège, lycée) restaient relativement cloisonnés, chacun pouvait chasser sur ses terres sans menacer le voisin. Dès lors que les portes du lycée s'ouvrent grand, toutes les concurrences deviennent possibles. Et l'équilibre est rompu. D'autant que la création des instituts universitaires de formation des maîtres, en créant un moule commun pour la formation des instituteurs et des professeurs, fait sauter les barrières catégorielles.

Or ce grand chambardement offre, à l'évidence, sa dernière planche de salut à l'actuelle majorité de la FEN. Celle-ci repère, depuis 1948, sur la tendance UID, qui tient le syndicat des instituteurs. Or l'érosion relative des enseignants du premier degré, le développement des effectifs de professeurs de lycée dont le principal syndicat est dirigé par la minorité Unité et action, enfin la dissidence, en 1991, des enseignants du technique au sein de la nouvelle tendance Autrement : tout menaçait la majorité de la FEN. Celle-ci n'avait réussi que de justesse, il y a dix-huit mois, à faire adopter son projet de recomposition interne, destiné à réduire l'influence croissante des minoritaires.

Devant le risque d'une défaite historique, lors du prochain congrès prévu à Perpignan en décembre, la direction de la FEN a donc sauté le pas, rompu une unité qui devenait une menace, pris le risque de provoquer une nouvelle hémorragie de ses adhérents et décidé de jouer sa survie à quinze ou double.

GÉRARD COURTOIS



## Les stratégies de la rupture

Deux mois après l'exclusion du SNES (Syndicat national des enseignants du second degré) et du SNEP (Syndicat national de l'éducation physique) et bientôt un mois après la transformation du SNI (Syndicat national des instituteurs) en Syndicat des enseignants (SE), destiné à rassembler tous les enseignants de la maternelle au baccalauréat, la crise de la Fédération de l'éducation nationale a pris des allures de guerre de tranchées. Réunis en congrès extraordinaire fin juin et début juillet, les principaux syndicats protagonistes ont défini leurs stratégies. Chacun garde dans sa ligne de mire la prochaine rentrée de septembre, traditionnel temps fort du « démarrage » syndical.

Pour lutter contre la marche forcée de la direction de la FEN sur le chemin des réformes de structures (organisation de la fédération en « branches de métiers » et non plus en syndicats « catégoriels »), les minoritaires ont aussi engagé le fer sur les terrains juridique et syndical. En deux mois, un véritable « front du refus » s'est donc constitué, brisant les rêves de la majorité UID de voir éclater l'opposition ou de la voir se dissoudre dans les grandes confédérations syndicales (CGT et FO en particulier).

Regroupés au sein de « comités de liaison unitaires » ouverts « à tous ceux qui rejettent le coup de force » de la direction de la FEN, les minoritaires ont ainsi décidé d'organiser à tous les échelons (local, académique, national). Le nom d'un de ces « comités » regroupe les deux syn-

dats exclus (SNES et SNEP), un syndicat non exclu (le SNETAA, pour l'enseignement technique) et des partisans du « SNI-PEGC maintenu », militants du SNI qui ont refusé la transformation de leur syndicat en Syndicat des enseignants.

### Lutter contre « une FEN transformée »

C'est autour de cette « lutte pour une FEN transformée » que les tranchées se sont donc progressivement formées. Structures souples, « lieux de concertation et de dialogue », les « comités de liaison » des minoritaires n'entendent pourtant pas jouer le rôle de FEN-bis ou d'anti-FEN. L'objectif commun annoncé est bien d'aboutir à la réintégration des syndicats exclus « au sein de la FEN ». « Ce n'est pas la fédération, expliquent-ils, qui est en cause, mais bien ceux qui la dirigent ».

La volte-face du SNETAA à cet égard est éclairante sur la stratégie adoptée par les minoritaires : un moment tenté par un départ de la fédération en signe de protestation contre la création du SE qui entend ouvertement chasser sur ses terres, le syndicat des enseignants du technique a finalement décidé, lors de son congrès extraordinaire du 6 juillet, de rester dans la FEN et de résister de l'intérieur, sans préjuger l'avenir. Tout juste a-t-il décidé de suspendre « provisoirement » le versement de ses cotisations à la fédération.

Dans un premier temps, les minoritaires misent donc sur la bataille juridique. Aux trois piliers des « comités » (SNES, SNETAA, SNI-

PEGC maintenu) correspondent précisément trois recours en justice qui « balisent » le champ de bataille de la crise. Premier en date, celui qui oppose principalement le SNES et le SNEP - les exclus - à la direction de la FEN. Formulée par les minoritaires, l'assignation en justice doit déboucher sur le jugement prononcé le 22 juillet. Elle vise à la réintégration des deux syndicats.

Les minoritaires estiment que la décision d'exclusion du 6 mai, motivée par le « comportement antirégional » des exclus, est illégale au motif qu'aucune instance de la FEN n'est compétente pour prononcer l'exclusion de membres de la fédération. De fait, comme l'a souligné le substitut, M. Jean-Claude Lantier, lors de l'audience du 24 juin, les statuts et le règlement intérieur de la FEN sont muets sur cette procédure.

Le deuxième recours a été déposé par le SNETAA et vise, lui, à contester l'extension du champ de syndicalisation du SNI-PEGC à l'ensemble des personnels enseignants, « de la maternelle au lycée ». Le syndicat des enseignants du technique fait valoir qu'une telle transformation n'est conforme ni aux statuts ni au règlement intérieur spécial de la FEN qui posent tous deux le principe de non-concurrence entre syndicats affiliés.

Le troisième recours enfin a été déposé mercredi 15 juillet par les tenants du SNI-PEGC maintenu. Regroupés autour des 34 sections départementales non « tenues » par la majorité UID, les partisans du « SNI-maintenu » avaient décidé cette action lors d'une réunion extraordi-

naire, le 9 juillet à Bobigny (Seine-Saint-Denis), qui avait réuni près de 245 personnes représentant 71 départements.

Pour obtenir « l'annulation de la création du SE », les partisans du SNI maintenu se fondent essentiellement sur le fait que la décision de changement ait été obtenue à la majorité simple (56 % des voix), alors que, selon eux, une modification aussi profonde de la nature de leur syndicat aurait nécessité une majorité des deux tiers des voix, comme le prévoient les statuts du SNI.

Dans ce contexte, la décision que doit rendre la première chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris pourrait modifier substantiellement le cours du feuilleton syndical-judiciaire. Deux scénarios sont envisageables.

### Deux hypothèses

On le voit, la validité des décisions d'exclusion - et c'est la porte ouverte aux grandes réformes de structures de la fédération projetées par les dirigeants de la FEN - déjà amorcées avec la création du SE - ou le tribunal remet en cause ces exclusions, ou bien encore il demande seulement qu'elle soit ratifiée par un congrès comprenant *ipsa facto* le SNES et le SNEP, comme l'a laissé entendre le substitut lors de l'audience. Dans ce cas, les minoritaires peuvent espérer renverser en décembre prochain, au congrès de Perpignan, la majorité UID actuelle.

### Le feuilleton de la scission

23 mars : une note confidentielle, adressée par M. Jacques Estienne, chef de file du courant minoritaire du SNES, à M. Jean-Claude Barabant, secrétaire général du SNI-PEGC, et décrivant le scénario d'explosion de la FEN, est rendue publique par les responsables du SNES.

26 mars : M. Guy Le Néouannic, secrétaire général de la FEN, décide d'avancer au 8 avril un conseil fédéral national initialement prévu le 12 mai.

8 avril : le conseil fédéral exceptionnel décide de saisir la commission des conflits pour régler le sort du SNES et du SNEP.

23 avril : la commission des conflits adopte un avis stipulant que le SNES et le SNEP ont « rompu le lien qui les unissait à la FEN ».

27 avril : le bureau fédéral national approuve l'avis de la commission des conflits.

6 mai : le conseil fédéral extraordinaire décide d'exclure le SNES et le SNEP. La rupture est consommée.

7 mai : les deux syndicats exclus déposent deux recours devant le tribunal de grande instance de Paris. Le premier réclame, selon la procédure du référé, la suspension de la décision d'exclusion. Le second, portant sur le fond, vise à annuler la délibération du 6 mai du conseil fédéral extraordinaire.

16 mai : le SNES et le SNEP sont déboutés de leur demande de référé. Le tribunal considère qu'il n'y a « pas de dommage imminent ».

22 mai : le conseil national du SNETAA décide de suspendre ses cotisations à la FEN.

4-18 juin : consultation des adhérents du SNI-PEGC sur la transformation de leur syndicat en un nouveau Syndicat des enseignants (SE-FEN) destiné à rassembler tous les enseignants de la maternelle au baccalauréat.

24 juin : lors d'un congrès extraordinaire à Orléans, les cinq cents délégués du SNI-PEGC approuvent, à 56,7 %, la création du nouveau Syndicat des enseignants (SE-FEN).

24 juin : le tribunal de grande instance de Paris examine, au fond, la requête déposée par le SNES visant à annuler la décision d'exclusion à son encontre.

25 juin : constitution officielle du bureau national du SE-FEN, dont M. Jean-Claude Barabant devient secrétaire général.

7 juillet : le SNETAA, lors d'un congrès extraordinaire réuni à Chelles, décide de rester dans la FEN.

8-9 juillet : congrès extraordinaire du SNES.

15 juillet : les minoritaires du SNI-PEGC saisissent la justice pour faire annuler la décision de création du SE-FEN.

22 juillet : décision du tribunal de grande instance de Paris sur la validité de l'exclusion du SNES et du SNEP.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
DES LIVRES

JEAN-MICHEL DUMAY

PASCAL ROBERT-DIARD



## CULTURE

### L'Été festival

Avignon

## Son sang avançait en chantant

Lluís Pasqual et Alfredo Alcon raniment le regard franciscain de Federico Garcia Lorca

LOS CAMINOS DE FEDERICO  
ou cloître des Carmes

« Et toi, qui es-tu ? — Un Gitan, — Et qu'est-ce que c'est, un Gitan ? — Tout ce qu'on voudra. » Un lieutenant-colonel de la garde civile interroge un inconnu qui vient d'arrêter un soldat. Lorsque parut en France la traduction du *Romancero gitano*, les vers de Lorca entrent en nous, tout de suite, comme ça, de plein fouet, comme s'ils n'avaient pas été traduits, comme s'ils étaient d'ici. Et ils n'en sortent plus. Et les Gitanes, de Lorca, c'étaient les Gitanes bien sûr, mais aussi « tout ce qu'on voudra », l'importe qui. « L'Espagne, je la sens jusque dans ma moelle, mais je suis d'abord citoyen du monde, le frère de tous », a dit Lorca quelques jours à peine avant d'être abattu.

Et à présent, ce soir de juillet 1992, des pages de Lorca vont être dites à Avignon. Juste avant de partir pour le cloître des Carmes, une radio a donné des chiffres d'enfants morts de faim au Kenya. La voix encore de Lorca, ce même été 1936 : « Le monde est paralysé par la faim, qui détruit les peuples. Le jour où la faim disparaîtra, il y aura dans le monde une explosion spirituelle, la plus grande que l'humanité ait jamais connue. »

Un petit peu d'appréhension, à l'approche de ce soir-Lorca. Il est tellement aimé, chacun le voit, l'entend, à son gré. Tant de souvenirs ! Ne pas le reconnaître ? Ris-

que qu'avait prévu Lorca : « Rien n'est plus vivant que les souvenirs : à la longue, ils nous rendent la vie insupportable. C'est pourquoi je comprends si bien ces petites vieilles qui vont, éméchées, par les rues, pour effacer le monde. »

#### Une bouteille et un verre

Premières secondes : le décor. Seul. C'est Lluís Pasqual qui l'a fait. Presque rien. Le bleu d'un voile qui recouvre tout le sol. La pierre du cloître, pas touchée. Loin derrière la pierre, le rouge incertain d'un rayon. Et là devant, sur notre droite, une chaise, et, posée par terre, une bouteille de vin et un verre. Lorca disait bien : assaut des souvenirs. Le bleu, c'est la mer, « le cercle magique », selon lui. La pierre, c'est celle qui « porte le temps sur son dos », et c'est aussi la dalle des premières arènes de Séville sur quoi les toreros ouverts par les cornes étaient opérés. Le rouge, c'est le sang d'ignacio Sanchez Mejias : « Je ne veux pas voir le sang d'ignacio sur le sable. » La chaise, c'est celle du vieux berger, le parrain de Lorca, qui lui racontait la nuit ses empoignades avec les loups. La bouteille, c'est, sur une table de bois de la Castille, « l'ubéresque qui verse le vin rouge dans des verres sales ».

Mais, venu du noir, là-bas, quel qu'un s'est arrêté, sur le bleu. Un homme brun, épaules, muscles, quel âge a-t-il, quarante, peut-

importe, et tout de suite une douleur en nous, une zébrure au cœur, parce qu'il porte un pantalon noir, une chemise blanche le col ouvert, et dos à la pierre sur cette mer de ciel, c'est l'image d'un fusillé. Lui, le grand acteur Alfredo Alcon, n'y a pas pensé, bien sûr, et Lluís Pasqual ne l'a pas voulu, et à bien regarder, ce sont peut-être avant tout les chaussures qui projettent la mort ici, des chaussures noires toutes neuves, brillantes, la voix de Lorca, nous n'y pouvons rien : « Les pieds immortels, joints, avec des soulèvements, c'est ça la mort. »

Mais Alfredo Alcon s'approche, il dit l'embaras de Federico Garcia Lorca chaque fois qu'il devait se tenir, comme ici, face à beaucoup de monde, sentiment du petit garçon : un bon copain l'a poussé, il se retrouve là, et ça y est, l'émotion idiote, Lorca lui-même qui est là, il n'avait pas le visage d'Alfredo Alcon, il était moins raviné, mais il a, c'est plus ressemblant, ce qu'avait noté un visiteur, « une expression de douleur franciscaine d'une tendresse infinie ».

Et ce fut la poésie de Lorca. « Et qu'est-ce que c'est, la poésie ? » aurait dit peut-être le lieutenant-colonel de la garde civile. « Cette dureté et cette grâce de silex », aurait répondu Lorca, par la voix de « qui l'on veut », plan ou pas, ou ceci, quelques jours encore avant d'être assassiné : « Vous passez près d'un homme, vous regardez une femme, vous devinez la démarche oblique d'un chien, et en chacun de ces êtres a trouvé refuge la poésie. »

Un moment, sur les bancs, un homme se lève, maugrée quelque chose d'une voix forte, un peu sauvage, mais comme s'il s'en prenait plutôt à lui-même. Il s'en va. Alfredo Alcon prend sa tête dans ses mains, la relève, verse un peu de vin dans le verre, lance le verre par terre, qui éclate en une infinité de petits diamants de lumière, comme les verres font maintenant car ils ne sont plus du verre. Ils sont comme des étoiles sur le bleu de la mer : « L'injustice constante qui sourd de ce monde m'empêche d'aller vivre dans les astres », disait Lorca.

MICHEL COURNOT

► A 22 heures, jusqu'au 23 juillet (en espagnol).

Aix-en-Provence

## L'humain automatique

La Compagnie Castafiore dispose quelques rings dans un beau décor pour décrire des ridicules

Fondateurs, il y a trois ans, et animateurs de la Compagnie Castafiore, Marcia Barcellos et son complice le musicien Karl Biscuit — qui se présente comme « compositeur français, autodidacte, électricien, ultra-moderne et ornithologue » — gambadent dans la paille, peu encombrée des temps-ci, de l'humour. Leur cible favorite, c'est l'être humain dans le ridicule de ses comportements automatiques, mécaniques, moutonniers, lorsqu'il est dépourvu de sens critique et de réflexion. Autrement dit, la plupart

de nous, plus souvent que nous ne le croyons.

Pris par le Festival Danse à Aix de concevoir un « projet de rue », ils ont choisi la place d'Albertas, l'un des plus beaux décors naturels qui se puisse trouver. Ils y ont disposé, en arc de cercle autour de la fontaine, six petits rings de boxe — rings peu orthodoxes, bien sûr, aux sols de lino diversément carrelés, cordes en plastique bariolé et piquetés garnis d'embellies tels que boules de pétanque, mini-ballons de foot, pelles, balayette, etc. Sur chacun de ces rings se produit un personnage affublé de prothèses le rendant plus gros ou plus grand que nature ; il dispose de sa propre bande son, diffusée par de petits haut-parleurs, et une pancarte posée au pied du ring définit en latin de cuisine son espèce : *homo petancus*, *aspirant muler*, *planturata stenodactyle*...

#### Sourire aux lèvres

Le comique de Castafiore naît d'une infinité de petits gestes, mimiques et attitudes burlesques, dont la description prendrait beaucoup plus de temps que l'exécution ; il procède également du synchronisme de tous ces mouvements avec le bruitage (horborynges, brèves de phrases, objets sonores non identifiés), synchronisme si

parfait qu'on se demande parfois si ce n'est pas le geste qui engendre le son. Il faut préciser que tout cela fait appel à la danse et pas seulement à la pantomime ; il y a une vraie chorégraphie, inattendue et amusante, signée Marcia Barcellos. Méconnaissable sous sa perruque blonde et son hypertrophie mammaire, moulée fort étroitement d'un pantalon et d'un chemisier orange, la belle Marcia incarne la *planturata stenodactyle* avec le mélange de tentatives de séduction, de maladroites et de docilité affolée de la secrétaire-stéréotype. Devant son frigo bourré de victuailles, en bigoudis et pantoufles, la *contergase gloutonne* fait un ménage hystérique.

Autre preuve de talent, à laquelle on est sensible lorsqu'on gémît devant des pièces contemporaines à la longueur excessive pour ce qu'elles ont à dire : la brièveté du spectacle. Chaque numéro dure à peine cinq minutes (et il est répété six fois) : le public circule de ring en ring. En une demi-heure il a tout vu et il repart le sourire aux lèvres.

SYLVIE DE NUSSAC

► Place d'Albertas, le 22 juillet, 19 h 30. Autres représentations les 23 et 24 juillet à Istres, le 26 à Collioure.

## Le son espagnol d'Alfredo Alcon



Alfredo Alcon.

Déjà, il y a quelques années, Alfredo Alcon était au cloître des Carmes. Dans une mise en scène de Lluís Pasqual, il jouait un Edouard II de Marlowe, puisant autant que furieux. A Paris, on a pu le voir dans *El Público*, de Garcia Lorca, toujours avec Lluís Pasqual, qui se souvient : « Je l'ai vu pour la première fois à Barcelone, il donnait un récital de poèmes. Je suis allé dans sa loge. Avec une serviette trempée de sueur autour du cou, il rassemblait à un boxeur après un match. C'est Luis Espert qui m'avait parlé de lui. Par la suite, quand j'ai pris le Théâtre national de Madrid, il jouait le Forca du destin dans une production admirable, mais c'est à lui que j'ai pensé à lui pour Edouard II. »

Alfredo Alcon est argentin, et une star dans son pays. Régulièrement, il se rend en Espagne : « D'abord pendant la dictature pour respirer un peu. » Il s'y trouve chez lui : « Mes grands-parents étaient espagnols, mes professeurs aussi, ils m'ont enseigné leurs sonorités.

Je n'ai aucun mal à perdre mes cadences argentines. D'ailleurs, pendant la guerre civile, beaucoup d'artistes se sont exilés chez nous. On les retrouvait s'insultant d'un bistrot à l'autre de l'avenue de Mal, les républicains d'un côté, les franquistes de l'autre. »

C'est par une comédienne espagnole qu'Alfredo Alcon a découvert Garcia Lorca. « En France, reconnaît Lluís Pasqual, on le voit comme un poète assassiné, et un auteur de tragédies paysannes, ça s'arrête là. Mais en Argentine, son impact est aussi violent qu'en Espagne, parfois même davantage. Quand il parle de la faim, le mot n'a pas la même résonance en Amérique latine et en Europe, c'est sûr. »

Entre l'Amérique latine et l'Europe, Alfredo Alcon se partage. Aujourd'hui, il n'a plus à fuir la dictature, mais déplore la misère du théâtre, qui est celle du pays tout entier, où pourtant on trouve en grand nombre des comédiens, des salles, des auteurs, et surtout

des spectateurs dévorés de passion : « Ils sont capables de faire la queue à 7 heures du matin pour louer des places pas chères. Pendant ce temps, ils collectent de l'argent pour acheter des fleurs aux actrices. Ils vous attendent après les représentations, disent merci, apportent des cadeaux. Un jour, un spectateur nous a donné des chaussures pour enfants, il travaillait dans une fabrique, c'est tout ce qu'il pouvait nous offrir. »

C'est à Buenos-Aires, que Lluís Pasqual et Alfredo Alcon ont préparé le spectacle Garcia Lorca, dont tous deux connaissent dans leurs moindres détails les écrits, les poèmes, les lettres. Ils ont rassemblé un matériel pour vingt heures de spectacle, et s'en sont tenus à une heure vingt. En plein accord : « Il y a des gens qui vous poussent au meilleur de vous-même, dit Alfredo Alcon. Lluís fait partie de ceux-là. Il me donne un son, une respiration, le reste est mystère, je l'accepte comme tel. »

COLETTE GODARD

## « C'est où, la Catharsis ? »

L'AVION  
ou Palais-Vieux

A l'endroit même où la compagnie Royale de Luxe s'envolait vers la gloire transatlantique, le Théâtre de l'Unité, mené par Jacques Livchine à Montbéliard, où il a créé un « Centre d'art et de plaisanterie », a présenté un spectacle précédé d'une réputation sulfureuse, *L'Avion*, relation amusée d'une catastrophe aérienne. Commande des JO d'Albertville, le spectacle n'y a pas été donné parce qu'il coïncidait avec la catastrophe aérienne du mont Saint-Ode dans les Vosges. Bon samaritain de la liberté d'expression, quoi qu'il en coûte, Alain Crombecque l'a aussitôt inscrit au programme du festival « in ».

Si l'on s'en tient aux principes, l'invitation est indiscutable ; sur le plan artistique, ce n'est pas le cas. Au pied du Palais-Vieux, le Théâtre de l'Unité a installé une carlingue dégingolée, une aile d'avion renversée, devant un double alignement de bancs d'église... Car le spectacle de Livchine est sous-titré « rituel expiatoire ». Quarante spectateurs choisis parmi les premiers arrivés ont reçu un billet d'avion et participé à ce rituel tandis que des centaines de spectateurs se massaient dans des tribunes et derrière des barrières de police.

De quoi s'agissait-il ? Comme le répétait à l'envi la consigne de *L'Avion*, Hervé de Lafont, transférée en chef de cabine et piéceuse, il s'agissait de s'embarquer pour la catharsis. A quoi une jeune fille, en transit pour des vacances en Grèce, devait opposer cette question sans réponse : « C'est où, la Catharsis ? » Il y avait de quoi s'inquiéter... Devait suivre une série de saynètes (embarquement

des passagers « pour l'expiation » ; long passage en douane de trois Africains forcément suspects ; fouille au corps — et poussée — de jeunes femmes peu consentantes qui se demandaient ce qu'elles faisaient là ; désabillage intégral d'un spectateur qui « transportait une valise de Haschich » ; démonstration des consignes de sécurité empruntées tant au pastiche de la chorégraphie contemporaine qu'à la gestuelle des prêtres en chaire ; délivrance de plateaux repas avec envoi de saucisses dans le public... Et à la fin le crash : trois pétards à moitié, quelques flammes et beaucoup de fumée, tandis qu'une sono balançait plein pot une musique avenante.

On sortait des bancs quelques « corps » sur lesquels des hôtesse rescapées se jetaient à grand renfort de mercurochrome, puis qu'elles allongeaient sur des couvertures et des brancards, façon Furiani. Les membres de l'équipage encore valides ont alors tendu un grand voile blanc par-dessus les « passagers émus » et tout s'est allié sur la place du Palais des papes. Durant tout ce temps, quarante-cinq minutes qui parurent mille ans, l'un ou l'autre des membres de la troupe s'égosillait dans des micros. Jacques Livchine, citant — mal — les grands auteurs, s'interrogeait au final sur le concept de catastrophe.

Il avait pourtant sous les yeux quelques réponses sans appel. Qu'il s'agisse du goût, du sens, de l'esthétique, *L'Avion* est un naufrage sans nom. Quand à la catharsis annoncée, gageons qu'elle n'a rien eu à voir avec la purgation d'une quelconque passion. Sinon peut-être que trop de spectacles bécifs comme celui-là finiraient par en dégoûter plus d'un du théâtre.

OLIVIER SCHMITT

#### EN BREF

► Rezvani à Avignon. — La Comédie-Française, modestement présente à Avignon, collabore avec France Culture pour un programme consacré à Serge Rezvani (du 23 au 26 juillet à 18 heures, à la chapelle Sainte-Claire). Elle devait donner en 1993 un spectacle à la cour d'honneur et y aurait renoncé, dit-on. Et serait remplacé par Alain Françon qui, après avoir dirigé le centre dramatique de Lyon, a été nommé dans la région Annecy-Chambéry.

► Rectificatif. — Le numéro de téléphone de l'Historial de Péronne (Somme) est le 22-83-14-18. Celui qui a été indiqué par erreur dans le *Monde* du 18 juillet correspond au Fax de l'établissement.

#### EXPOSITIONS

### Images du patrimoine mondial à l'UNESCO

Jusqu'au 9 octobre, l'UNESCO (7, place de Fontenoy, Paris-7) est le siège d'expositions successives de photos, de peintures et de maquettes représentant des sites culturels ou naturels de beaucoup des 123 pays signataires de la convention du patrimoine mondial. Dans le même temps, des conférences donneront des informations sur une vingtaine de pays ayant un ou plusieurs de leurs plus remarquables sites inscrits sur la liste de ce patrimoine et vingt et un concerts permettront d'entendre de la musique classique ou traditionnelle de pays différents.

L'UNESCO célèbre ainsi le vingtième anniversaire de la conven-

tion du patrimoine adoptée le 16 novembre 1972. En vingt ans, 127 pays ont signé la convention, et la liste des sites culturels et naturels du patrimoine mondial, dont la protection incombe à toute l'humanité, comprend actuellement 358 sites.

Toutes ces manifestations sont publiques et gratuites.

► Ouvert de 9 heures à 18 h 30, sauf le dimanche (sauf pour une pièce d'identité). Pour les conférences et les concerts, se renseigner sur les programmes et les horaires en téléphonant au (1) 45-68-17-13, ou au (1) 45-68-17-18, ou au (1) 45-68-17-19.

ARTS

Cinéaste

150 000 000



سكنا على العمل

# ARTS • SPECTACLES

UN ENTRETIEN AVEC NIKITA MIKHALKOV

## Cinéaste et politique, prince et marchand

MOSCOU

envoyé spécial

U mur de son bureau, un tableau généalogique établit la filiation de Nikita Mikhal'kov : la famille impériale Romanov, Pouchkine, Gogol et Tourgueniev... Le bureau en question est lui-même impressionnant, avec une luxueuse décoration qui évoque plus le style d'un hôtel de Neuilly que les fastes volontiers vieillots et tape-à-l'œil d'un palais russe (d'hier ou d'aujourd'hui, un domaine, il n'y a guère de changement). Le bureau est au dernier étage d'un immeuble qui possède Mikhal'kov au cœur du quartier le plus prestigieux de Moscou. Il y a installé sa société, Triple T, ses initiales des années russes signifiant « camaraderie, créativité, travail ».

Le film résume la personnalité complexe et intrigante du cinéaste de *Perestroïka* (lancée pour *Perestroïka* mécanique, des Yeux noirs) et d'*Urga*, homme de pouvoir, de séduction, de culture et d'argent. Fils d'écrivains connus, petit-neveu de peintres renommés, ce fils de Kontchalovski - également cinéaste - est à la fois russe jusqu'au fond de l'âme et plus au fait que la plupart des cinéastes des pays occidentaux.

Il est à la fois issu de la nomenclature soviétique dont il fut tiré des avantages (et bon nombre d'irréductibles inimitiés, notamment parmi les confrères cinéastes), et d'une opinionaire absence de compromission avec l'idéologie communiste sévère. À la fois artiste, commerçant, politicien, il est conseiller du peuple - beaucoup disent populiste - vice-président du *Pravda*, journaliste, vedette adulée depuis ses débuts d'acteur, aristocrate de nature autant que de sang, publicitaire et éditeur, inamovible contestataire et diplomate avisé, businessman rusé et bilingue en la Russie éternelle. Bref, un personnage très en vogue et très controversé de la « nouvelle société » moscovite.

Qu'est-ce que Triple T ?

Triple T est le nom de la société que j'ai créée, et qui s'occupe du cinéma et d'édition. Dans ce dernier domaine, nous avons commencé la publication des archives de la Russie, constituées de documents inédits intéressant l'histoire politique, sociale et culturelle du pays. La collection est en ce cinquième volume. Il existe une grande quantité d'archives à ce jour inconnues, que je veux porter à la connaissance du public. On trouve par exemple, au premier volume, des textes très importants que les ministres des empereurs russes, la correspondance de Mikhaïl II avec son ministre de l'Intérieur, ou des lettres de Tolstoï.

Et dans le cinéma ?

La société intervient dans plusieurs domaines. Elle fournit des prestations de services pour des productions étrangères, comme le film *Matson* avec Sean Connery et Michelle Pfeiffer, ou la série *TV Staline*, avec Duvall, produite par la chaîne câblée américaine HBO. Il y a aussi un film en projet, encore une fois *TV Staline*. Nous jouons également le rôle d'intermédiaire pour la vente de films étrangers en Russie. Enfin, et surtout, Triple T s'occupe de production, celle de mes films évidemment, mais pas uniquement : je vais produire une série consacrée au groupe rock Loubé, dont chaque épisode sera une dramatisation d'un de ses concerts réalisés dans une prison.

Comment est structurée votre structure ?

Par des emprunts bancaires. Aujourd'hui, je rembourse les dettes grâce à nos bénéfices, et aux publicités que je réalise. A une époque où les taux d'intérêt étaient montés à 80 %, on ne peut plus dépendre des banques.

Parmi les films que vous réalisez, *Urga* est le plus récent. Pourquoi ce film ?

Je ne vous donnerai pas de chiffre, mais je peux dire que c'est environ dix fois le prix habituel. Ce résultat est le fruit d'une stratégie qui a consisté à ne pas montrer le film ici, alors qu'il recevait le Lion d'or au Festival de Venise, et plusieurs autres prix à l'étranger, qu'il a nommé César en France et obtenait du

succès dans de nombreux pays. Du coup on s'est mis à en parler dans les journaux et la télévision russe, mais toujours sans pouvoir le voir. Alors les écrans ont vu les films américains, et que seules « valeurs » auxquelles rattachait le cinéma russe le sexe et la violence, moi je proposais un film sans vedette, pratiquement sans histoire, en tout cas sans violence, ni par-dessus le marché tourné en Mongolie !

Qu'y a-t-il de soixante-dix ans de cauchemar soviétique ?

Avez-vous de nouveaux projets ?

Après notre collaboration avec *Urga* qui s'est très bien passée, j'ai signé un contrat pour deux nouveaux films avec le producteur français Michel Seydoux. Le premier est un film d'animation, *Anna de 6 à 17*. Chaque année, le jour de l'anniversaire de ma fille, depuis qu'elle a six ans, je lui pose quelques questions et je filme ses réponses. Ces séquences, qui s'accumulent sur douze ans, dans lesquelles on voit grandir une jeune russe d'aujourd'hui, constituent la colonne vertébrale du film. L'influence de la société, de l'histoire, de l'éducation. Par exemple, au cours de trois années successives, j'ai vu Brejnev, Andropov et Tchernenko, et chaque fois Anna assiste au journal, répond à la même chose à propos de trois dirigeants différents.

La dernière fois que j'ai filmé, j'ai repris la même mise en scène que lorsque j'avais six ans : je suis assis dans une voiture, elle est à l'arrêt - mais la première fois elle dépassait à peine de la banquette et là, au lieu de la voir, je la vois à l'arrêt. « Oh aime-tu habiter ? ». Et elle, qui a voyagé, qui a fait une partie de ses études en Suisse, répond : « Ici ». Alors je lui demande pourquoi elle est à l'arrêt - mais la première fois elle dépassait à peine de la banquette et là, au lieu de la voir, je la vois à l'arrêt. « Oh aime-tu habiter ? ». Et elle, qui a voyagé, qui a fait une partie de ses études en Suisse, répond : « Ici ».

Le film *Urga* répond à la question : « Pourquoi veut-elle être ici, en Russie, alors qu'elle a la choix ? Qu'y a-t-il sous les soixante-dix ans de cauchemar soviétique, quelle est cette chose invisible, intérieure, à laquelle elle n'a jamais pu échapper, qui lui fait répondre « Ici » ?

Tout le film sera constitué d'images de films ?

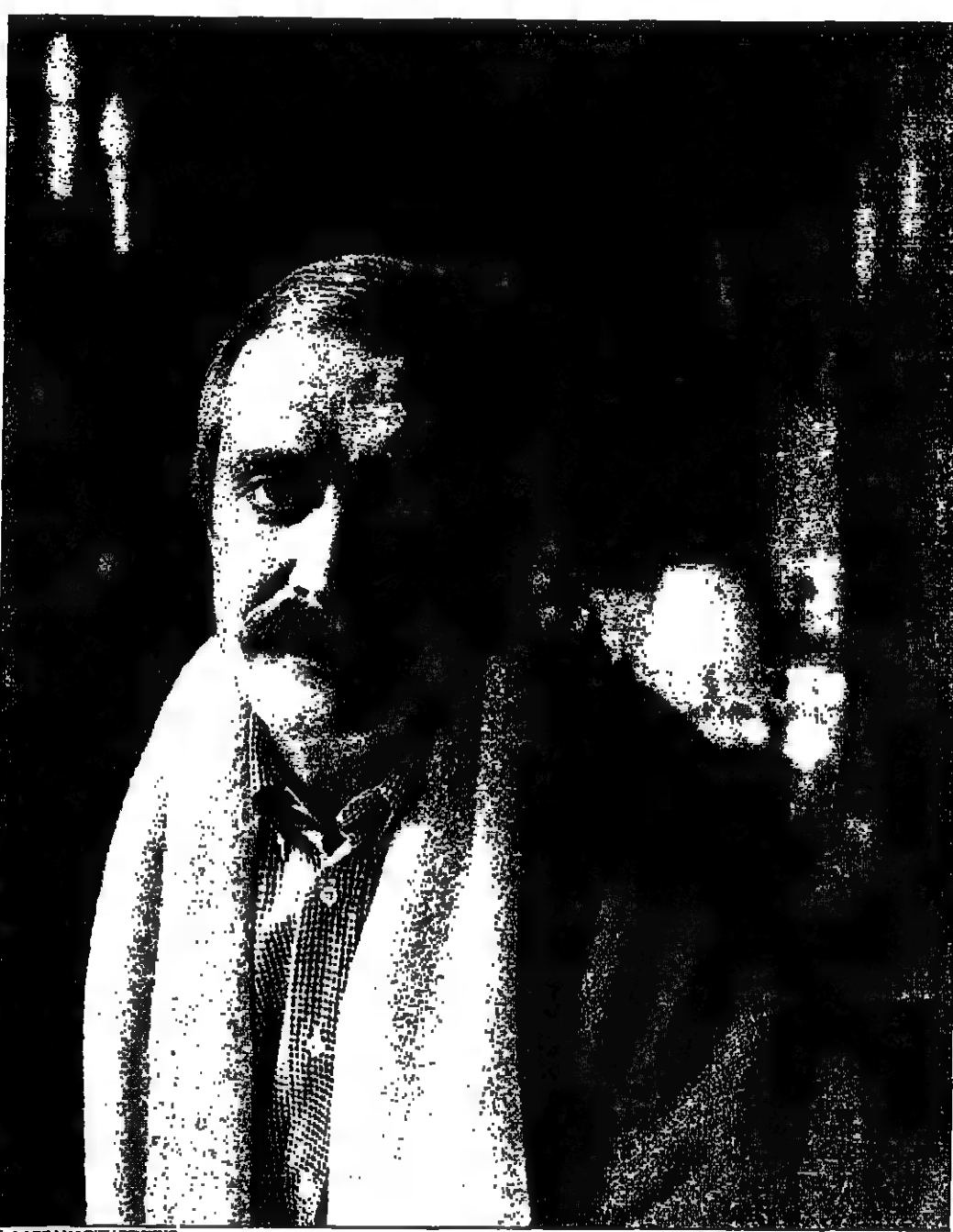
Non, le film est un montage de trois sortes de séquences, celles avec ma fille, des images d'archives et des images de fiction. Pour l'instant, j'ai une équipe de documentalistes qui fouillent dans ces archives inédites, toutes les images cachées de la vie des citoyens soviétiques. Je tournerai ensuite les images de fiction, qui achèveront d'éclairer la période actuelle.

C'est votre unique activité cinématographique ?

Je pense aussi au projet suivant, *Urga* avec Michel Seydoux, qui s'intitule *L'émigrant*. Je réalise également, pour la télévision, une série de vingt épisodes de dix minutes, *Urga* sera la peinture russe, qui chaque fois essaie de retrouver les éléments historiques, sociaux et esthétiques à partir d'un tableau d'un peintre que j'aime. L'émigration des cinéastes étrangers d'avoir la même démarche. Que Kurosawa puisse faire ce travail sur la peinture japonaise.

A l'époque des Yeux noirs, vous disiez que tous vos films n'étaient que les épisodes d'un seul et unique film.

C'est toujours vrai. Pour moi il s'agit toujours du même film, qui concerne un unique sujet, la recherche de l'harmonie. Je n'ai pas l'impression de m'en être approché. *Urga* n'a d'ail-



LE LARREY/ADRIEN/EDITION

leurs pas de sens : c'est la question qui est importante, pas la réponse. La seule chose que je puisse faire à travers mes films, c'est d'essayer de me confronter à ce jugement de valeur. « Les Russes ont le passé, méprisent le présent et craignent l'avenir ». C'est triste, c'est vrai. On peut essayer de montrer que ce futur effrayant et ce présent méprisable arrivent un jour la même chose de ne pas se qu'on

« La privatisation s'effectue n'importe comment. La population est confrontée à une poignée d'arrivistes. »

Vous avez l'impression d'interagir sur le présent et le futur, par vos activités politiques.

Mes fonctions de conseiller auprès du vice-président Alexandre Rousskov ne m'empêchent pas de faire le cinéma, mais toute la culture, tout le monde recourent aux problèmes d'orientation générale. Beaucoup de gens, ici, ont cru que la liberté serait comme un petit îlot d'eau pure en provenance de l'Occident, et s'aperçoivent que c'est en réalité un grand fleuve d'eau mêlée. La démocratie a ouvert la porte à une foule de non-professionnels. N'importe qui, par exemple, peut aujourd'hui tourner un film à l'aide de l'argent, ce n'est pas comme ça qu'on a de bons films.

Le pays me fait penser à une machine dans laquelle on aurait introduit des enfants, qui se gaveraient de bonbons et de gâteaux, et qui rendraient malades. Il n'y a que deux façons de le guérir : par la force, ou attendre l'indigestion.

Vous ne parlez pas de la démission par l'émigration de la démocratie.

Autrefois, le peuple était malheureux, mais il y avait des repères. On savait qu'on avait du travail et un salaire minimum, on savait que les dirigeants étaient au Kremlin, on savait aussi qu'il existait un monde souterrain, illégal, de trafics, dont quelques membres étaient parfois arrêtés. Comme aux États-Unis, on prend un pion du temps, mais ordonné. Et puis on arrive à la révolution bourgeoise : tout ce qui était criminel est devenu légal, tout ce qui était légal est devenu criminel. On ne sait plus où est le pouvoir. La privatisation s'effectue n'importe comment. La population, déboussolée, est confrontée à une poignée d'arrivistes. C'est là que les travailleurs de la culture se battent pour essayer de préserver le patrimoine.

Comment jugez-vous l'attitude du gouvernement dans le domaine culturel ?

Il y a des bandits et des analphabètes à la tête de ce secteur. On a signé des décrets imbéciles et criminels, comme celui qui prévoyait de rendre tous les objets d'art à leur lieu d'origine - comme si les Français devaient restituer l'obélisque de la Concorde à l'Égypte - ou celui qui voulait privatiser la culture. C'est-à-dire la culture à mort. Beaucoup de gens en Russie ne comprennent pas ce qu'est une priorité, ils ont peur. On ne peut pas dire : « Donnons d'abord à manger aux gens, la culture sera après ».

Pour montrer l'absurdité de la situation, j'ai un film de 1980, consacré à l'éducation communiste, en demandant à des gens de deviner qui en était l'auteur. A l'écran apparaissent Brejnev, de Ceausescu, Khrushchev, puis j'ai mis en scène un auteur était Gennadi Bourboulis le vice-premier ministre, qui a

Nikita Mikhal'kov (ci-contre), fils d'écrivains, neveu et petit-neveu de peintres réputés, frère cinéaste et cinéaste lui-même, est à la fois un pur produit de la nomenclature soviétique - et laquelle, dit-il, il a pris garde de ne jamais compromettre - un Russe jusqu'au fond de l'âme, mais aussi un bon connaisseur du monde occidental. L'au-  
d'Urga porte un jugement pessimiste sur l'évolution récente de son pays.

autres, autorité des émissions d'information, et j'ai pris un extrait d'une de ses interviews récentes, où il affirmait exactement le contraire de ce que j'ai montré, que sans perestroïka, ce type-là n'aurait pas un « théoricien » et il occupait exactement le même bureau qu'aujourd'hui.

L'émission a d'abord été interdite, puis programmée au milieu de la nuit, sans être annoncée. Et le lendemain a eu lieu un débat, cette fois à une heure de grande écoute, contre l'émission, où on ne m'a pas répondu, j'ai téléphoné, on m'a répondu qu'on ne voulait pas me déranger...

J'ai su qu'on avait épluché toutes les interviews que j'ai données à la presse occidentale depuis quinze ans. On n'y a pas trouvé un seul mot de complaisance vis-à-vis de l'ancien régime. Mais depuis, j'ai eu deux fois la visite de l'inspection des impôts dans mes bureaux.

Après avoir épluché ?

J'ai vu depuis une émission, intitulée *Le pouvoir doit être beau*. Elle est composée d'images filmées dans la datcha d'un des derniers princes russes, que j'ai interviewé juste avant sa mort, et d'images tournées dans la datcha de Staline. Chez le prince, la maison est pleine d'objets, de souvenirs, de meubles du passé, chez Staline, c'est vide. A mes yeux, c'est évident que le premier possède une légitimité, un ancrage, et l'autre non, c'est un usurpateur.

Enfin, on ne passe pas à la télévision, je ne travaillerai plus jamais dans ce sens-là, je ne veux pas être gangster. Je vais éditer mille cassettes que je vendrai à l'étranger. Ce sera un Samizdat-vidéo.

A vous entendre, on a le sentiment que vous étiez la dernière fois qu'avant.

Personne ne peut prétendre que j'ai eu la sympathie pour les communistes. Mais je suis un homme qui est là aujourd'hui, les mêmes bandits. Avec une différence : avant, on avait vécu l'honneur de la guerre, on connaissait le danger de dépasser certaines limites. Aujourd'hui, on a perdu cette mémoire, il n'y a plus de limites. Et en ce sens, c'est pire.

Propos de JEAN-MICHEL FRODON

(1) A Moscou, on parlait de 21 millions de personnes dans la nouvelle société de distribution initiale, à Perm en Sibérie, pour l'achat des droits d'*Urga* la CEI, que 5 millions auraient été considérés un excellent prix.

un parcours déroutant pour... différent

LES ARTS ÉTONNANTS

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT

du 10 au 11 août

Paris

PASCALE ROBERT-DIARD



هكذا بين الأصل



# REPRISE DE « LA FEMME DU SABLE », DE TESHIGAHARA

## Le théâtre des matières

**P**RATIQUEMENT invisible depuis des années, le film (adapté par Teshigahara de l'ouvrage de Kobo Abe, un chef-d'œuvre de la littérature japonaise moderne) est splendide, total, rendez-vous à ne pas manquer qui a été l'été à Paris. D'une anecdote aux frontières de l'absurde, il tire un univers d'une infinie richesse, magnifié par la somptueuse photo noir et blanc, qui n'a pas pris une ride depuis qu'il remporta le prix spécial du jury au Festival de Cannes.

Huis clos au sein d'une maison de sable, Teshigahara nous fait la part de la solitude, la pauvre femme qui vit là, l'entomologiste en vadrouille qui y aboutit par hasard et y est retenu prisonnier, affrontement entre un couple d'enfer et les villageois qui, du haut de la falaise friable, les contraignent à un épuisant travail de termites, creusant le corps de l'homme avec une nature sous-jacente puissante et indifférente, plongée au cœur de relations sociales et plongée vertigineuse dans les affres de l'esprit, la Femme du Sable avec ses séquences déconcertantes un fait d'œuvre au service du mythe. A l'époque, la critique invoqua le juste titre, Kafka, Beckett et Camus ; elle avait bien raison, car c'est l'œuvre de Teshigahara ou Wozzeck.

L'art du metteur en scène consiste à ne rien expliquer, à laisser fonctionner l'inexorable mécanique de la nature, de la soumission, du compromis, de la folie. Dans le leitmotiv des images, toutes les métaphores sont là, celles du temps qui passe, de

Le cinéma selon Hiroshi Teshigahara : photo somptueuse noir et blanc, images abstraites prises dans la machine inexorable de la capture, du désir, de la fatigue, de la folie.

l'esprit qui se perd, de l'infime à l'immense, des puissances latentes et des jeux d'attente. Teshigahara ne s'attarde ni sur la ligne, ni sur le son, dans un nouveau registre, intimiste, social, mythologique, érotique, fantastique, moral ou psychologique.

Maître souverain mais respectueux des éléments du récit, il cinématise un conte comme une œuvre unique, jusqu'à obtenir, par le jeu des très gros plans sur les visages, les corps, la sueur qui perle, les yeux étonnés. Rarement un film aura ainsi inventé sa propre texture, sa propre parole et son propre rythme, jamais pratiquement, jamais pour faire un effet. Qu'il s'agisse de la dégradation d'un fil de fer, d'un objet, d'une nuit de sabbat, d'un tout simplement d'un objet.

J.-M. F.



La femme et l'entomologiste : prix spécial au Festival de Cannes en 1954.

## La déchirure

L'histoire de Derek Bentley, condamné à mort exécuté en Grande-Bretagne 1953

L'Age de vivre de Peter Medak

**A**UX premières images du film, on découvre une famille londonienne prise dans le bûle. La mère pleure, un enfant mort dans les bras. Des décennies on dégage un petit garçon hébété. L'histoire de sa courte vie est racontée. Il s'appelle Derek Bentley, il est épileptique, presque analphabète, il fait de bêtises, attend en maison de correction (approved school, école agréée, selon l'un des merveilleux euphémismes anglais). On est au début des années 50 : dans le Royaume-Uni, on achète encore sa viande avec des tickets de rationnement, on trouve que l'on veut au marché noir et l'on pend encore les criminels. De bêtises en malchance, Derek Bentley finira pendu.

L'affaire Bentley a joué un rôle important dans l'histoire de la peine de mort en Grande-Bretagne. Peter Medak en a fait un film simple et fort, ce qu'on appelle un « film à thèse », au temps où le genre était assez répandu pour qu'on lui trouve une étiquette. Il ne faut rien voir de péjoratif dans l'appellation. La thèse défendue ici est noble, le film est presque toujours à sa hauteur, d'abord à cause des interprètes. Jouer un rôle important dans l'histoire de la peine de mort en Grande-Bretagne, c'est un défi. Colin Eccleston, un débutant, fait la part de l'enfermement que provoque le retard intellectuel, celle des bêtises, celle du chagrin qu'il connaît aux côtés de sa sœur (Claire Holman). Toujours aux prises avec les mots, les gestes, Derek fait tout de travers, même quand il essaie de coller aux stéréotypes de ses amis voyous.

Paul Reynolds incarne Chris Craig. C'est lui qui entraîne Derek dans le cambriolage d'un entrepôt, c'est lui qui sort son arme quand un policier arrive sur les lieux. L'inspecteur

demande qu'on lui remette le pistolet et Derek crie « Let him have it, Chris » (« Vas-y balance ! », phrase parfaitement ambiguë (« jette ton arme » ou « tire » ?), qui conduira Derek à la guillotine. Après qu'un policier ait été tué par Craig. Mais celui-ci, qui n'avait que seize ans au moment des faits, fut condamné à la perpétuité. Paul Reynolds en fait une pièce électrique qui se décharge à vide, un tourbillon par lequel on ne sait quelle émotion, obsédée par les mythes hollywoodiens (James Cagney, Tony Curtis) jusqu'à perdre tout autre repère que ces images floues. Paul Reynolds incarne jusqu'à l'absurde l'extraordinaire haine de soi qui semble avoir saisi l'Angleterre juste après la guerre. Peter Medak montre en passant les signes du déclin, la dépendance culturelle face aux États-Unis, l'absurdité d'institutions impérialistes sans empire, marquée par le moment où le juge coiffe sa peruke de laine d'un voile noir pour prononcer la sentence de mort. Parfois, dans les dernières séquences, ces efforts de mise en scène se mettent en travers de ce qui doit être dit. Mais, toujours, le film revient à la souffrance, à la séparation imbecille et irrévocable, à son sujet.

Au-delà de Derek il y a une famille, qui fait ce qu'elle peut. Tom Courtenay en incarne le père, une dignité, une honnêteté. C'est lui qui hausse le film au-dessus du pamphlet, qui lui donne sa chair. Il essaie en vain de remettre son fils sur le droit chemin ou qu'il fasse le siège de la Chambre des communes, jamais Courtenay ne se montre condescendant à l'égard de son personnage : il le montre dans toute son impuissance face à la machine institutionnelle, à son amour paternel.

THOMAS SOTINEL

## DE LA SEMAINE

(A Région jusqu'au 25). Tél. : (1) 43-38-36-92. Minitel 3615 ROCKIN-FOS.  
Berlin, Helmut Krause (21). (Jusqu'au 30 août) Musiques afro-cubaines et latino-caribéennes. Zouk, salsa, mérenge, cumbia, mambo. Tél. : (19) 49 308-81-15.  
Bocourt (Belgique), Sifika Festival : (Jusqu'au 27 juillet) Le festival de la musique, le Super Rail Band, le Benato, le Jazz Pioniers, le Papa, Marisa Monte... Tél. : (19) 323-453-6944.  
Seizième Festival de la Côte d'Opale : (Jusqu'au 26 juillet) Nilda Donovan, Alex Métyen, Calvin Russell, Buddy Guy, William Sheller. Tél. : 21-30-40-53.  
Mansuète, Jazz à Mansuète : (Jusqu'au 29 juillet) Amar Soudy, Albert King, Manu Dibango, Stéphane Elcher. Tél. : 92-76-16-00.  
Château-Arnoux, « La nuit indienne » : (Jusqu'au 5 août) Irakere (afro-cubain), Chico Valdés, tournée du rap avec FFF. Tél. : 92-64-27-34.

de spectacles et de sources diverses. Tél. : (1) 47-23-61-37.  
Musée de la Marine, Alechinsky : (Jusqu'au 13 septembre) Avec Alechinsky, le thème de la mer peut varier de la vague « japonaise » aux monstres serpents. Tél. : (1) 45-33-31-70.  
Fondation Cartier, A visage découvert : (Jusqu'au 4 octobre) De la grammaire, au cri, du masque, au silence, une exposition qui rapproche les arts premiers et la peinture d'aujourd'hui. Tél. : (1) 39-56-46-46.

Régions  
Albi, Vladimir Skoda : (Jusqu'au 30 septembre) Une installation de sphères et de plaques d'un sculpteur en langage rigoureux. Tél. : 63-47-56-50.  
Arles, Eduardo Chillida : (Jusqu'au 21 septembre) Dessins, collages, papiers découpés, terre d'un grand sculpteur espagnol. Musée Picasso. Tél. : 93-34-71-07.

Arles, Jasper Johns : (Jusqu'au 30 septembre) Ouvrages depuis 1960. Une bonne façon d'approcher le langage polymorphe du peintre américain. Fondation Vincent Van Gogh. Tél. : 96-15-15-00.  
Boumout-de-lac, Ile de Vauvrière, Berthelme : (Jusqu'au 30 août) Une prolifération de sculptures dans le paysage. Tél. : 55-69-27-27.  
Bordeaux, Norman Foster : (Jusqu'au 15 septembre) Transparence, souplesse, raffinement. Les principales réalisations du grand architecte britannique. Entrepôts. Tél. : 56-52-78-36.  
Bordeaux, Henri Gervais : (Jusqu'au 30 août) La résurrection d'un compagnon de Manet et Degas, en une centaine d'œuvres. Musée des Beaux-Arts. Tél. : 56-90-91-60.

## Danse

Festival d'Avignon (jusqu'au 3 août) : la Légende de Don Juan, la compagnie Astrakhan, Hilda Fatoumi et Eric Lamoureux, et Mathilde Monnier pour un hommage à son professeur, Viola Farber, avec Louis Scavias et Henri Texier à la musique. Tél. : 90-86-24-43. Minitel 3615 code AVIGNON, 3615 code ARTS.  
Festival de Carpentras (jusqu'au 7 août) : ballet, jazz, théâtre. Tél. : 90-63-46-35. Minitel 3615/3616 code ARTS.  
Festival de Vaison-la-Romaine (jusqu'au 27 juillet) : des Espagnols à la tradition : la Compagnie El Guito dansera des sevillanas et du flamenco. Tél. : 90-36-06-25.

## Arts

Paris-Ile-de-France  
Centre Georges-Pompidou, « Manifeste » : (Jusqu'au 28 septembre) A tous les étages du centre, un grand déploiement des collections d'art contemporain d'architecture, de design. Tél. : (1) 44-78-12-33.  
Musée d'Art moderne, Brice Marden, Opalka, Michel Verjux, hommage à André Cadere : (Jusqu'au 4 octobre) Pour l'été, une téralogie d'artistes.

de sculptures et de sources diverses. Tél. : (1) 47-23-61-37.  
Musée de la Marine, Alechinsky : (Jusqu'au 13 septembre) Avec Alechinsky, le thème de la mer peut varier de la vague « japonaise » aux monstres serpents. Tél. : (1) 45-33-31-70.  
Fondation Cartier, A visage découvert : (Jusqu'au 4 octobre) De la grammaire, au cri, du masque, au silence, une exposition qui rapproche les arts premiers et la peinture d'aujourd'hui. Tél. : (1) 39-56-46-46.  
Régions  
Albi, Vladimir Skoda : (Jusqu'au 30 septembre) Une installation de sphères et de plaques d'un sculpteur en langage rigoureux. Tél. : 63-47-56-50.  
Arles, Eduardo Chillida : (Jusqu'au 21 septembre) Dessins, collages, papiers découpés, terre d'un grand sculpteur espagnol. Musée Picasso. Tél. : 93-34-71-07.  
Arles, Jasper Johns : (Jusqu'au 30 septembre) Ouvrages depuis 1960. Une bonne façon d'approcher le langage polymorphe du peintre américain. Fondation Vincent Van Gogh. Tél. : 96-15-15-00.  
Boumout-de-lac, Ile de Vauvrière, Berthelme : (Jusqu'au 30 août) Une prolifération de sculptures dans le paysage. Tél. : 55-69-27-27.  
Bordeaux, Norman Foster : (Jusqu'au 15 septembre) Transparence, souplesse, raffinement. Les principales réalisations du grand architecte britannique. Entrepôts. Tél. : 56-52-78-36.  
Bordeaux, Henri Gervais : (Jusqu'au 30 août) La résurrection d'un compagnon de Manet et Degas, en une centaine d'œuvres. Musée des Beaux-Arts. Tél. : 56-90-91-60.  
Calais, de Matisse à aujourd'hui : (Jusqu'au 14 septembre) Saï-on que les œuvres du Nord-Pas-de-Calais sont riches en sculptures du XXe siècle ? Musée des Beaux-Arts et de la Sculpture. Tél. : 21-46-62-00. Musée également à l'honneur au Calvados-Cambresis, musée Matisse (gravures des Fleurs du Mai) jusqu'au 27 septembre (tél. : 27-64-13-15). A Vannes musée des Beaux-Arts (bronze) jusqu'au 30 août (tél. : 66-76-70-76) et à Nice, musée Matisse (donation Marie Matisse) jusqu'au 27 septembre (tél. : 93-13-23-30).  
Champ, Daniel Buren : (Jusqu'au 13 septembre) Dans une nouvelle prestation in situ, Buren fait passer une lumière à travers une toile tendue sur des rayons. Les écuries à Saint-Hugues.  
Marseille, Jean-Michel Basquiat, une rétrospective : (Jusqu'au 21 septembre) La trajectoire fulgurante d'un jeune peintre new-yorkais, terriblement doué. Musée Cantini. Tél. : 91-34-77-75.  
Marseille, Byeri Fang, sculptures

## Disques

Rock  
The B-52's

Il y eut des premiers (avant REM) à émerger d'Athènes, Georgia, il y a quinze ans, la foule des Talking Heads, imposèrent alors un rock différent, drôle, sensuel et érotique. Après bien des années (dont la mort en 1981 de Ricky Wilson, fondateur du groupe), les B-52's (qui devaient leur nom, on ne le répète jamais, à une coiffure en style choucroute, en vogue dans leur natal) sont revenus en premier plan en 1989 avec Love Shack, un disque exubérant, produit pour moitié par Nile Rodgers.

vers le versant du pop et pour l'autre par Don Williams (le côté rock). Good Stuff est un disque à la même recette, mais il manque un ingrédient : Cindy Wilson, l'une des deux chanteuses, a quitté le groupe. Le duo Wilson-Kate est responsable des harmonies les plus stridentes, les plus joyeusement bizarres de l'histoire du rock. Ici, il faut faire sans. C'est peut-être pour ça que le groupe en rajoute dans le rock, ne s'arrête pas sur les titres produits par Don Williams - du conformisme, rythmique, sensuel, à guitares électriques. On retrouvera quand même le charme du groupe, cette vitalité, cette ne se rendre pas à la réalité et à croire que la vie est belle. Un film à voir, Presley.

Reprise/WEA 7004-1544-1

## Chanson

Richard Bohringer

Déclarer une bande-son n'a jamais fait la gloire du chanteur. Richard Bohringer, avec ses airs de force de la nature, ses tentatives de faire du côté facile à démonter, mis à jouer les rôles de l'entrepreneur et de l'homme d'affaires. C'est lui qui hausse le film au-dessus du pamphlet, qui lui donne sa chair. Il essaie en vain de remettre son fils sur le droit chemin ou qu'il fasse le siège de la Chambre des communes, jamais Courtenay ne se montre condescendant à l'égard de son personnage : il le montre dans toute son impuissance face à la machine institutionnelle, à son amour paternel.

T. S. 1 PolyGram H. V. Mo

### VOTRE TABLE CE SOIR

● Ambiance musicale ● Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures.

DINERS		RIVE DROITE	
LA VILLA CRÉOLE « OPÉRA » 19, rue d'Anin, 2° 47-42-64-92	MARMITE D'OR de la cuisine créole. Recommandée par BOTTIN GOURMAND. PIANO le soir. Menu : midi 110 F, le soir 159 F. F. Jam. midi et dim. Cuisine raffinée.	LE CORSAIRE 45-20-87-85 et 45-25-53-25 1, bd Exelmans, 16°	Le restaurant vous ne s'avez jamais déçu. Spécialité de poissons, viandes, frites. Cuisine faite par le patron. Menu à 85 F et 110 F. Fermé samedi.
EL PICADOR. Ouv. du merc. au dim. soir 80, bd des Batignolles, 17° 43-87-28-47	J. 22 h. DANS SON NOUVEAU CADRE, spéc. espagnoles : PAELLA VALENCIANA, ZARZUELA, BACALAO, vins d'Espagne, 34 ans de renommée parisienne. Cité par les guides.	RIVE GAUCHE	
NOS ANCIENS LES BOUTES 11, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4° 46-11-61-12	Unique au monde. Cadre fin 17°. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 180 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dînette midi et soir.	LE MAHARAJAH 43-54-26-07 12 h à 23 h, ven., sam., après 1 h. CADRE LUXUEUX. Env. 160 F.	L'INDE SUCCULENTE au 72, bd St-Germain, 5°. M. Maubert, T.L.I. NON-STOP de Paris à transporter : moins 30 %
SRI RAM F. sam. midi et dim. 15, rue Jules-Chartier (6°) 43-25-12-34	J. 23 h 30. Spécialité TANDOORI, CURRY, BIRYANI. Menu midi 49 F et 69 F, soir 99 F.	RESTAURANT THOUIMIEUX 79, rue Saint-Dominique, 7°	
Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. See jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. sec continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.		SOUPERS APRÈS MINUIT	
ALSACE A PARIS Tél. 43-36-89-36 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6° - Salons CHOUCRUTES, grillades.		LES GRANDES MARCHES 111, rue de l'Opéra-BASTILLE La bonne adresse du quartier. HUITRES toute l'année. POISSONS DU MARCHE Plus traditionnels. Vins à découvrir. DECOR « Bistrot de l'ère » TERRASSE ENSOLEILLÉE Tél. de 11 h à 30 h 2 heures du midi. 6, place de la Bastille. 46-40-32	



## ÉCONOMIE

## BILLET

## M. Greenspan sur la défensive

Il n'est pas facile, cette année 1992, d'être responsable de l'économie de l'un des grands pays industriels. Les Sept l'ont démontré au début du mois, en se révélant incapables d'apporter des solutions à la faiblesse de la croissance mondiale et en affichant leurs désaccords sur des sujets aussi importants que le commerce international. M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale (la Fed), l'a également prouvé, mardi 21 juillet, devant le congrès américain.

À quelques semaines des élections, une période de morosité économique et de grande nervosité boursière, le témoignage de M. Greenspan était plus attendu. Mais le président de la Fed n'a pu que répéter ses affirmations des derniers mois, à savoir que la reprise économique allait bientôt reprendre de la vigueur.

M. Greenspan, qui présentait les prévisions économiques de la Fed à mi-année, a bien sûr insisté sur les principaux aspects positifs de la situation américaine. L'inflation est, en juillet, à son plus bas niveau modéré; l'emploi devrait continuer à s'améliorer — après la forte dégradation de 1991, le taux de chômage repassant au-dessous de la barre des 7 % de la population active. Une estimation partagée par l'OCDE (lire ci-contre).

En matière monétaire, les États-Unis ont bien sûr épuisé leur capacité d'action, après les multiples diminutions de la Fed intervenues depuis l'été 1990 (le taux de l'escompte s'établit à 3 % seulement). En matière budgétaire, la marge de manœuvre est pratiquement nulle, comme l'a rappelé M. Greenspan, qui le déficit atteint des niveaux inédits. Impossible d'augmenter les dépenses sans augmenter les recettes, ce à quoi il n'est pas question d'envisager un ajustement de la fiscalité. Reste à attendre, pour l'administration américaine, une reprise spontanée de l'économie. Dans ce cas, un surcroît de compétitivité, obtenu à travers une nouvelle baisse du dollar, n'est pas à négliger, ce qui explique certainement pourquoi M. Greenspan n'a pratiquement pas fait allusion aux problèmes des taux de change, mais que, le même jour, les banques américaines lançaient une action pour enrayer la chute du dollar. Les parlementaires n'ont pas égaré M. Greenspan, au long de ces quatre heures d'intervention. Le président de la Fed s'est défendu, et peut se consoler, en rappelant que la plupart de ses collègues du G7 ne trouvent dans la Fed aucune impasse.

FRANÇOISE LAZARE

Adopté par le conseil des ministres

## Le plan d'ajustement du gouvernement espagnol vise à réduire le déficit de l'Etat

Le gouvernement a adopté, mardi 21 juillet, lors d'un conseil des ministres extraordinaires, un plan d'ajustement afin de réduire le déficit de l'Etat. À partir du 1<sup>er</sup> août, le taux moyen de TVA va passer de 13 à 15 % et les impôts vont augmenter entre 0,5 et 3 %.

MADRID

de notre correspondant

L'objectif du plan d'ajustement adopté par le pouvoir socialiste espagnol est de réduire le déficit de l'Etat qui a augmenté de 40,4 % au premier trimestre de cette année par rapport à la même période l'an dernier, pour atteindre le montant de 1 200 milliards de pesetas (65 milliards de francs). Pour le régime, il était devenu impératif de réduire le montant des dépenses publiques, afin que le déficit public ne soit supérieur à 2,6 % du produit intérieur brut (PIB).

Ce plan d'ajustement, présenté au patronat et aux syndicats, doit permettre de réduire le déficit de 326 milliards de pesetas (17,5 milliards de francs) en limitant les dépenses à un montant évalué à 186 milliards de pesetas et en procurant des recettes supplémentaires pour une somme de 170

milliards de pesetas. Tout le monde se concentre sur la ceinture : les administrations et le contribuable.

L'augmentation de la TVA de deux points (réclamée par Bruxelles pour le 1<sup>er</sup> janvier 1993) va entraîner une hausse des prix à la consommation, notamment pour des produits comme l'essence, le tabac, l'alcool, les vêtements, l'électroménager et provoquer une hausse estimée à un point de l'inflation dont le rythme annuel s'élève en juin à 0,2 %.

## « Un effort » aux citoyens

Selon le ministre de l'Économie et des finances, M. Carlos Solchaga, l'augmentation des impôts, qui sera rétroactive à compter du début de l'année, ne touchera que 3 % des contribuables de façon graduelle. M. Solchaga a reconnu que le gouvernement avait fait un travail de prévision et a estimé que l'effort des citoyens pour permettre l'ajustement de l'économie. Il a souligné que le plan d'ajustement, excluant une possible reprise de l'impôt, admettait que cette année le taux de croissance soit inférieur à 2 %.

Ces restrictions des dépenses publiques, le gouvernement a supprimé les offres d'emplois publics,

réduit le train de vie des ministres et va restreindre les investissements. Les mesures ne sont pour l'instant qu'un début. Il est prévu une série de réformes structurelles, comme notamment la réforme de l'Inem, l'équivalent de l'Agence nationale pour l'emploi en France, dont le déficit pour l'année sera de l'ordre de 400 milliards de pesetas (21,5 milliards de francs), celle de la formation professionnelle et sans doute, dans un avenir proche, un certain nombre de privatisations d'entreprises publiques.

Le chef du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, le budget de 1993 sera placé sous le signe de l'austérité. Il s'agit donc d'une anticipation sur une période de restrictions jugée nécessaire pour corriger les principaux déséquilibres macro-économiques. Ce n'est que l'avant-garde d'un réajustement de l'économie espagnole pour la mettre à l'heure européenne mais également pour respecter les proportions plus strictes imposées par certains déficits, comme celui du commerce extérieur qui a augmenté de 62,7 % au cours des cinq premiers mois de l'année, alors que les investissements étrangers se réduisaient à moitié, selon la banque d'Espagne.

MICHEL BOLE-RICHARD

## Trente millions de chômeurs dans les pays de l'OCDE

Suite de la première page

Pour ne rien arranger, la plupart des indicateurs sont inquiétants. Partout, le chômage de longue durée atteint des chiffres records. Il progresse et continuera de le faire, estime l'OCDE. Désormais, les suppressions d'emplois touchent des catégories de personnes qui ont été épargnées précédemment, les employés des cadres, et les différentes branches des services. Même les services de santé s'effondrent. En conséquence, les nouveaux emplois qui apparaissent sont, « en forte proportion », des emplois temporaires et de moins en moins qualifiés. On assiste à un développement généralisé du travail indépendant, qui occupait 27 millions de personnes en 1979. Ce mouvement est sensible en Grande-Bretagne où le nombre a doublé en dix ans.

## Difficultés « d'origine structurelle »

Les espoirs de corriger cette évolution des indicateurs par les progrès technologiques, le développement des cycles de production, l'évolution rapide de la structure de la demande et le déplacement de l'avantage comparatif d'un pays à un autre, l'OCDE, dans son langage bien spécifique, note que « les facteurs sont qu'il est difficile de dire quelles seront l'origine et la nature des ajustements dérivés ». « La baisse de certains emplois et leur probable maintien incertain », est-il ajouté. Quand même, une adaptation à la croissance ou des mesures politiques de court terme ne suffiraient pas à diminuer le chômage. L'OCDE en conclut, comme dans ses rapports antérieurs, que les difficultés du chômage sont essentiellement « d'origine structurelle » et appelle les gouvernements à

agir dans ce sens. Sans illusion, toutefois, quant aux résultats, dans l'immédiat ou à plus long terme.

Entre autres maux, les experts soulignent la « gaspillage » des ressources en main-d'œuvre, mais préoccupant que l'inadéquation de l'offre et de la demande. Ils critiquent un état de « sous-utilisation » qui se mesurerait par la croissance du « non-emploi », une mesure plus large que celle du chômage. Au cours des

vingt dernières années, 13 et 20 % des hommes de plus de cinquante-cinq ans faisaient encore partie de la population active. La proportion n'est plus que de 20 % à 25 %, aujourd'hui, et la moitié de ceux qui pointent au chômage le sont depuis plus d'un an.

S'il n'y a pas de réaction rapide, l'OCDE recommande de renoncer aux mesures qui risquent d'engendrer une dépendance à l'égard de l'adaptation. Peu ambitieuse, elle estime que « la seule solution » réside dans une panoplie de mesures dans laquelle jouent un rôle important le renforcement des

taux d'activité des travailleurs âgés de 55 ans et plus en pourcentage.

Source : OCDE  
Chiffres pour l'année 1990 sauf pour l'Allemagne (1987).

Pays	Taux d'activité (%)
Italie	9,7
France	17,6
Espagne	19,5
Allemagne	22,8
E.-U.	29,1
R.-U.	36,5
Suède	39,7
Japon	44,2

En 1988, ce phénomène touchait 25 % des hommes en âge de travailler, et 20 % des femmes. Les jeunes, qui parfois poursuivent leurs études, les femmes et, bien sûr, les plus âgés appartenant aux catégories les plus vulnérables. D'ailleurs, l'OCDE évoque un chapitre sur la situation des plus de cinquante-cinq ans pour relever que le taux d'activité a diminué, dans ces tranches d'âge, au cours des deux dernières

années. Son rôle est de prôner une approche

concordante ». Son souhait est qu'on parvienne, simultanément, à faire reculer l'activité et le chômage. Or, avec les données diverses, peu de pays ont réussi cet exploit dans les années 80 : les Pays-Bas et les États-Unis pour les hommes, les mêmes plus l'Australie, le Portugal, la Suède et la Grande-Bretagne pour les femmes.

ALAIN LEBEAUCHE

Devenant le « numéro 1 » mondial du transport aérien

## British Airways acquiert 44 % de US Air

British Airways a acquis une participation de 44 % de US Air, la sixième compagnie aérienne américaine, a-t-on appris mardi 21 juillet à Londres, pour une somme de 3,9 milliards de francs, formant un conglomérat qui devient le « numéro 1 » mondial du transport aérien.

LONDRES

de notre correspondant

En faisant ainsi une entrée en force sur le marché américain, lequel représente 40 % du marché mondial, Lord King of Wartonby, le président de British Airways, réalise les vieilles ambitions d'expansion de la compagnie britannique. L'accord avec US Air (la suite de des négociations infructueuses : la première en 1989, avec United Airlines, la seconde, plus récemment, avec KLM, la compagnie néerlandaise, qui a quitté le marché de l'Amérique du Nord grâce à sa participation dans Nordwest. Après quatre mois de négociations, les pourparlers avec KLM avaient été rompus en février.

L'accord avec US Air s'est réalisé aux conditions suivantes : le montant de la participation de 44 % de US Air acquise par « BA » s'élève à 3,9 milliards de dollars (environ 3,9 milliards de francs), sous la forme d'actions convertibles.

## Une situation financière préoccupante

Malgré ces succès américains limitant les participations étrangères à 25 %, cela signifie que British Airways détient désormais 21 % des droits de vote des actionnaires, pourcentage pouvant s'élever à 44 % au bout d'une période de quatre ans. British Airways prend ainsi une avance déterminante sur ses principaux concurrents européens et place le nouveau conglomérat BA — qui représente maintenant quelque 78 millions de passagers par an — à la première place mondiale (en nombre de passagers transportés),

devançant les « géants » que sont American Airlines et Delta.

US Air détient en effet quelque 40 % du marché des liaisons intérieures sur la côte est des États-Unis, notamment entre les villes de Boston, New-York et Washington. La compagnie américaine transportait 17 millions de passagers par an, avec une flotte de 40 appareils, et emploie 45 000 personnes. Par comparaison, British Airways transporte 13 millions de passagers par an, avec 30 appareils, et emploie 48 000 personnes.

Cet accord intervient au moment où US Air connaît une situation financière préoccupante : après des bénéfices de 21,5 millions de dollars en 1989, les pertes se sont élevées à 501 millions de dollars en 1990, le déficit atteignant 173 millions de dollars l'année dernière, alors qu'il était de 70 millions l'année précédente.

La situation de British Airways est bien meilleure : après qu'elle perdait beaucoup d'argent depuis la privatisation en 1987, elle est devenue extrêmement rentable, surtout si on la compare avec celle d'Air France, de la Lufthansa ou d'Alitalia. Les bénéfices avant impôt pour l'année financière se terminant en mars 1992 ont atteint 135 millions de livres (environ 2,85 milliards de francs) — contre 130 millions de livres en 1991 et 120 millions de livres en 1990.

L'annonce de cet accord a provoqué une hausse des actions de British Airways et de US Air. Il faudra toutefois attendre le « feu vert » des ministères américains des transports et de la justice, ainsi que l'approbation de la Commission européenne. C'est une victoire pour Lord King, qui prendra sa retraite en 1993 (devenant président honoraire), laissant sa place à l'actuel « numéro deux », Sir Chris Marshall.

LAURENT ZECCHINI

A la recherche de recettes budgétaires

## M. Waigel annonce une relance du programme de privatisations en Allemagne

Le gouvernement allemand veut relancer les privatisations, a annoncé, mardi 21 juillet, M. Theo Waigel, le ministre des finances. Deux douzaines de firmes seront mises sur le marché dont Telekom, la société des télécommunications, et Lufthansa, la compagnie de transports aériens.

FRANCFORT

de notre correspondant

Lois de libéralisation budgétaires, le gouvernement allemand privatise les entreprises publiques par morceaux et, finalement, assez lentement. Depuis 1983 qu'il a lancé le mouvement par la loi de libéralisation budgétaire, le pouvoir, ces opérations (cessions des parts de l'entreprise Volkswagen ou les pétroles Veba) n'ont rapporté que 10,5 milliards de marks (5,25 milliards de francs).

## L'accord sur le financement de l'assurance-chômage est signé

L'accord sur le financement de l'UNEDIC a été officiellement signé, mardi 21 juillet, par les organisations patronales — le CNPF, la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises), l'UPA (Union professionnelle et artisanale) — et deux organisations syndicales, la CFDT et la CFE-CGC. Destinée à sauver le régime d'assurance-chômage, le texte reprend les dispositions du protocole d'accord du samedi

20 juillet 1991 daté 19-20 juillet. La CFTC, qui n'est pas un premier temps membre de l'UNEDIC, a jusqu'à présent refusé de signer le protocole. La CGT n'est pas non plus au dispositif. Le secrétaire général du FO, M. Jean Blondel, a affirmé, lundi 20 juillet que « le protocole d'accord ne pouvait être signé en l'état » et exige, dans une lettre au CNPF, « la reprise des négociations » (le Monde du 21 juillet).

La gravité des accidents de travail a augmenté au premier semestre 1991. — Le nombre total d'accidents du travail enregistrés au premier semestre 1991 (787 300) est en légère diminution par rapport aux 800 000 du premier semestre 1990 (791 800). Mais « les chiffres font apparaître, parallèlement, une

augmentation de ceux-ci », précise la Caisse nationale d'assurance-chômage (CNAM) dans ses statistiques. Environ 400 000 accidents de travail ont entraîné un arrêt de travail de plus de vingt jours au cours du premier semestre 1991, contre 371 724 pour le premier semestre 1990.

## Nouvel accès de faiblesse de la Bourse de Tokyo

La Bourse japonaise a donné, mercredi 22 juillet, un nouveau signe inquiétant de faiblesse en perdant 2,9 % en touchant son plus bas niveau depuis le début de l'année. Depuis le début de l'année (page 18), cet animal plongeant du marché japonais n'est pas de nature à rassurer la confiance des investisseurs financiers. Les places financières japonaises parviennent à relever le niveau d'escompte de la Bundesbank le 16 juillet.

Mais le plus inquiétant, aux yeux des observateurs, c'est que la chute continue du Yen menace l'ensemble du système financier japonais. À chaque

fois que les actions, les banques nipponnes voient leurs fonds propres diminuer puisqu'elles y intègrent une partie de leurs plus-values.

Avec un indice Nikkei à 15 000 points (il est tombé mercredi 22 juillet à 15 541), selon l'agence d'évaluation financière britannique IBCA, la position de onze des quinze plus grandes banques japonaises devient délicate. Conséquence directe, le Japon pourrait être touché d'un « crédit crunch », un véritable blocage du système bancaire.

La Banque du Japon a d'ailleurs annoncé le 17 juillet que

l'offre de crédit en juin a progressé de 0,9 %, sa plus forte croissance depuis 1945. Pour maintenir le système à flot, le ministère des finances japonais vient d'autoriser les banques à émettre des obligations « perpétuelles ».

Les boursiers espèrent également une nouvelle hausse du Yen japonais qui soutiendrait l'activité de la Bourse. Le yen risquerait d'en être la principale victime. Après avoir été réduit quatre fois en un an, le taux d'escompte japonais est à 3,75 %, à comparer aux 8,75 % de son équivalent allemand.

## Les trois du CSA

Les trois compagnies de transport aérien françaises (Air France, Lufthansa, Alitalia) ont signé un accord de coopération pour la mise en œuvre d'un programme de privatisation.

Le programme de privatisation des compagnies de transport aérien françaises (Air France, Lufthansa, Alitalia) a été adopté par le conseil d'administration du CSA.

Le CSA a décidé de privatiser les compagnies de transport aérien françaises (Air France, Lufthansa, Alitalia) par le biais d'une opération de fusion-acquisition.

Le CSA a décidé de privatiser les compagnies de transport aérien françaises (Air France, Lufthansa, Alitalia) par le biais d'une opération de fusion-acquisition.

Le CSA a décidé de privatiser les compagnies de transport aérien françaises (Air France, Lufthansa, Alitalia) par le biais d'une opération de fusion-acquisition.

Le CSA a décidé de privatiser les compagnies de transport aérien françaises (Air France, Lufthansa, Alitalia) par le biais d'une opération de fusion-acquisition.

Le CSA a décidé de privatiser les compagnies de transport aérien françaises (Air France, Lufthansa, Alitalia) par le biais d'une opération de fusion-acquisition.



# Mort de l'économiste Pierre Uri

## *Un bâtisseur de l'Europe*

## Les infrastructures de transport doivent concilier décisions publiques et intérêts privés

### Limitier l'usage de la voiture

**ALAIN FALLIAS**

Monnet ne l'avait pas oublié. A partir de 1930, c'est l'Europe qui constitue l'horizon familial de Pierre Uri. Il participe à l'élabora-

On le retrouve **au Café Jean-Moulin**. C'est alors que la **politique** le pique et qu'il

Curieux destin, au fond, que celui de Pierre Uri ! Cet homme, l'un des plus brillants de sa génération, très ardent et travailleur de l'usine. Sans doute fut-il victime de ses attentivités maladroites. Réflexion ? Action ? La dialectique qui se développe si l'on veut aller jusqu'au bout de chacun des termes. Peut-être inconsciemment.

**PIERRE DROUIN**

Responsable de la commission «Fiscalité» du Parti socialiste en 1981, M. Uri était le plus grand gagnant du prix de la fiscalité en 1991. Il a reçu en 1991 la Grand-Croix de l'Ordre national du Mérite. A cette occasion, M. Mitterrand a nommé M. Uri président de l'Europe comme un de ceux qui ont le plus contribué à la construction de l'Europe. M. Uri est aussi le plus grand gagnant de la commission des finances de l'Assemblée nationale. M. Uri est aussi le plus grand gagnant de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Jul  
23  
le  
i-  
c,  
c  
t-  
d  
s  
1

**Suite de la première page**

## La crise Arte

**Pas  
de débat**

déjà ■■■ son histoire,  
la possibilité ■■ s'affir-  
mer au gouvernement. Une  
■, en 1990, ■■ moment  
de la création du réseau de La  
Brette : à ■■■ époque,  
savait que la chaîne  
n'était pas viable, compte  
tenu des impossibilités publicitaires  
et des contraintes réglementaires.  
■ ■■ soucieux d'aider un  
projet dont il n'est ni préoccupé par l'in-  
terêt médiatique de TF1, il a

Deux raisons supplémentaires viennent accroître l'inertie « politique » de l'institution. L'organisme de surveillance, le CSA, a statué sur une multitude de sujets juridiques-techniques : ■ qu'une radio change ■ nom, ■ site, d'actionnaire, ■ qu'un immeuble brouille la réception d'un émetteur, le ■ doit trancher. *Chaque mardi, les*

ionté politique et ses analyses. Quant à **xxx** président, il n'a jamais voulu incarner un contre-pouvoir qui ferait du **CSA** une référence incontournable. Les couloirs du Conseil **brumaire** aujourd'hui **xxx** rumeurs d'un départ prochain. M. Boutet, **xxxx** le fardeau, l'avoue un peu las.

Pour **■ ■ ■ ■** conforme délivré **■** M. le  
Procureur général sur **■** réquisition.  
**P/LE GREFFIER EN CHEF,**

**YES MANQU**

**PASCALE ROBERT-DIARD**







Le Monde

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde ■ Jeudi 23 juillet 1992 17

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

392 7

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>92 HAUTS-DE-SEINE</b>					
<b>2<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			5 pièces	7, rue Alexandre-Cabanel AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	500 + 1 650 9 606	3 pièces	BOULOGNE 24, rue des Abondances LOC INTER - 47-45-16-08 Frais de commission	7 000 + 530 5 310
2 pièces	5, rue Volney GCI - 40-16-28-71 Frais de commission	500 + 325	STUDIO	15, rue Fosse LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	500 + 432 4 122	1 pièce	ISSY-LES-MOULINEAUX 15, av. Jean-Marie SAGGEL - 46-08-80-38 Frais de commission	4 800 + 540 5 340
<b>4<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 pièces	4, rue du Bocage LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	7 050 + 597 5 382	STUDIO	NEUILLY 3, square Maurice-Denis SAGGEL - 46-08-80-38 Frais de commission	3 300 + 383 2 378
2-3 pièces	15, rue Bourdon CIGIMO - 48-00-89-88 Frais de commission	6 080 + 1 490 4 648	<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			STUDIO	NEUILLY 223, Ch. de Gaulle CIGIMO - 48-00-89-88 Frais de commission	3 880 + 563 3 317
<b>5<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 pièces	23, bd. Ponceau AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	18 000 + 1 600 11 385	2 pièces	NEUILLY 22, bd du Gal-Lacour GCI - 40-16-28-88 Frais de commission	7 000 + 807 5 193
2 pièces	11, rue Tournefort GCI - 40-16-28-88 Frais de commission	8 250 + 415	5 pièces	27-29, rue de la Harpe AGIFRANCE - 49-03-44-06 Frais de commission	19 000 + 3 497 13 803	3 pièces	NEUILLY 7, rue Julien-Potin AGIFRANCE - 49-03-44-06 Frais de commission	7 010 + 1 111 7 010
<b>7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			STUDIO	4, rue Félian-David SOLVEG - 40-67-06-89 Frais de commission	4 870 + 524 4 153	4 pièces	NEUILLY 223, Ch. de Gaulle CIGIMO - 48-00-89-88 Frais de commission	15 401 + 2 549 13 852
1 pièce	80-82, rue St-Dominique SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	6 800 + 1 225 5 336	5 pièces DUPLEX	4, rue Félian-David SOLVEG - 40-67-06-89 Frais de commission	18 500 + 1 980 16 275	6 pièces	NEUILLY 14, rue Chauveau AGIFRANCE - 49-03-44-06 Frais de commission	18 842 + 2 148 11 344
<b>10<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3-4 pièces	58, rue Boissière SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 375 + 711 5 310	STUDIO	PUTEAUX 6, rue Ampère SAGGEL - 47-78-18-85 Frais de commission	3 320 + 1 111 2 390
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 pièces	SÈVRES 2, rue des... SAGGEL - 46-08-80-38 Frais de commission	4 450 + 884 3 204
1 pièce	25-28, av. Foch AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	14 300 + 1 450	2-3 pièces	7, rue... AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	9 000 + 1 230 8 230	<b>94 VAL-DE-MARNE</b>		
<b>12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 pièces	173, bd. Ponceau AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	16 000 + 1 111 10 889	2 pièces	SAINT-MANDÉ 4, av. Joffre LOC INTER - 47-45-16-08 Frais de commission	5 000 + 500 4 500
100 m² DUPLEX	21, rue d'Hauteville GFC - 40-16-28-71 Frais de commission	8 450 + 1 111	4 pièces	117, rue Cardinet SOLVEG - 40-67-06-89 Frais de commission	8 150 + 1 620 7 225	<b>95 VAL-D'OISE</b>		
<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4-5 pièces	120, rue de Tocqueville SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	13 780 + 1 894 9 922	4 pièces	SAINT-GERMAIN 101, rue du Gal-de-Gaulle SAGGEL - 47-78-18-85 Frais de commission	5 980 + 957 4 305
2 pièces	8-10, rue Jules-César AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 880 + 810 6 108	<b>20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					
3 pièces	18-20 bis, bd de la Bastille AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 105 + 1 020 5 767	2 pièces	74-80, rue de Buzenval AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 200 + 885 2 988			
3-4 pièces	29, av. Ladrin-Rollin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	9 000 + 1 700 6 404	2 pièces	117, rue des Haies CIGIMO - 48-00-89-88 Frais de commission	3 100 + 740 2 992			
117 m²	8-10, rue Jules-César AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	11 215 + 1 540 7 979	<b>78 YVELINES</b>					
			1 pièce	38, rue des Maronniers SOLVEG - 40-67-06-89 Frais de commission	5 300 + 1 095 4 375			
2 pièces	86, rue de la Fédération AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 550 + 970 4 950	2 pièces	VIROFLAY 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO - 48-00-89-88 Frais de commission	3 735 + 700 2 988			

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE

AGIFRANCE  
GROUPE  
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CIGIMO  
GROUPE GTF

GFC

GENERALI

LOC INTER  
Transactions Tél. : 47-45-16-08

PHENIX  
GESTION  
AGF GROUPE D'ASSURANCE  
DE FRANCE

SAGGEL  
VENDÔME  
GROUPE UAP

SOLVEG  
LOCATION VENTE ET GESTION D'IMMEUBLES

Le Monde

Chaque mercredi (numéro daté jeudi)

Vos rendez-vous IMMOBILIER

La sélection immobilière - Les locations des institutionnels - L'immobilier d'entreprise

Professionnels : 46-62-73-43 - Particuliers : 46-62-72-02/46-62-73-90

ROBERT-DIARD







## BOURSE DU 22 JUILLET

**Cours relevés à 14 h 00**

»

« affaire  
nt des  
litiques  
avec la  
nie? Je  
moi de  
s cette  
ret de  
la pré-  
vée et  
ictime  
vas eu,  
lire ce  
répro-  
qu'il  
s un  
», a

suite  
n de  
tade  
e de  
ance  
qu'à  
éral  
ager  
dité,  
isel  
et  
ipai  
en  
de  
Je  
de

du  
les  
le  
li-  
e,  
re  
a-  
:é  
s  
a  
s



## SPORTS

CYCLISME : le 79<sup>e</sup> Tour de France

## Un guerrier dans la brume

L'Irlandais Stephen Roche (Carrera) a remporté, détaché, mardi 21 juillet, l'étape qui conduisait les coureurs de Saint-Etienne à La Bourboule (212 kilomètres). Sur la ligne d'arrivée, noyée dans un épais brouillard, il précédait le Russe Ekimov et l'Espagnol Unzuaga. Pas de changement au classement général. Le Français Jalabert, en terminant à la sixième place, a conforté son meilleur vert.

## LA BOURBOULE

de notre envoyé spécial

Le Tour est une course dure, parfois même implacable. Après seize étapes, elle a déjà laissé sur le bord de la route une soixantaine des 198 coureurs qui avaient pris, la fleur au guidon, le départ à Saint-Sébastien. Le Tour ne fait pas de sentiment. Mais le Tour est juste. Il l'avait prouvé en laissant aller jusqu'à leur terme les flamboyantes cavalcades d'un Fignon à Mulhouse ou d'un Chiappucci à Sestrières. Il l'a encore prouvé, mardi, au sommet de la côte de Charannes, au-dessus de La Bourboule, en permettant, enfin, à l'Irlandais Stephen Roche, l'un de ces ex-ecelso ressuscités par le bain de jouvence d'une course royale (le Monde daté 19-20 juillet), de parachever sa plus belle victoire, une formidable combativité.

Décidément, ce coureur a le panache au corps. Un corps, un dos très éraclément, qui, depuis quelques temps, le fait pourtant souffrir.

## Les classements

SEIZIÈME ÉTAPE  
Saint-Etienne-La Bourboule  
(212 kilomètres)

1. Roche (Irl), 5 h 52 min 14 s ;  
2. Ekimov (Cbi) à 46 s ; 3. Unzuaga (Esp) à 50 s ; 4. Chiappucci (Ita) à 51 s ; 5. Rooks (Pb) même temps.  
Général : 1. Indurain (Esp), 79 h 58 min ; 2. Chiappucci (Ita) à 1 min 42 s ; 3. Hampsten (Eu) à 8 min 7 s ; 4. Lino (Fra) à 9 min 22 s ; 5. Bugno (Ita) à 10 min 9 s.

Qu'importe, la rage de vaincre qui l'habite semble lui faire oublier la douleur. Une rage qui, en ce faste mardi, paraissait dopée par l'air de La Bourboule, « ville oxygène » chantée par les panneaux bordant la route et réputée pour ses cures de santé et de remise en forme.

Le Tour est une course qui aime les mises en scène. Celle de mardi fut somptueuse. Engagée dans une humeur bougonne (« tout le monde en a un peu marre », résumait le « professeur » Fignon), poursuivie dans le luxe d'une allure, pour la première fois, paresseuse, l'étape devait d'abord être secouée par le durcissement des mal classés avant d'être transfigurée par un « contre » foudroyant. Une fois de plus, le dynamisme irlandais avait allumé la mèche. Le rideau se levait, le spectacle pouvait commencer.

## Le vent, le froid et le brouillard

Avec, pour décor, le superbe paysage de la montée au col de la Croix-Morand, ses landes et ses estives, son camail de vert griffé de fleurs jaunes et mauves. Savaient-ils en choisissant ce lieu sauvage, qu'il avait inspiré un chanteur-poète, enfant du pays, Jean-Louis Murat ?

« Comme un lichen gris sur le blanc d'un rocher,  
Comme un loup sous la voie lactée,  
Je sens monter en moi un sentiment  
Profond d'abandon.  
Par mon cœur et mon sang, col de la Croix-Morand, je te garde.  
Quand à brida abattue, les giboux  
[Ils se ruent,  
Je cherche ton nom (...).  
Quand montent des vallées les animaux  
brisés par le désir (transhumant),  
Je te prie de sauver mon âme de berger. »

Stephen, l'Irlandais francophile, n'avait peut-être jamais entendu cette chanson. Ce qui ne l'empêcha pas, brisé par le désir transhumant, de filer comme un loup vers le sommet du col où les giboulées se ruèrent à bride abattue. Car l'Auvergne, complice, lui avait tricoté, l'espace d'un instant, un cadre à sa mesure ou à sa mesure. Entrepreneuse dans la lumière, l'ascension s'achevait sous un ciel comme seule l'Irlande les invente quand elle est d'humeur maussade ou romantique. Avec les éléments qui se liguèrent, le

vent qui vous freine, le froid qui vous glace et la foule, figée, qui ne parvient plus à réchauffer ce cœur solitaire qui plonge dans la descente, enveloppé de brume, avec, sur ses talons, un peloton soudain secoué de décharges électriques et qui lui lancent des éclairs. A vingt kilomètres du but.

Il ne se retournera pas. Il tiendra. A travers les rues de La Bourboule, le long d'une Dordogne aux allures de torrent, dans les six kilomètres de la montée étroite et sinueuse qui mène au plateau de Charannes.

## La grande bouffe

Un instant menacé de panne sèche en raison du blocus des poids lourds et de la pénurie de carburant qui en résultait, le Tour n'en a jamais pour autant perdu l'appétit. Spécialisés dans la restauration et les services, le groupe international SODEXHO, partenaire du Tour pour la deuxième année consécutive, aura servi aux 3 500 coureurs de l'épreuve plus de 28 000 repas en vingt-deux jours, dans le cadre des buffets organisés dans l'enceinte du Village, avant le départ de chaque étape ; un service « traiteur » est assuré dans les trois cars VIP présents à chaque arrivée et un service de plats-repas est fourni aux organisateurs, aux participants de la caravane publicitaire et aux invités rejoignant la course à bord d'avions spéciaux.

Une véritable opération militaire qui mobilise quelque 500 personnes. Au total, seront ainsi englouties 1,5 tonne de charcuteries et viandes, 2,5 tonnes de fruits, 22 000 madeleines, 800 kilos de crudités, 20 000 galettes et sablés, 800 kilos de fromages, 800 litres de vin et 2 500 baguettes. A quoi s'ajoutent les buffets quotidiens offerts chaque jour sur la route de l'étape aux coureurs et journalistes par le conseil général des Hautes-Saïnes. De quoi permettre à la grande bouffe de ne jamais se serrer la ceinture.

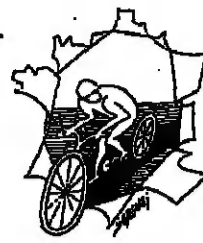
P. Fr.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal Officiel du mercredi 22 juillet 1992 :

## DES DÉCRETS

— Du 20 juillet 1992 approuvant l'avenant à la convention de coopération conclue entre l'Etat et la société d'exploitation de la quatrième chaîne dénommée Canal Plus ;  
— N° 92-680 du 20 juillet 1992 pris pour l'application à la profession d'avocat de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles.



PATRICK FRANCÈS

## CARNET DU Monde

## Naissances

— Nicole et Georges ROSTAND

sont heureux d'annoncer la naissance de leurs dix-neuvième et vingtième arrière-petits-enfants.

Réal.

le 19 juin 1992, chez

Renand et Marie-Claire  
FÉLISSE du RAUSAS,

Florence.

le 24 juin, chez

Christophe et Inès  
FÉLISSE du RAUSAS.

## Décès

— Sa famille,  
Et ses amis,  
ont la douleur de faire part du décès  
subit de

M<sup>me</sup> Jeanine DEBUT,  
professeur à la faculté des lettres  
de l'université Paris-X (Nanterre)  
et à l'université libre de Paris,

survenue le 19 juillet 1992, à Bougival  
(Yvelines).

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le jeudi 23 juillet, à 14 heures, en  
l'église Saint-Louis du Port-Marly  
(Yvelines), suivie de l'inhumation au  
cimetière de Saint-Cloud, à 16 heures.

Prix pour elle.

— Cormoranche. Abidjan.

M. et M<sup>me</sup> Pierre Monst,  
M. et M<sup>me</sup> Henri Kerner,  
M. et M<sup>me</sup> Henri Heine,  
M. et M<sup>me</sup> Claude Quarre,  
leurs enfants et petits-enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Sylvain KORNER,

le 21 juillet 1992, à l'âge de quatre-  
vingt-deux ans.

Les obsèques seront célébrées le  
24 juillet 1992, à 10 heures, en l'église  
de Cormoranche-sur-Saône.

— « La montagne a voulu me garder  
pour elle. »

Xavier MENNESSIER,

au Dr. le 19 juillet 1992.

Les obsèques auront lieu le jeudi  
23 juillet, à 15 heures, en l'église de  
Monastère-de-Clermont (Isère).

Gérard et M<sup>me</sup> Odile Mennessier,  
342, rue du Bouillou,  
34980 Saint-Clement-de-Rivière.

— Le professeur Jacques Nehll  
et M<sup>me</sup>, née Cuzat, ses parents,  
Son frère et ses sœurs,  
Ses oncles, tantes, neveux et cousins,  
Sa marraine,  
Et les familles alliées,  
Ses amis,  
ont l'immeuse douleur de faire part du  
décès de

Frank NEHLI,

survenu le 21 juillet 1992, à  
l'âge de vingt-neuf ans.

Une cérémonie religieuse aura lieu le  
24 juillet, à 17 h 30, en l'église Notre-  
Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de  
l'Association, Paris-16.

8, square Alboni,  
75016 Paris.

— Pham Tu Manh, Karin et Magali,  
Pham Tu Cuong,  
Nguyen Ngoc Giao et Thanh Thien,  
Luong Vinh An,  
Nguyen Pham Don,  
ont le deuil de faire part du décès de  
leur frère, beau-frère et oncle,

PHAM TU HUNG,

survenu le 20 juillet 1992, dans sa  
cinquante-huitième année.

— Dominique David,  
Ses amis,  
font part du décès de

PHAM TU HUNG,

survenu le 20 juillet 1992, à Paris.

## PARIS EN VISITES

JEUDI 23 JUILLET

« L'Histoire des Halles de Paris, de  
son quartier et le hall au blé »,  
10 h 30, 8, rue de la Ferronnerie  
(Paris autours).

« Hôtels, auberge et palais du  
Moyen Âge », 11 heures, place de l'Hôtel  
de Ville, devant le poste.

« Visites et concert en l'hôtel de  
Soubise », 14 h 30, 60, rue des  
Francs-Bourgeois (P.-Y. Jastel).

« L'Opéra, centre de la vie mon-  
daine de la fin du dix-neuvième siècle.  
Garnier et le style Napoléon III »,  
11 heures et 15 heures, devant l'Opé-  
ra, à droite (Connaissance d'Ici et  
d'ailleurs).

« Du canal Saint-Martin à l'église  
Saint-Laurent », 14 h 30, métro Jac-  
ques-Bonsergent (Paris pittoresque et  
insolite).

« Versailles : le quartier Saint-  
Louis », 14 h 30, façade de la cathé-  
drale Saint-Louis (Office du tourisme).

« L'art du portrait sur les monnaies  
et médailles d'inscription recomman-  
dée au 40-48-55-35 », 14 h 30, 11,  
quai de Condé (Monnaie de Paris).

« L'église Saint-Germain-des-Prés et  
son quartier », 14 h 30, devant le  
portail de l'église (Arts et culture).

« Le quartier juif du Marais. Petites  
synagogues », 14 h 30, métro Saint-  
Paul (Art et histoire).

« Le théâtre en l'hôtel de Rambouillet  
ou la vie raffinée des femmes du  
Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-  
Paul (L. Huellet).

« Le faubourg Saint-Honoré insou-  
lites », 14 h 30, 126, rue du Faubourg-  
Saint-Honoré (Europe exotique).

« La maison de Nicolas Flamel  
(1407) et autres lieux logés parisiens »,  
15 heures, métro Rambouillet,  
sortie rue du Grenier-Saint-Lazare  
(Paris autours).

« Notre-Dame des Halles : l'église  
Saint-Eustache », 15 heures, 2, rue du  
Jour (Sauvegarde du Paris historique).

« Le nouveau musée d'art asiatique :  
le Musée Heidebach »,  
15 heures, 19, avenue d'Iéna (Paris et  
son histoire).

« Le parc Montsouris, historique,  
sculptures et cités d'artistes »,  
16 heures, métro Cité universitaire  
(Paris capitale historique).

## Le Père provincial.

Et les communautés jésuites de  
Grenoble et de la région lyonnaise,  
recommandant à votre prière, le

Père Camille PASQUIER, SJ,

décédé le 18 juillet 1992, à l'âge de  
quatre-vingt-quatre ans.

Les familles ont eu lieu, à Lyon, le

21 juillet.

— M<sup>me</sup> Paulette Poulard,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Marc Chantier,  
ses enfants,  
Sabine et Romaric,  
ses petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Vanzelles,  
M. Gaston Raim,  
ses neveux et beaux-frères,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges POULARD,  
ancien administrateur civil  
de la Ville de Paris,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite,

survenu à Paris le 9 juillet 1992, à l'âge  
de quatre-vingt-un ans.

L'inhumation a eu lieu le jeudi  
16 juillet au cimetière de Montalet-le-  
Bois (Yvelines), dans le caveau de  
famille.

— Nathalie et Jean Popereon  
ont la grande peine de faire connaître  
le décès de leur frère et beau-frère,

Robert VALCOURT.

Les obsèques civiles ont eu lieu à  
Chantelle, dans l'Allier, le 20 juillet  
1992.

— M. Gilbert Varchard,  
son frère,  
M. et M<sup>me</sup> René Varchard,  
M. et M<sup>me</sup> Jean Varchard,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Yvonne VARECHARD,

raînée des PTT,  
internée politique 1944-1945,  
chevalier dans l'Ordre national  
du Mérite,

survenue le 16 juillet 1992, dans sa

quatre-vingt-neufième année.

— Les obsèques de notre ancien

collaborateur

César VOLPÉ

auront lieu le jeudi 23 juillet 1992, à  
9 heures, en l'église Saint-Gervais-  
à Auxilium (Haute-Saône).

(Le Monde du 21 juillet.)

## Remerciements

— Yves Mourouci,  
Sa fille Sophie,  
M. et M<sup>me</sup> d'Alainçon,  
Et tous les membres de sa famille,  
vous remerciant chaleureusement pour  
les témoignages d'affection à l'occasion  
de la douloureuse disparition de

Véronique MOUROUSI.

## Messes anniversaires

— Il y a quinze ans, le 23 juillet  
1977, tragiquement il nous quittait,  
victime de son devoir.

Jean SALUSSE,  
maître des requêtes au Conseil d'Etat,  
président du conseil d'administration  
des Théâtres lyriques nationaux,  
directeur de la Cuisine nationale  
des monuments historiques et des sites,

est toujours présent dans le cœur de sa  
mère, et de ses nombreux amis, pour  
qui la lumière de son esprit, de son  
intelligence et de son amour éclaira  
leur chemin de vie.

Une messe est dite à son intention,  
ce 23 juillet 1992, dans sa paroisse,  
église Saint-Louis, à Hyères (Var).

« Ne meurent que ceux que l'on

oublie. »

## Anniversaires

— Le 21 juillet 1991, disparaissait  
Claude Danièle DESAULOIS.

Ses proches,  
Ses amis,  
se souviennent.

— Pour le septième anniversaire de  
la disparition de

André JANNEY,

sa mémoire est rappelée à ceux qui re-  
tent fidèles à son souvenir.

— Pour l'Histoire.

Il y a cinquante ans, le 23 juillet  
1942, était déclaré mort à Auschwitz.

Izhor NISENBOIM.

Il avait trente-deux ans.

Arrêté à Paris le 21 août 1941 par la  
police française, il fut interné au camp  
de Drancy jusqu'à sa déportation par le  
convoy n° 3 du 22 juin 1942.

M<sup>me</sup> Marguerite Cahn,  
née Nisenboim,  
sa fille,  
Estelle et Emmanuelle Cahn,  
ses petites-filles.

## MOTOCYCLISME

## BMW K 1100 LT : catégorie lourd-léger

Malgré son carénage effilé, la BMW K 1100 LT a quelque chose d'intimidant. La fiche technique n'avoue-t-elle pas un poids en ordre de marche, plein d'essence compris, de 290 kilos ? Une bonne cinquantaine de plus que la plupart des autres modèles de la gamme. Pourtant, toute appréhension se dissipe dès les premiers tours de roue. Cette moto — la plus grosse cylindrée jamais mise sur le marché par le constructeur allemand — est d'un maniement étonnamment facile en ville, mais aussi sur les petites routes. Le poids est réparti de façon optimale et le pneu avant, délibérément étroit (taille 110/80), contribue à la rendre très maniable dans les virages serrés. Pour davantage encore de sécurité, un système de freinage ABS est proposé en option.

Sur route dégagée ou sur autoroute, on retrouve les traditionnelles qualités de stabilité et de confort de BMW avec, cependant, deux innovations principales. La première concerne la suspension arrière, équipée pour la première fois d'un combiné ressort-amortisseur d'origine... japonaise. La seconde est le pare-brise réglable électriquement, un dispositif qui n'a rien d'un gadget puisqu'il permet d'adapter la « bulle » en fonction de la taille ou de la position de conduite du pilote (qui sur de longs trajets se fatigue beaucoup moins) et réduit les bruits aérodynamiques. On regrettera malgré tout le maintien du système traditionnel de déclenchement des

clignotants qui, séparé en trois commandes différentes, réclame une fastidieuse gymnastique des doigts.

Peu gourmand, la quatre cylindres en ligne et ses seize soupapes permettent de rouler quelque 300 kilomètres avec un plein (22 litres) et disposent d'un couple très intéressant, notamment en ville où la machine est à son aise... dès qu'elle roule. A l'arrêt, en effet, le miracle se dissipe et la K 1100 redevient — comme toutes les motos en catégorie lourde — une sorte d'éléphant à deux roues, disposé à s'asseoir docilement sur sa bécasse mais terriblement susceptible si l'on amorce le moindre mouvement latéral.

Faute de nouveaux modèles, BMW a marqué le pas ces derniers temps sur le marché. La K 1100 LT devrait permettre au constructeur de Munich de remonter la pente. Ses qualités routières alliées à une indiscutable maniabilité dans le trafic urbain paraissent bien adaptées au profil de la clientèle BMW française. Alors que leurs homologues allemands parcourent 10 000 kilomètres par an et ne circulent que 30 % de l'année (pendant l'été, pour l'essentiel), les utilisateurs français de BMW — qui avaient 16 000 kilomètres et utilisent leur moto pendant la quasi-totalité de l'année — seront particulièrement sensibles à ses qualités de polyvalence.

JEAN-MICHEL NORMAND

► BMW K 1100 LT. Prix clé en main : de 82 400 F à 93 100 F (avec ABS).

« Rectificatif. — Contrairement à ce que nous indiquions dans un article sur les barrières routières (le Monde du 7 juillet), l'Union nationale des combattants ne peut être considérée comme une association proche du Front national. Son président général, M. Hugues Dailleau, nous rappelle que l'UNC a été

« créée pendant la Grande Guerre pour venir en aide à tous les combattants » et compte « toutes les appartenances politiques ou religieuses » parmi ses 350 000 adhérents. L'UNC ne doit pas être confondue avec le Cercle national des combattants (CNC), qui est, lui, un satellite du Front national.

## CORRESPONDANCE

## Le maire d'Hautmont et les immigrés

Après la publication de nos différents articles consacrés au référendum sur l'immigration organisé dans sa commune par le maire d'Hautmont (Nord), nous avons reçu de ce dernier M. Joël Wilmotte, une lettre dont voici les principaux passages :

Quels étaient les problèmes soulevés dans le dossier d'information destiné à la population d'Hautmont pour le référendum du 28 juin ?

La première difficulté réside dans la pratique des regroupements familiaux sur Hautmont des familles étrangères dont le chef de famille travaille sur Paris ou dans le département de la Seine-Saint-Denis, soit à plus de 250 kilomètres du lieu de résidence de l'épouse et des enfants.

Ainsi, depuis début 1989, les chiffres de la préfecture du Nord, font apparaître que 42 familles sont concernées sur les 80 accueillies durant cette période (...).

Ainsi, notre commune, déjà en situation difficile (développement social des quartiers, zone d'éducation prioritaire, 25 % de chômage, 18 % de population de culture maghrébine, 330 logements privés insalubres, etc.) participe cinq fois plus à l'accueil des familles primo-arrivantes que la moyenne du département du Nord (...).

La seconde difficulté se situe au niveau des anomalies relevées dans les chiffres de l'état-civil de la commune depuis 1981. Les comparaisons effectuées font apparaître une disproportion du nombre des actes de décès intéressant la communauté étrangère par rapport à sa représentation réelle, notamment en ce qui concerne les plus nombreuses de la commune : les ressortissants du Maghreb.

Ainsi, nous avons relevé 58 décès sur 2 785 — depuis 1981 — de population étrangère alors que, pour la même période, nous avions enregistré 830 naissances d'origine étrangère sur 3 836.

La réunion de ces chiffres nous a conduit à des interrogations sur le respect des textes prescrivant la déclaration du décès au lieu de

l'événement (...). Quels sont les autres problèmes ? Sans rentrer dans un détail que je pourrais illustrer de beaucoup d'exemples tirés de ma commune, ils sont les suivants :

— l'insécurité, dans les écoles primaires et maternelles, d'enfants en situation irrégulière sur le territoire national ;

— la localisation sur le territoire de la commune d'adultes étrangers en situation irrégulière ;

— le développement de la situation des hébergés et solliciteurs d'asile ;

— la pratique des mariages blancs ;

— le développement des mariages célébrés au Maghreb et transcrits dans les consuls français (...).

Le référendum d'Hautmont a permis à 68 % des électeurs de s'exprimer sur ce sujet et d'indiquer, à 87 %, que « oui des problèmes existent en matière d'immigration, notamment à Hautmont ».

## PARIS EN VISITES

JEUDI 23 JUILLET

« L'Histoire des Halles de Paris, de  
son quartier et le hall au blé »,  
10 h 30, 8, rue de la Ferronnerie  
(Paris autours).

« Hôtels, auberge et palais du  
Moyen Âge », 11 heures, place de l'Hôtel  
de Ville, devant le poste.

« Visites et concert en l'hôtel de  
Soubise », 14 h 30, 60, rue des  
Francs-Bourgeois (P.-Y. Jastel).

« L'Opéra, centre de la vie mon-  
daine de la fin du dix-neuvième siècle.  
Garnier et le style Napoléon III »,  
11 heures et 15 heures, devant l'Opé-  
ra, à droite (Connaissance d'Ici et  
d'ailleurs).

« Du canal Saint-Martin à l'église  
Saint-Laurent », 14 h 30, métro Jac-  
ques-Bonsergent (Paris pittoresque et  
insolite).

« Versailles : le quartier Saint-  
Louis », 14 h 30, façade de la cathé-  
drale Saint-Louis (Office du tourisme).

« L'art du portrait sur les monnaies  
et médailles d'inscription recomman-  
dée au 40-48-55-35 », 14 h 30, 11,  
quai de Condé (Monnaie de Paris).

« L'église Saint-Germain-des-Prés et  
son quartier », 14 h 30, devant le  
portail de l'église (Arts et culture).

« Le quartier juif du Marais. Petites  
synagogues », 14 h 30, métro Saint-  
Paul (Art et histoire).

« Le théâtre en l'hôtel de Rambouillet  
ou la vie raffinée des femmes du  
Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-  
Paul (L. Huellet).

« Le faubourg Saint-Honoré insou-  
lites », 14 h 30, 126, rue du Faubourg-  
Saint-Honoré (Europe exotique







Le débat sur l'engagement de la Bundeswehr à l'étranger

## Le SPD dépose un recours contre l'envoi d'une frégate allemande dans l'Adriatique

L'envoi de la frégate allemande *Bayern* dans la mer Adriatique pour renforcer la flottille de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) chargée de surveiller l'embargo contre la Serbie va faire l'objet d'un recours devant la Cour constitutionnelle, à la demande du Parti social-démocrate (SPD).

BERLIN

de notre correspondant

La décision du groupe parlementaire du SPD n'a pas été prise à l'unanimité. Quelques députés ont fait valoir qu'on ne pouvait pas, d'un côté, dénoncer les massacres commis par les forces serbes et, de l'autre, refuser de participer à toute action à l'étranger. De nombreux dirigeants du parti reconnaissent, du moins en privé, que l'Allemagne ne peut pas se soustraire indéfiniment à la participation aux côtés de ses alliés, et dans le

cadre d'institutions internationales telles que l'ONU ou l'UEO - à des missions de combat pour assurer ou rétablir la paix. Mais ils doivent compter avec des militants qui n'avaient accepté qu'avec la plus grande réticence, l'année dernière, lors du dernier congrès du SPD, l'adoption d'une résolution prévoyant seulement une « possible » participation de forces allemandes à des missions non combattantes de « casques bleus ».

La hantise de voir l'Allemagne à nouveau impliquée dans des conflits, même pour la bonne cause, reste profondément ancrée dans une large part de l'opinion publique. Pour le chancelier Kohl et ses amis, la redéfinition de la politique allemande en la matière est devenue une priorité. D'une part, Bonn a joué ces derniers mois un rôle important, avec le renforcement de l'UEO, avec la création du corps d'armée franco-allemand, pour promouvoir une politique de sécurité européenne dotée d'une

composante militaire propre. Cette politique a connu un nouvel élan avec la nomination à la tête du ministère de la défense d'un des bras droits du chancelier, M. Volker Rühe, et le remplacement, au ministère des affaires étrangères, de M. Hans Dietrich Genscher par M. Klaus Kinkel.

La Constitution, qui prévoit que l'armée allemande ne peut être engagée que pour la défense du territoire de la RFA, laisse ouverte la possibilité d'une coopération dans des institutions multinationales. Cette clause avait notamment permis l'intégration de la Bundeswehr dans l'OTAN. Mais elle est sujette à des interprétations contradictoires pour d'autres types de missions.

Si tout le monde est d'accord pour une clarification constitutionnelle, le SPD et l'actuelle majorité s'opposent sur l'ampleur de cette révision, ainsi que sur le rythme des changements à apporter. Après avoir accepté l'envoi d'une mission militaire médicale au Cambodge, le SPD estime que la mission du « Bayern » représente un nouveau pas en avant, qu'il tremble de devoir cautionner auprès de ses électeurs. Son recours constitutionnel lui permet de se décharger de la responsabilité politique.

HENRI DE BRESSON

POLOGNE : manifestation et grèves de mineurs. - Quelque 1 500 mineurs de Silésie, en grève d'insatisfaction, sont venus manifester, mardi 21 juillet, à Varsovie pour appuyer leurs revendications salariales. Ils ont défilé devant le siège du ministère de l'Industrie. La manifestation était organisée par la Fédération des syndicats de mineurs (FZZG, ex-communiste). Par ailleurs, la grève des mineurs de cuivre s'est poursuivie, mardi, pour la deuxième journée, dans le bassin de Lubin (sud-ouest). - (AFP)

Au conseil des ministres

## M. Béréguoy souligne la nécessité d'un « renforcement » de la coopération monétaire internationale

Le premier ministre, M. Pierre Béréguoy, a évoqué, mercredi 22 juillet, devant le conseil des ministres, la situation monétaire internationale en indiquant qu'il avait eu un contact personnel, ce sujet, lundi, avec le chancelier allemand, M. Helmut Kohl.

M. Béréguoy, dont les propos étaient rapportés par M. Martin Malvy, porte-parole du gouvernement, a évoqué les contacts pris à l'intérieur du G7 (les sept pays les plus industrialisés : États-Unis, Canada, Japon, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie et France) pour que la coopération internationale puisse jouer. Il s'est félicité des « interventions coordonnées des banques centrales qui ont permis d'enrayer la baisse du dollar constatée la semaine précédente », a indiqué M. Malvy.

Le premier ministre a estimé que les circonstances actuelles « exigent un renforcement de la coopération internationale » et qu'il est « essentiel que les États-Unis, le Japon et l'Europe restent fidèles aux conclusions de Munich [au sommet du G7, début juillet] sur la croissance économique ».

Le conseil des ministres a approuvé, d'autre part, sur proposition du ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, la nomination de deux nouveaux préfets de région. M. Bernard Landouzy, préfet de la région Auvergne, préfet du Puy-de-Dôme, a été nommé

## Accord de paix entre la Moldavie et la Russie

Les présidents russe et moldave, MM. Boris Eltsine et Mircea Snegur, ont signé, mardi 21 juillet à Moscou, un accord de règlement pacifique du sanglant conflit du Dniestr, la zone séparatiste russophone de l'est de la Moldavie. L'accord prévoit le maintien de cette région, avec un statut « particulier », au sein de la Moldavie, mais il garantit son droit d'autodétermination en cas de réunification de la Moldavie avec la Roumanie. Une force d'interposition, formée de soldats russes, moldaves et du Dniestr, doit mettre fin aux combats.

Le président moldave, M. Mircea Snegur, et son ennemi irréductible, M. Igor Smirnov, le « président » de la République russophone et autoproclamée du Dniestr, ont rejoint mardi au Kremlin, au champagne, rapporte l'agence Interfax. Le chef de l'État moldave et M. Boris Eltsine venaient de signer, en présence du dirigeant des russophones moldaves, un accord de règlement pacifique du conflit du Dniestr qui a fait, depuis mars, plusieurs centaines de morts, des milliers de blessés, des dizaines de milliers de réfugiés. Un conflit qui menaçait en outre de s'internationaliser.

Chacun pouvait sortir la tête haute. La Moldavie d'abord, puisque son « intégrité territoriale » est respectée, du moins formellement. La région du Dniestr - l'est du territoire peuplé majoritairement de Russes et d'Ukrainiens russophones, qui craignent la réunification de la Moldavie avec la Roumanie - reste « au sein » de la République moldave, certes avec un « statut particulier » qui reste à négocier. Il n'est donc plus question, comme l'exigeaient les leaders russophones, de l'indépendance totale de leur territoire ou que celui-ci devienne, pour l'instant, russe, comme l'avait suggéré le chef de la diplomatie de Moscou, M. Andreï Kozyrev.

Mais les russophones de l'est de la Moldavie ont obtenu l'essentiel.

« La population de la rive gauche du Dniestr pourra définir elle-même son avenir en cas de changement de statut de la Moldavie », selon le communiqué officiel diffusé à l'issue de la rencontre par Inter-Tass (le Monde du 4 juillet). En clair, les Russes et les Ukrainiens du Dniestr ne pourront être « roumanisés de force », ce qui était leur principale raison de se battre contre une Moldavie en marche lente mais inéluctable vers l'intégration avec la Roumanie voisine. La Moldavie a été annexée par l'URSS à l'issue de la seconde guerre mondiale (pacte Ribbentrop-Molotov) : seul le territoire du Dniestr, rajouté par Staline pour arrimer la nouvelle République soviétique à l'Union, n'était pas roumain.

Concrètement, une force d'interposition « tripartite », formée par des soldats russes - ceux de la 14<sup>e</sup> armée stationnée dans le Dniestr - moldaves et de la

« République » du Dniestr doit s'installer dans un « corridor » entre les belligérants pour mettre fin aux combats qui ont encore fait trois morts le jour même de la signature de l'accord. Et ce, avant le début des négociations finales entre Moldaves et russophones sur le « statut particulier ».

Pour peu qu'il mette aujourd'hui fin au conflit, l'accord russo-moldave n'élimine pas pour autant toutes ses causes. Deux des principaux intéressés étaient en effet absents lors de sa signature, l'Ukraine, à qui le Dniestr devrait logiquement, historiquement et géographiquement, revenir s'il refuse de suivre la Moldavie vers la Roumanie, et Bucarest, qui verrait ainsi un territoire lui échapper alors que le sud et le nord de la Moldavie ont été « donnés » par Staline à l'Ukraine.

J.-B. N.

Par crainte de violences

## Des inspecteurs de l'ONU en Irak ont été obligés de regagner leur hôtel

Les inspecteurs de l'ONU, que les autorités irakiennes empêchent d'inspecter le ministère de l'agriculture à Bagdad et qui montaient la garde devant le ministère depuis le 5 juillet, se sont repliés, mercredi 22 juillet, sur leur hôtel, a annoncé à New-York le chef de la mission d'experts de l'ONU en Irak, M. Rolf Ekeus. Il a précisé que cette décision avait été prise par crainte de violences « imminentes ou possibles » autour du ministère où se trouveraient d'im-

portants documents sur l'armement chimique de l'Irak.

Mardi, dans un entretien accordé à la chaîne de télévision CNN, le chef de l'équipe d'inspection, M. Mark Sliwa, avait affirmé que « l'intensité et l'agressivité des manifestations [hostiles à l'équipe] ne font que croître ». « Il n'y avait aucun moyen d'arrêter les manifestations », s'ils voulaient s'en prendre à nous », avait-il ajouté. - (AFP, Reuters)

PÉROU : le président Fujimori n'a pas au sommet de Madrid. - Le président péruvien, Alberto Fujimori, a annulé, mardi 21 juillet, son voyage à Madrid, où il devait participer au sommet ibéro-américain, en raison de la multi-

plication des attentats des « maotistas » du Sentier lumineux. Leurs dernières actions ont visé mardi l'ambassade de Bolivie et plusieurs bâtiments publics. Aucun bilan des victimes n'a pu être établi.

EUROPÉENS AVANT L'HEURE

## Pas d'orchidées pour l'art nazi

LONDRES

de notre envoyée spéciale

L'œil d'un bleu porcelaine délicate et la main menue martelée : « J'ai dit non », Joanne Drew, directrice de la Hayward Gallery au South Bank Center, n'aurait pas tenu sa carrière par un hommage à l'art nazi. Sur demande du Conseil de l'Europe, elle prépare actuellement une rétrospective à Londres des « Années 30-40 ». Le Royaume-Uni n'ayant jamais subi de régime fasciste a en effet paru apte à le réaliser « plus calmement que d'autres ». De toute façon, pour les Européens, « l'Allemagne est un monde à part ». Les Anglais, eux, « ne sont pas l'Europe » ; du moins le pensent-ils en majorité. Cette distance peut aider. « Pas question d'accrocher ensemble l'art libre de l'époque et les commandes du Führer. On m'accuse de censure. J'assume. » Joanne Drew ouvrira l'exposition en 1995.

La petite fille née aux Indes d'un père militaire de l'Empire est devenue la directrice des collections nationales du Royaume. Pour elle, les musées du monde n'ont pas de cave secrète. Sous le chignon gris au reflet bleuté, le regard baissé des décennies de métier. A la fin des années 50, « le déluge de l'art américain inonda l'Europe », dont l'art du moment tomba dans l'oubli. Paris perdit son honneur au profit de New-York. « Histoires » Maestricht semble vouloir renforcer l'idée d'une culture européenne. « Mais existe-t-elle seulement ? Jedis peut-être, avec le ciment du latin et du christianisme. » Miss Drew clôt de ses mains un carcé imaginaire. « Peut-on fermer

la culture, comme on le fait de l'économie ? » Grimace de dérision.

La galerie apprécie les différences de goût. Ainsi les constata-t-elle pour Millet et Courbet, dont elle réalise deux expositions en collaboration avec la Réunion des Musées nationaux. « Le premier fut ici davantage, par son côté sentimental. Le second, plus apprécié en France, déconcerta les Anglais par son réalisme absent de leur tradition au XIX<sup>e</sup>. » La succès d'une expo ? « Quand on la quitte en ayant changé sa façon de penser. » Ce fut le cas pour l'œuvre de Renoir, rebaptisée par les critiques « au rang de décor pour boîte de chocolats », jusqu'à une récente rétrospective qui corrigea le tir en battant les records d'affluence. Joanne Drew aime voler au secours des artistes prisonniers de leur réputation. Encore faut-il « sentir cela au bon moment », pour ne pas tomber à plat. « Parlez avec les artistes. Eux ont ce sens-là. »

En tropéennes bleues achetées sur un marché du Vaucluse, l'aventurière par dessin ne se soucie guère du qu'en-dira-t-on, ou des politiciens. La National Gallery doit être prochainement rénovée. Dans un dîner en ville, la princesse Charles, qui fait de l'acquerelle, donne son avis : « Le projet proposé est un anachronisme. Dans le monde, les plans sont remis sur le métier. Nul n'est parfait. De l'autre côté du Channel, il y a bien aussi l'arrogance culturelle de ces Français que des gens moins doués trouvent un peu agaçants. »

DANIELLE ROUARD

## Les experts estiment que l'effondrement de la tribune de Furiani « était inéluctable »

Les experts estiment que l'effondrement de la tribune de stade de Furiani « était inéluctablement exercé », dans leur rapport, remis lundi 20 juillet au président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bastia. Selon le journal *la Corse*, qui en publie des extraits, mercredi 22 juillet, ce rapport serait accablant pour l'ensemble des parties concernées. Les trois experts constatent notamment que « les calculs effectués montrent que l'ouvrage ne pouvait résister non seulement aux charges pour lesquelles il avait été réglementairement être calculé mais même pas.

et encore sans pondération, à celles qui étaient inéluctablement exercées ». Le rapport mentionne « des erreurs de principe commises lors de la conception des ouvrages, des erreurs pratiques de montage qui ont conduit inéluctablement à des défauts d'aplomb et à l'apparition de jeux, et découlent d'une insuffisance de personnels et de délais ». Les experts, qui soulignent les carences administratives, mettent en cause le constructeur de la tribune, mais aussi le club et la société de contrôle SOCOTEC, et évoquent la responsabilité du maire, M. Eugène Bertucci.

## LES FINS D'EMPIRES

3. - Le crève-cœur de Ramatuelle III 2

## ÉTRANGER

La relance du processus de paix israélo-arabe : M. Baker rappelle que « toutes » les colonies israéliennes sont des « obstacles à la paix » ; M. Pères pourrait se rendre à Paris... 3  
Tunisie : suspension du procès des islamistes d'Ennahdha... 3  
La situation en Bosnie-Herzégovine et dans l'ex-Yugoslavie... 4  
Le Conseil de sécurité de l'ONU suspend l'aide aux Khmers rouges... 5  
Chine : le réformiste Bao Dong a été condamné à sept ans de prison... 5

## POLITIQUE

M. Mitterrand et le souvenir du maréchal Pétain... 7  
Le débat sur le référendum du 20 septembre... 7

## SOCIÉTÉ

Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris... 8  
La conférence internationale d'Amsterdam sur le sida... 8  
La révocation de l'inspecteur Gaudino est confirmée par le tribunal administratif de Paris... 9  
POINT/L'écroulement de la FEN... 9  
Sports : le 79<sup>e</sup> Tour de France... 20

## CULTURE

Avignon, « Los Caminos de Federico », au théâtre des Carmes : Luis Pasquel et Alfredo Alcon ramènent le regard franciscain de Federico Garcia Lorca... 10

Aix-en-Provence. L'humain automatique : la Compagnie Castifors dispose quelques rings dans un beau décor pour décrire des ridicules... 10

Musiques : la mort de l'éditeur phonographique Lucien Adès... 10

## ARTS • SPECTACLES

Un entretien avec Nikita Mikhalov : cinéaste et poète, prince et marchand « L'adaptation du « Souper », de Jean-Claude Brisville par Edouard Molinaro : la vica au bras du crime « Reprise de la « Femme du sable », de Teshigahara : le théâtre des matières « La sélection de la semaine... 11 à 13

## ÉCONOMIE

Le plan d'ajustement du gouvernement espagnol... 14  
British Airways acquiesce 44 % de US Air... 14  
Nouvel accès de faiblesse de la Bourse de Tokyo... 14  
La mort de Piero Uli... 15  
La rapport Carrière sur les infrastructures de transport... 15

## Services

Abonnements... 6  
Annonces classées... 16-17  
Carnet... 20  
Motocyclisme... 20  
Marchés financiers... 16-19  
Météorologie... 21  
Mots croisés... 21  
Radio-télévision... 21  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folioté 11 à 13  
Le numéro du « Monde » daté 22 juillet 1992 a été tiré à 477 454 exemplaires.

## « Le Monde des livres » : les dernières nouvelles de Vialatte

Pierre Lepape rend compte des derniers inédits publiés d'Alexandre Vialatte. Dans le deuxième entretien imaginaire, Paul Valéry répond à Hector Bianciotti sur l'Europe. Danièle Salenave commente le débat sur la fiction ouvert par Olivier Mongin dans nos colonnes (le Monde du 3 juillet). Nicolas Guilbert inaugure, avec Dominique Rolin, une série de dessins sur le bureau des écrivains.

Avec Le Monde sur Minitel

Admission :

ESE - CENTRALE  
SUPELEC

36.15 LE MONDE

Tapez RES

Le Monde  
DES LIVRES

1501